



📖 ÉTUDE

LES JEUNES À PARIS ET DANS LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

PORTRAIT SOCIAL ET DÉMOGRAPHIQUE – 4^e ÉDITION

NOVEMBRE 2022



Étude réalisée en lien avec la Ville de Paris et avec le soutien de la Caf de Paris.



Directeur et directrice de la publication : **Alexandre LABASSE**
Patricia PELLOUX

Étude réalisée par : **Frédérique LATOURNERIE**

Sous la direction de : **Émilie MOREAU**

Avec le concours de : **Clément BOISSEUIL, Marina RIBEIRO**

Cartographie et traitement statistique : **Christine DELAHAYE, Morad KHALOUA, Sandra ROGER, Anne SERVAIS**

Photos et illustrations : **Apur sauf mention contraire**

Mise en page : **Apur**

www.apur.org

22P020402

Sommaire

INTRODUCTION	4
1. Une forte présence des jeunes	9
Plus de 314 300 jeunes de 16 à 25 ans à Paris, plus de 935 600 dans le Grand Paris	10
Une diminution de la population jeune parisienne atténuée par la forte natalité des années 2000	14
2. Paris, une ville qui attire les jeunes	19
Près de la moitié des 15-24 ans qui s'installent à Paris arrivent de province	20
Un tiers des jeunes qui quittent Paris s'installent dans une autre commune du Grand Paris	21
Les jeunes de 15 à 24 ans constituent la seule classe d'âge qui enregistre un solde migratoire positif à Paris	22
Les migrations des jeunes restent stables à Paris	24
Des flux quotidiens importants vers Paris	25
Un doublement du nombre de jeunes présents quotidiennement	27
3. Une jeunesse plurielle	31
Les élèves et les étudiant-e-s	32
Les jeunes actifs et les jeunes actives	38
Les jeunes en difficulté d'insertion	41
Synthèse des profils : typologie de la jeunesse parisienne et métropolitaine	44
4. Les conditions de vie des jeunes	51
Le logement	52
L'entrée dans la vie active	58
L'impact de la crise sanitaire et l'accès à l'emploi des jeunes	61
La santé des jeunes à Paris et dans le Grand Paris	68
La mobilité des jeunes	77
L'engagement citoyen des jeunes à Paris	84
Le sport, les loisirs et la culture	90
CONCLUSION	96
ANNEXES	99
Portraits de publics spécifiques	100
Sélection d'équipements et de services dédiés aux jeunes	108
RÉFÉRENCES	111

INTRODUCTION

En 2022, l'Atelier Parisien d'Urbanisme (Apur) a inscrit à son programme de travail, à la demande de la Ville de Paris, et avec le soutien de la Caisse d'Allocations Familiales de Paris, l'actualisation du portrait sociodémographique des jeunes à Paris. Ce portrait élargi pour cette nouvelle édition à la Métropole du Grand Paris, couvre des thématiques diverses touchant aux conditions de logement des jeunes, à leur insertion professionnelle mais aussi à leur mobilité et à leur engagement. Alors que la jeunesse a été particulièrement affectée par les effets économiques et sociaux de la crise de la Covid-19, l'étude apporte aussi un éclairage sur deux enjeux spécifiques en lien avec ce contexte de crise : la santé des jeunes et l'accès à l'emploi.

La classe d'âge retenue est celle des 16-25 ans qui regroupe à la fois la fin de l'adolescence, le passage à l'âge adulte et l'acquisition progressive de droits de manière autonome, s'illustrant par des profils, des parcours et des conditions de vie extrêmement divers. L'Apur accompagne depuis plusieurs années les acteurs qui interviennent auprès de ce public en apportant des éléments de connaissance sur les profils et sur les pratiques de cette jeunesse plurielle, intégrant des travaux d'approfondissement touchant à des thèmes spécifiques, tels que les jeunes en difficultés d'insertion ou encore les jeunes et l'espace public.

L'étude a pour ambition de brosser un portrait permettant de bien connaître cette classe d'âge, objet de politiques publiques partagées entre plusieurs acteurs. Elle est le résultat d'un travail collaboratif associant différentes directions de la Ville de Paris, la Mission locale, la Caisse d'allocations familiales, l'Injep et la Métropole du Grand Paris.

L'étude comprend une analyse territoriale des équipements (culturels, sportifs ou d'animation) et des services destinés aux jeunes pour les accompagner dans leurs démarches et leurs projets (Centres Paris Anim', Espaces Paris Jeunes, Points information jeunesse, Quartier Jeunes (QJ)...). Cette analyse permet d'apprécier, à différentes échelles géographiques, l'état de l'offre au regard des besoins des jeunes de 16 à 25 ans. Des données sexuées ont aussi été intégrées de manière transversale afin de mesurer les disparités entre les femmes et les hommes et leur évolution.

Enfin, des portraits de publics spécifiques sont proposés en annexe permettant de disposer d'éléments de connaissance sur d'autres classes d'âge (11-15 ans ou 26-30 ans), sur les jeunes sans-abri ou encore sur les jeunes résidant dans les quartiers de la politique de la ville.

L'étude apporte un éclairage sur les enjeux spécifiques retenus en lien avec le contexte de crise sanitaire : la santé des jeunes et l'accès à l'emploi.



© Apur - JC Bonijol



LES JEUNES À PARIS



314 300

jeunes âgé-e-s
de 16 à 25 ans



45 450

jeunes de 15 à 24 ans
se sont installés à Paris en 2018,
47 % arrivent de province
et **23 %** de l'étranger



54 %
de jeunes parisiennes



55 %
des jeunes ne vivent plus
chez leurs parents



+ de 600 000

jeunes présents chaque jour pour
les études, le travail ou les loisirs



217 800

jeunes élèves
ou en études (**69 %**)



170 980

étudiants du supérieur (**54 %**)
dont **25 %** qui travaillent



68 900

jeunes actif-ve-s (**22 %**)



73 %

des jeunes actif-ve-s sont diplômé-e-s
de l'enseignement supérieur

27 650

jeunes ne sont
ni en études,
ni en formation,
ni en emploi (**9 %**)



49 %
des jeunes utilisent
les transports en commun comme
moyen de déplacement principal



47 %
se déplacent à pied
(**1 %** se déplacent en vélo
et **1 %** se déplacent en voiture)



18 %
des jeunes actif-ve-s sont au chômage
(**19 %** des jeunes hommes
et **17 %** des jeunes femmes)



LES JEUNES DANS LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS



Près de
1 MILLION
de jeunes âgé-e-s
de 16 à 25 ans
34 % vivent à Paris



65 150
jeunes de 15 à 24 ans se sont
installés dans le Grand Paris en 2018,
70 % arrivent de province
et **21 %** de l'étranger



51 %
de jeunes métropolitaines



39 %
des jeunes ne vivent plus
chez leurs parents



+ de 1 140 000
jeunes présents chaque jour pour
les études ou le travail (hors loisirs)



604 700
jeunes de 16-25 ans sont
élèves ou en études (**65 %**)



418 300
étudiants du supérieur (**45 %**)
dont **25 %** qui travaillent



207 940
jeunes actif-ve-s (**22 %**)



55 %
des jeunes actif-ve-s sont diplômé-e-s
de l'enseignement supérieur

119 500

jeunes ne sont
ni en études,
ni en formation,
ni en emploi (**13 %**)



49 %
des jeunes utilisent
les transports en commun comme
moyen de déplacement principal



42 %
se déplacent à pied
(**1 %** se déplacent en vélo
et **7 %** se déplacent en voiture)



23 %
des jeunes actif-ve-s sont au chômage
(**24 %** des jeunes hommes
et **21 %** des jeunes femmes)





1. UNE FORTE PRÉSENCE DES JEUNES

Plus de 314 300 jeunes de 16 à 25 ans à Paris, plus de 935 600 dans le Grand Paris

Au 1^{er} janvier 2018, **314 313 jeunes âgé-e-s de 16 à 25 ans vivent à Paris, soit 14 % de la population parisienne. Cette part est un peu plus élevée que dans la Métropole du Grand Paris (13,2 %) ou qu'en Île-de-France (12,8 %) et plus largement qu'en France métropolitaine (11,6 %).**

Les jeunes Parisien-ne-s représentent un peu plus du tiers des jeunes vivant dans la Métropole du Grand Paris (34 %).

Paris se démarque aussi par une population jeune plus féminine avec, parmi les 16-25 ans, 54 % de jeunes Parisiennes. Au sein de cette tranche d'âge, les 16-20 ans et les 21-25 ans représentent respectivement 5,7 % et 8,8 % de la population parisienne.

À l'échelle de la Métropole du Grand Paris, les jeunes de 16 à 25 ans représentent un groupe de près d'un million de personnes soit 13 % de la population métropolitaine. La répartition femmes/hommes au sein de cette population jeune est plus équilibrée (51 % de femmes), comme en Île-de-France (50 %) et en France métropolitaine (49 %).

En effectif, les arrondissements parisiens les plus peuplés et les plus familiaux accueillent le plus de jeunes,

notamment au nord et à l'est de Paris (18^e, 19^e et 20^e) ainsi qu'au sud dans le 13^e et le 15^e. Tous les arrondissements enregistrent une majorité de femmes parmi leur population jeune. Selon l'arrondissement, leur proportion varie de 52 % dans le 19^e à 57 % dans le 6^e arrondissement où résident beaucoup d'étudiant-e-s. D'autres villes du Grand Paris accueillent un nombre élevé de jeunes : Saint-Denis (16 230 jeunes de 16 à 25 ans), Boulogne-Billancourt (14 370) et Nanterre (14 220).

En termes de densité, les 16-25 ans se concentrent fortement au cœur de la Métropole du Grand Paris et particulièrement à Paris où une présence plus importante de la population jeune est observée dans certains quartiers parmi lesquels le Quartier Latin (5^e et 6^e) et d'autres quartiers des 13^e et 14^e arrondissements où sont implantés des pôles universitaires (Campus des Grands Moulins et Cité Internationale Universitaire de Paris).

À l'inverse, les 16-25 ans sont densément moins présents dans les arrondissements de l'est parisien où résident des familles avec des enfants plus jeunes.

La tranche d'âge des 16-25 ans constitue une catégorie d'action publique : l'âge de 16 ans marque la fin de la scolarité obligatoire et 25 ans correspond à l'âge limite à l'ouverture de certains droits sociaux (Rsa, Prime d'activité...). Sans remettre en cause cette tranche d'âge comprenant des effets de seuils importants, des éléments permettant de disposer de connaissances sur d'autres classes d'âge sont intégrés à l'étude :

→ Le public des 11-15 ans. Le temps de l'adolescence est très largement identifié comme devant faire l'objet d'une plus grande attention dans la définition des politiques publiques.

→ Le public des 26-30 ans. Cette tranche d'âge est composée d'une variété de profils renvoyant à différentes situations en termes de conditions de logement ou d'emploi qu'il est important de mettre en exergue.

RÉPARTITION DES JEUNES DE 16 À 25 ANS PAR TRANCHE D'ÂGE

	Jeunes de 16-25 ans	dont 16-20 ans	dont 21-25 ans	Population totale	Part des 16-25 ans dans la population totale	dont 16-20 ans	dont 21-25 ans
Paris Centre	14 415	4 764	9 651	100 296	14 %	5 %	10 %
5 ^e	12 234	4 978	7 255	58 379	21 %	9 %	12 %
6 ^e	7 794	3 704	4 090	40 525	19 %	9 %	10 %
7 ^e	7 879	3 006	4 873	50 196	16 %	6 %	10 %
8 ^e	5 666	2 416	3 250	36 222	16 %	7 %	9 %
9 ^e	8 291	2 977	5 314	59 835	14 %	5 %	9 %
10 ^e	11 543	4 229	7 314	88 557	13 %	5 %	8 %
11 ^e	19 652	6 490	13 162	145 903	13 %	4 %	9 %
12 ^e	18 696	7 292	11 404	139 665	13 %	5 %	8 %
13 ^e	28 211	11 136	17 076	180 632	16 %	6 %	9 %
14 ^e	22 711	7 941	14 770	136 596	17 %	6 %	11 %
15 ^e	34 450	12 644	21 806	232 144	15 %	5 %	9 %
16 ^e	23 820	11 296	12 524	166 014	14 %	7 %	8 %
17 ^e	23 106	8 807	14 298	165 859	14 %	5 %	9 %
18 ^e	25 871	9 501	16 370	193 665	13 %	5 %	8 %
19 ^e	25 492	11 364	14 128	185 513	14 %	6 %	8 %
20 ^e	24 482	10 755	13 727	195 600	13 %	5 %	7 %
Paris	314 313	123 300	191 013	2 175 601	14 %	6 %	9 %
Métropole du Grand Paris	935 642	423 247	512 395	7 075 028	13 %	6 %	7 %
Île-de-France	1 568 364	755 930	812 434	12 213 447	13 %	6 %	7 %
France métropolitaine	7 531 882	3 932 555	4 330 126	64 844 037	12 %	6 %	7 %

Source : Recensement de la population (Insee) - 2018 - Traitement Apur



314 300

jeunes de 16 à 25 ans à Paris, soit **14 %** de la population parisienne



935 600

jeunes de 16 à 25 ans dans la MGP, soit **13 %** de la population totale



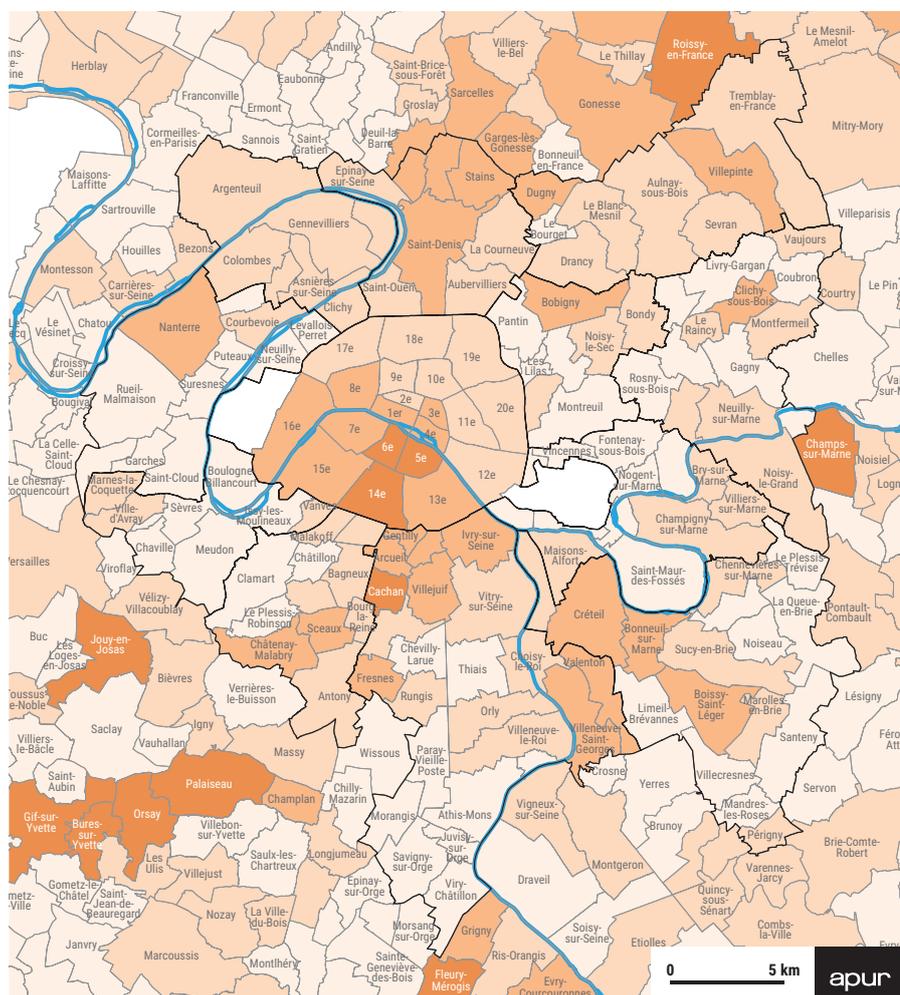
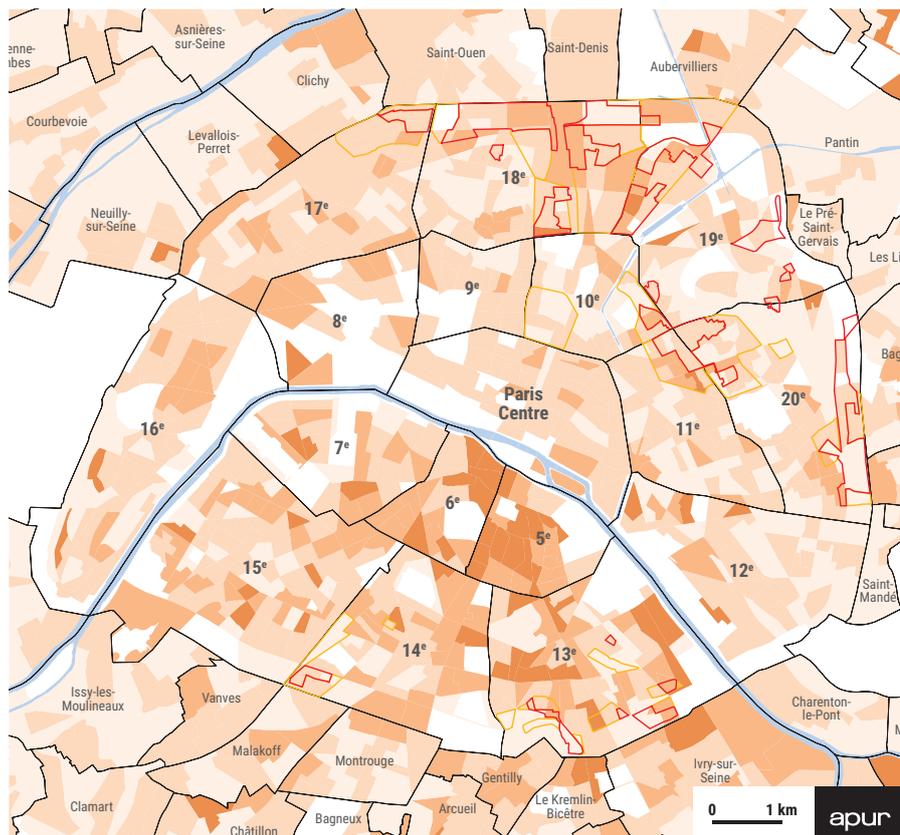
1 568 400

jeunes de 16 à 25 ans en Île-de-France, soit **13 %** de la population totale



7 531 900

jeunes de 16 à 25 ans en France métropolitaine, soit **12 %** de la population totale

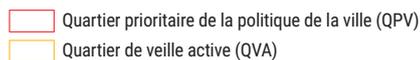


DENSITÉ DE JEUNES ÂGÉS DE 16 À 25 ANS

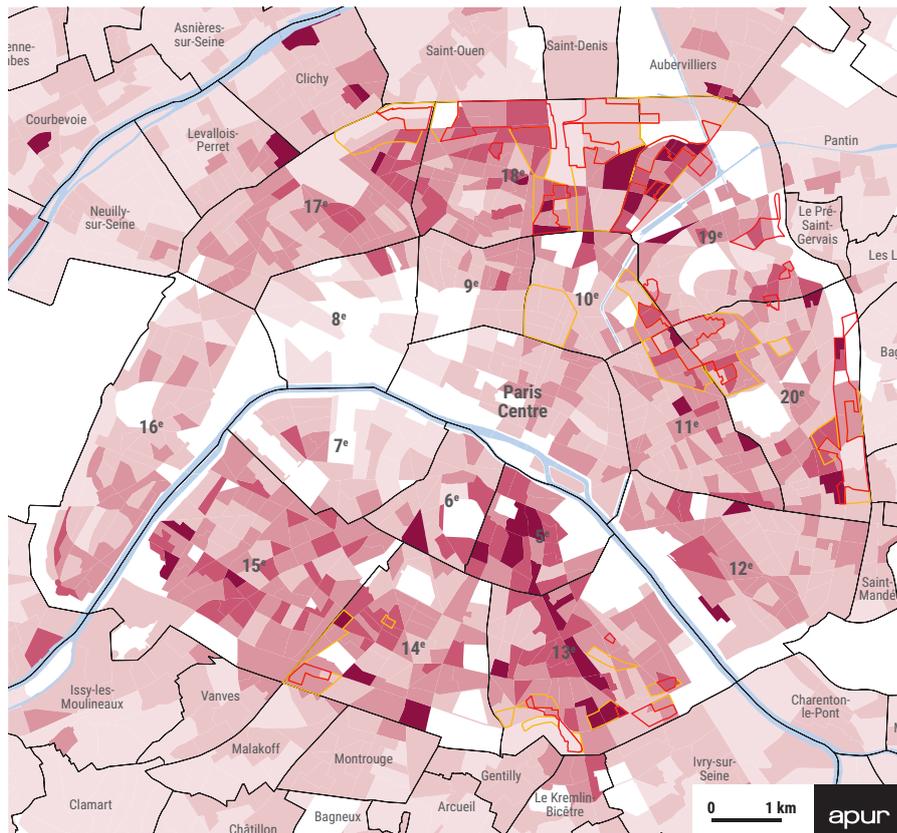
Nombre de jeunes de 16-25 ans à l'hectare



Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.



Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018

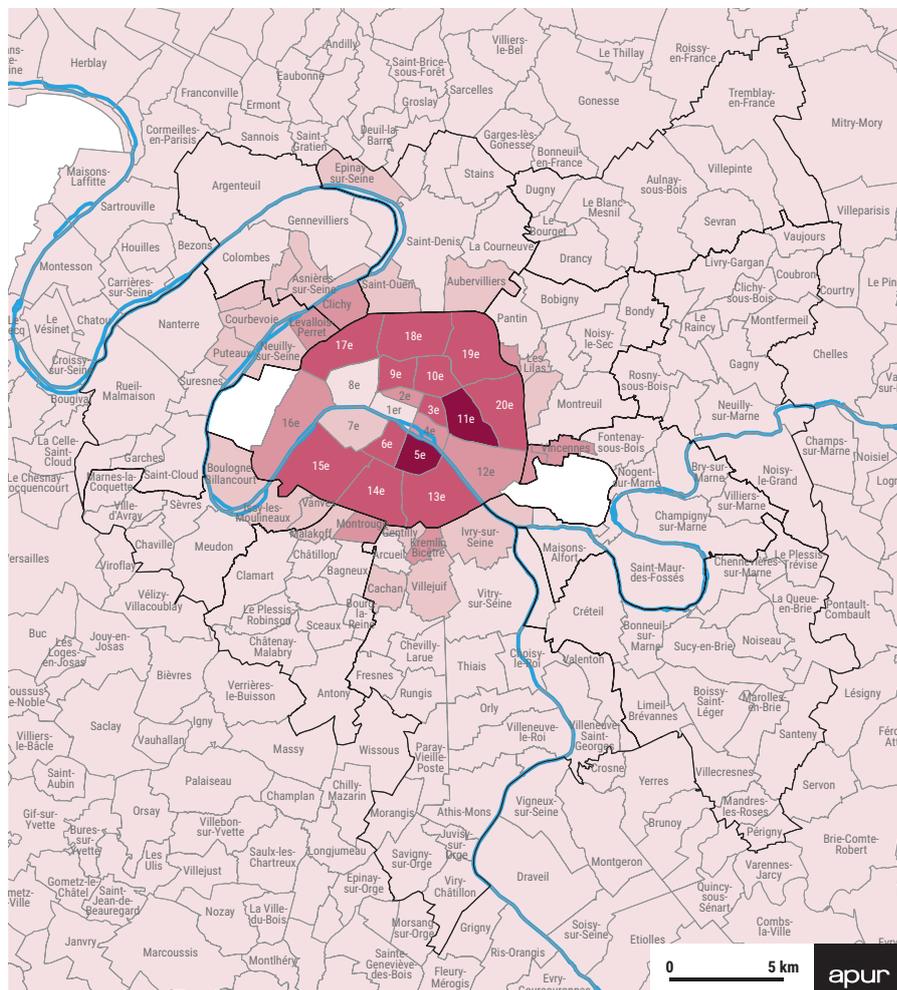


DENSITÉ DE JEUNES ÂGÉS DE 16 À 25 ANS

Nombre de jeunes de 16-25 ans à l'hectare



Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018



Note de lecture :

Nombre de jeunes 16-25 ans à l'hectare par IRIS. Les IRIS (Îlots Regroupés pour l'Information Statistique) sont les plus petites unités spatiales statistiques, inférieures à l'échelon communal, ils regroupent environ 2 000 habitants.

Une diminution de la population jeune parisienne atténuée par la forte natalité des années 2000

Suivant la tendance baissière de la population parisienne, le nombre de jeunes Parisien-ne-s diminue légèrement chaque année entre 2008 et 2018 (-0,2 % par an, soit 710 jeunes en moins chaque année).

La baisse relative des jeunes vivant à Paris touche davantage les hommes (-0,4 %/an) que les femmes (-0,1 %/an). De la même manière, les arrondissements enregistrent une évolution contrastée. Ainsi, trois arrondissements observent une stabilité de la population âgée de 16 à 25 ans (14^e, 17^e et 18^e) et trois autres une légère hausse (13^e, 16^e et 19^e).

Observé plus finement, le nombre de jeunes augmente à un rythme plus rapide dans certains des quartiers concernés par des opérations de renouvellement urbain (aux portes du 18^e du 20^e porte de Bagnolet et porte de Montreuil), des opérations d'aménagement (quartier Paris Rive Gauche du 13^e, Rosa Parks dans le 19^e) ou encore en lien avec des opérations de construction de logements sociaux (quartier Auteuil dans le 16^e). L'ensemble de ces projets urbains favorise l'installation de nouvelles populations

composées de familles, d'étudiant-e-s ou d'actif-ve-s autonomes.

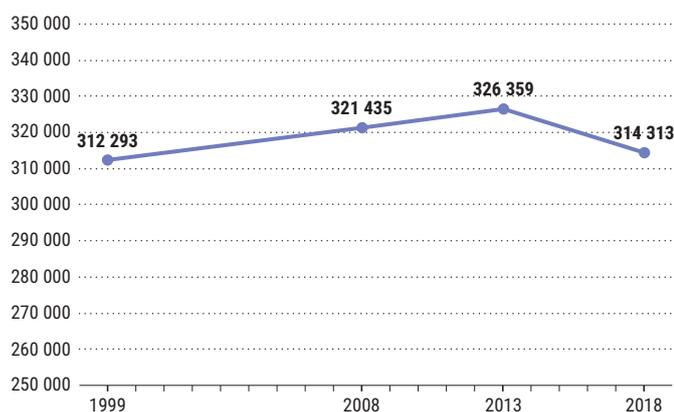
À l'inverse, de plus fortes diminutions sont constatées dans les 6^e, 10^e et 11^e arrondissements. Arrondissements davantage touchés par la diminution du nombre de résidences principales au profit des locations meublées touristiques et des résidences secondaires.

À l'échelle du Grand Paris et malgré une légère hausse de la population métropolitaine, le nombre de jeunes s'est maintenu tandis qu'à l'inverse, leur nombre a sensiblement diminué en Île-de-France (-0,1 % en moyenne chaque année) et en France Métropolitaine (-0,4 %/an).

La baisse du nombre de jeunes Parisien-ne-s âgé-e-s de 16 à 25 ans s'engage à partir de 2013 au même rythme que l'ensemble de la population parisienne. Dans le détail on observe de 2008 à 2013 une légère hausse de la population jeune (+0,3 % par an) et à l'inverse une diminution à partir de 2013 (-0,7 % par an entre 2013 et 2018). Entre 2013 et 2018, le nombre de 16-25 ans diminue de 2 450 jeunes en moyenne chaque année.

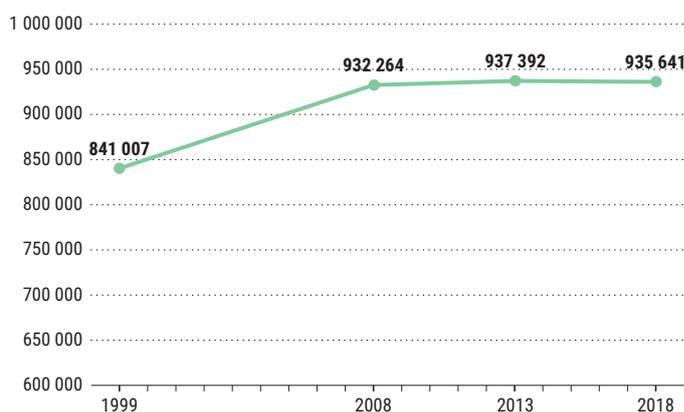
Entre 2013 et 2018, le nombre de 16-25 ans diminue de 2 450 jeunes en moyenne chaque année.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE JEUNES DE 16 À 25 ANS DEPUIS 1999 PARIS



Source : Recensement de la population (Insee) - Traitement Apur

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS



ÉVOLUTION DES JEUNES DE 16 À 25 ANS ENTRE 2008 ET 2018

HAUSSE

- Plus de 5 %
- De 1 à 5 %

STABILITÉ

- De -1 à +1 %

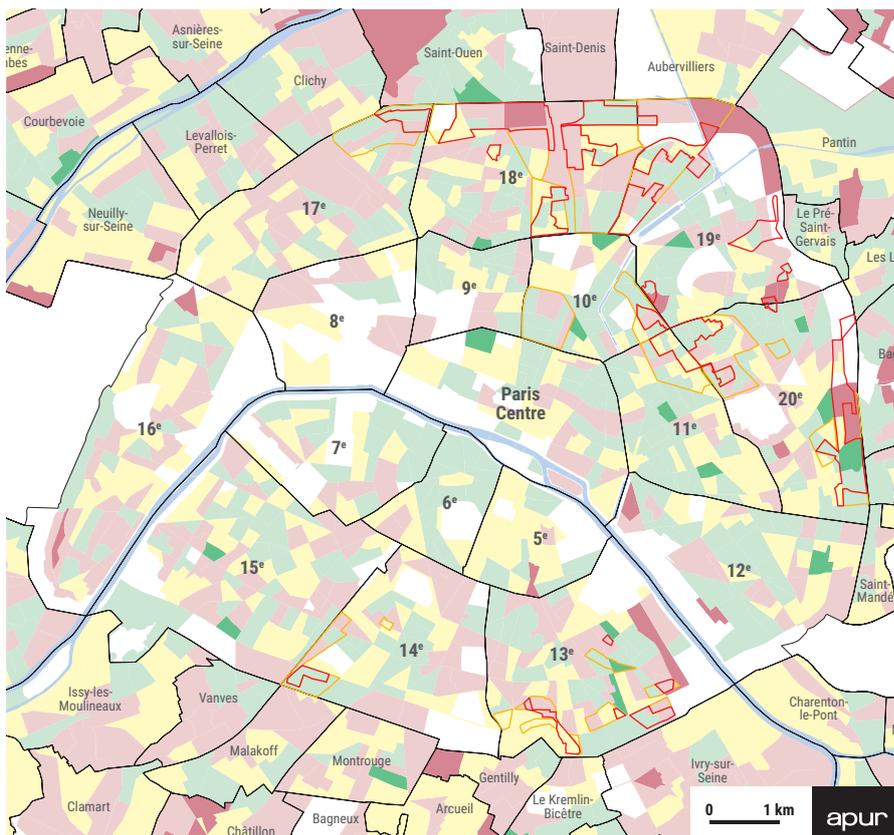
BAISSE

- De 1 à 5 %
- Plus de 5 %

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2008 et 2018



ÉVOLUTION DES JEUNES DE 16 À 25 ANS ENTRE 2008 ET 2018

HAUSSE

- Plus de 5 %
- De 1 à 5 %

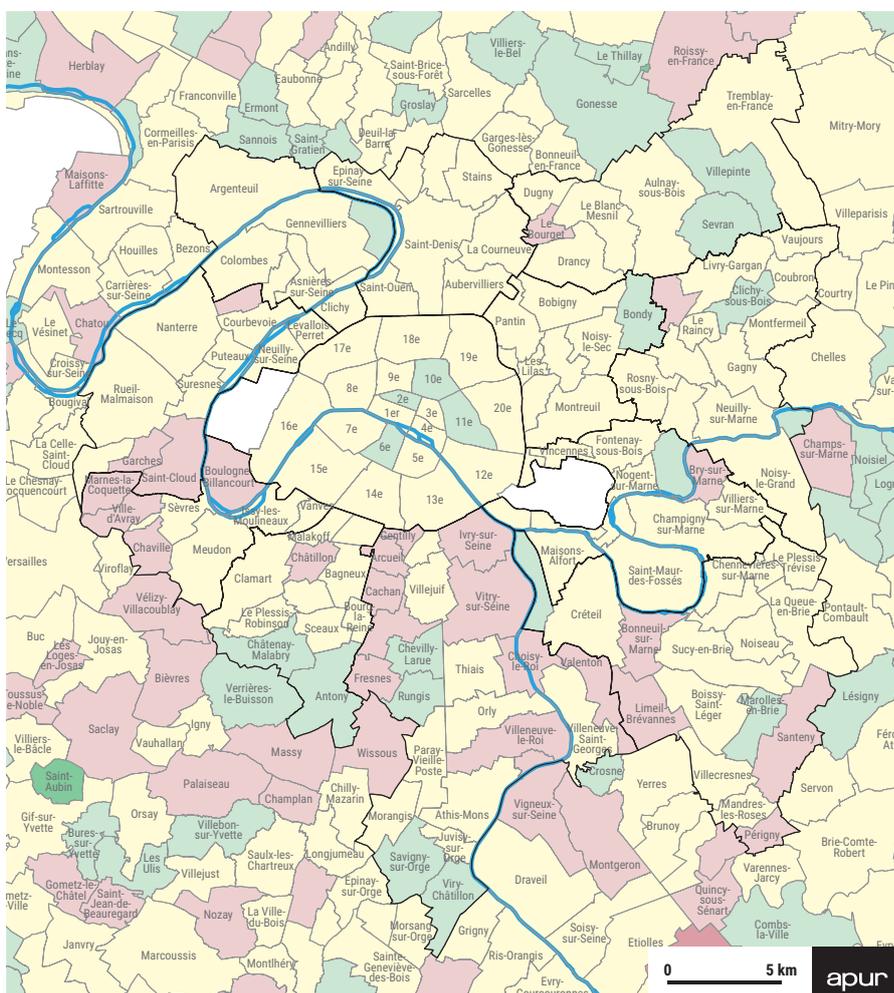
STABILITÉ

- De -1 à +1 %

BAISSE

- De 1 à 5 %
- Plus de 5 %

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2008 et 2018





© Apur - David Boureau

NOMBRE ET ÉVOLUTION DES JEUNES DE 16 À 25 ANS À PARIS

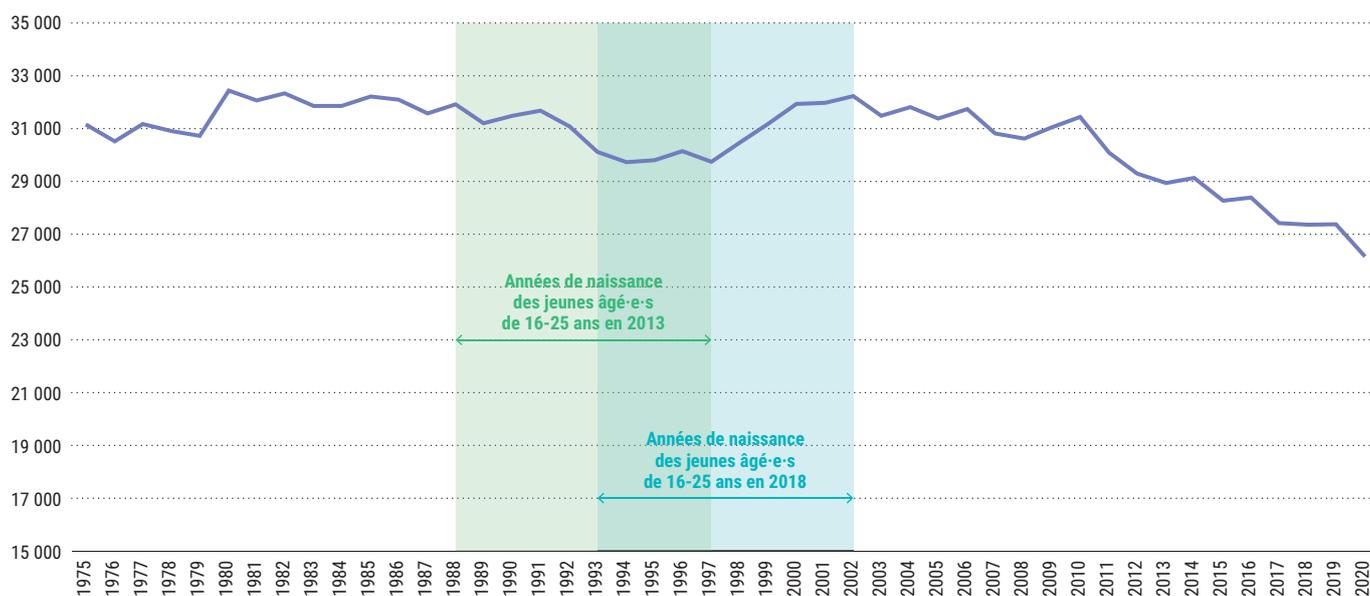
	2008	2013	2018	Évolution annuelle moyenne 2008-2013	Évolution annuelle moyenne 2013-2018
16 ans	19 649	19 792	20 065	0,1	0,3
17 ans	20 526	20 549	20 602	0,0	0,1
18 ans	25 374	26 308	26 443	0,7	0,1
19 ans	28 203	27 847	28 203	-0,3	0,3
20 ans	30 644	29 820	27 987	-0,5	-1,3
21 ans	32 816	32 417	30 111	-0,2	-1,5
22 ans	35 762	36 936	33 855	0,6	-1,7
23 ans	39 780	42 485	38 791	1,3	-1,8
24 ans	42 828	44 409	42 745	0,7	-0,8
25 ans	45 853	45 657	45 510	-0,1	-0,1
Total	321 435	326 219	314 313	0,3	-0,7

Source : Recensements de la population (Insee) - 2008, 2013 et 2018 - Traitement Apur

Analysée par tranches d'âge, la baisse touche tout particulièrement la tranche d'âge des 20-25 ans (-1,1 % par an entre 2013 et 2018) alors que le nombre de jeunes de 16 à 19 ans augmente légèrement, sous l'effet d'une plus forte natalité au tournant des années 2000 (+0,2 % par an entre 2013 et 2018).

La relative stabilité du nombre de naissances domiciliées à Paris entre 2003 et 2009, qui se poursuit par une baisse continue à partir de 2010, impactera certainement le nombre de jeunes Parisien-ne-s dans les prochaines années.

ÉVOLUTION DES NAISSANCES DOMICILIÉES À PARIS



Source : Insee, statistiques de l'état civil

Note de lecture : Entre 1993 et 2002, Paris enregistre 307 339 naissances domiciliées. Ces enfants nés au cours de cette période sont âgés de 16 à 25 ans en 2018.





2. PARIS, UNE VILLE QUI ATTIRE LES JEUNES

La population jeune à Paris est marquée par la diversité de ses origines. Ainsi, en 2018, 17 % des jeunes de 16-25 ans ne vivaient pas à Paris

un an auparavant. Cette proportion est presque trois fois plus élevée que celle observée pour l'ensemble des Parisien-ne-s (6 %).

Près de la moitié des 15-24 ans¹ qui s'installent à Paris arrivent de province

En ajoutant les arrivées de l'étranger, au cours de l'année 2018, 45 450 jeunes de 15 à 24 ans se sont installés à Paris alors qu'ils n'y résidaient pas un an auparavant. Les femmes sont nettement majoritaires parmi ces jeunes qui s'installent à Paris (59 %). Ces nouveaux Parisiens et Parisiennes arrivent principalement de province (47 % des arrivées) et le plus souvent d'une autre grande ville française telle que Toulouse, Lille, Bordeaux et Nantes (17 % des arrivées hors Île-de-France). Ensuite, près d'un tiers des jeunes qui arrivent sont originaires de l'Île-de-France (30 %, dont la moitié de la Métropole du Grand Paris) et près d'un quart des 15-24 ans de l'étranger (23 %). **Les femmes sont très majoritaires parmi ces jeunes qui arrivent de l'étranger (61 % de ces arrivées).**

Parmi les 15-24 ans nouvellement installés à Paris, la moitié est composée d'étudiant-e-s et 42 % d'actif-ve-s².

Au niveau de la Métropole du Grand Paris, les jeunes qui s'y installent ont en revanche plus souvent un statut d'actif-ve-s (48 % des arrivées).

Les étudiant-e-s sont plus fortement représenté-e-s parmi la population venue de l'étranger (60 %) ou d'Île-de-France (hors Métropole du Grand Paris, 52 %) que parmi celle venant de province (46 %) ou d'une autre commune de la Métropole du Grand Paris (45 %).

Les femmes représentent 59 % des personnes récemment installées à Paris. Parmi elles, 51 % sont étudiantes et 41 % actives avec un emploi (contre respectivement 47 % et 45 % pour les

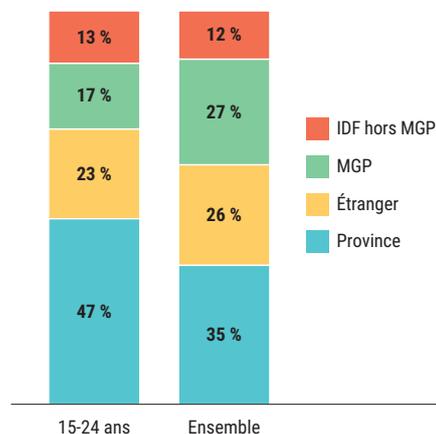
hommes). À l'échelle de la métropole, cette répartition est plus équilibrée avec 55 % de femmes parmi ces jeunes nouvellement arrivés.

En effectif, ces jeunes arrivants s'installent plus souvent dans les arrondissements qui offrent le plus de logements et qui sont déjà les plus peuplés (13^e, 14^e et 15^e) mais en proportion et rapportés à la population de l'arrondissement, elles-ils sont surreprésenté-e-s dans le 5^e et le 6^e arrondissement qui concentrent une population étudiante nombreuse.

¹ – La tranche d'âge 16-25 ans n'est pas disponible dans les données migrations de l'Insee. L'analyse s'effectue donc sur la tranche d'âge la plus proche, celle des 15-24 ans.

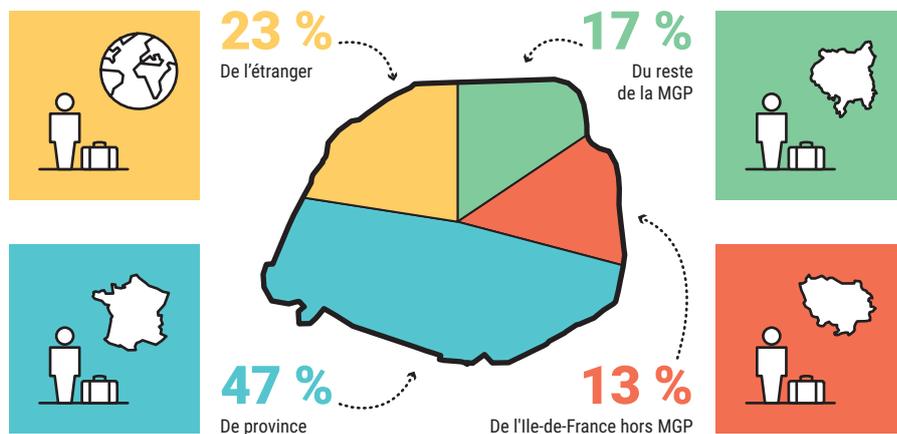
² – Avec emploi.

RÉPARTITION DES 15-24 ANS ARRIVÉS À PARIS EN 2018 SELON LEUR ORIGINE



Source : Recensement de la population (Insee) - 2018 - Traitement Apur

UN JEUNE ARRIVANT SUR DEUX ORIGINAIRE DE PROVINCE ET UN SUR QUATRE ARRIVE DE L'ÉTRANGER



Source : Recensement de la population (Insee) - 2018 - Traitement Apur

Un tiers des jeunes qui quittent Paris s'installent dans une autre commune du Grand Paris

Près de 23 400 jeunes de 15 à 24 ans ont quitté Paris au cours de l'année 2018. Plus de la moitié d'entre eux (51 %) partent pour la province, notamment vers d'autres grandes villes telles que Lyon, Lille ou encore Toulouse.

Un peu plus d'un tiers des jeunes (34 %) quittent Paris pour une autre commune de la Métropole du Grand Paris parmi lesquelles Boulogne-Billancourt (92), Montreuil (93) ou encore Montrouge (92).

Il s'agit le plus souvent d'étudiant-e-s. Elles-ils représentent près de la moitié

(49 %) des 15-24 ans partis de Paris en 2018 contre 36 % d'actif-ve-s avec emploi. Comparés aux jeunes qui s'installent à Paris, ceux qui dans cette classe d'âge quittent la capitale sont plus souvent des étudiant-e-s (49 % parmi les départs contre 46 % parmi les arrivées) et des diplômés du supérieur (59 % contre 47 %). Le chômage concerne 10 % des 15-24 ans qui quittent Paris contre 6 % de ceux qui s'y installent.

Les personnes vivant seules sont majoritairement présentes parmi celles qui arrivent à Paris (48 % contre 31 % des jeunes partis de Paris).

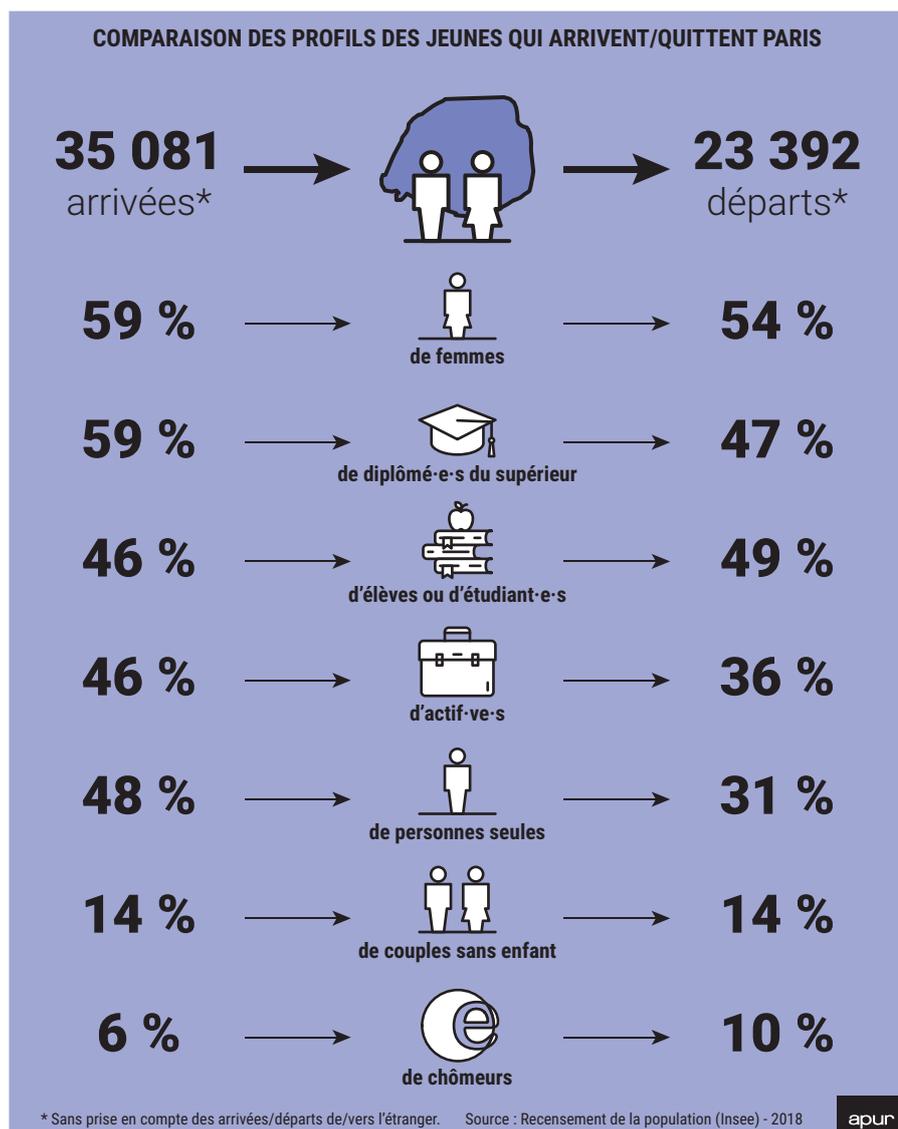
Les résultats d'une enquête « conditions de vie et aspirations des Francilien-ne-s en 2021 »³ mettent en évidence un désir de mobilité plus élevé chez les 18-34 ans (près de la moitié contre 30 % des 35 ans ou plus). Ce souhait est particulièrement prégnant parmi les jeunes actif-ve-s (50 % contre 23 % des jeunes étudiant-e-s). Le plus souvent, les jeunes Francilien-ne-s qui souhaitent déménager envisagent ce projet en Île-de-France (59 % contre 44 % des 35 ans ou plus). Comparée à la précédente enquête de 2014, cette envie de mobilité s'est accentuée, certainement sous l'effet de la crise sanitaire.

L'Enquête menée par l'Institut Montaigne⁴ auprès des jeunes Français-e-s âgé-e-s de 18 à 24 ans confirme ces résultats en indiquant que, de façon générale, les jeunes se montrent moins attachés à leur territoire d'origine que leurs parents ou grands-parents.

Cela est particulièrement observable pour les jeunes femmes. Elles-ils font part ainsi d'un plus grand désir de mobilité géographique vers des villes moyennes (39 % des enquêtés) mais aussi vers l'étranger (21 %) et semblent en revanche moins attirés par l'agglomération parisienne (7 %).

3 – Aspirations et préoccupations des jeunes Franciliens (institutparisregion.fr)

4 – Une jeunesse plurielle. Enquête auprès des 18-24 ans, février 2022, Institut Montaigne



Les jeunes de 15 à 24 ans constituent la seule classe d'âge qui enregistre un solde migratoire positif à Paris

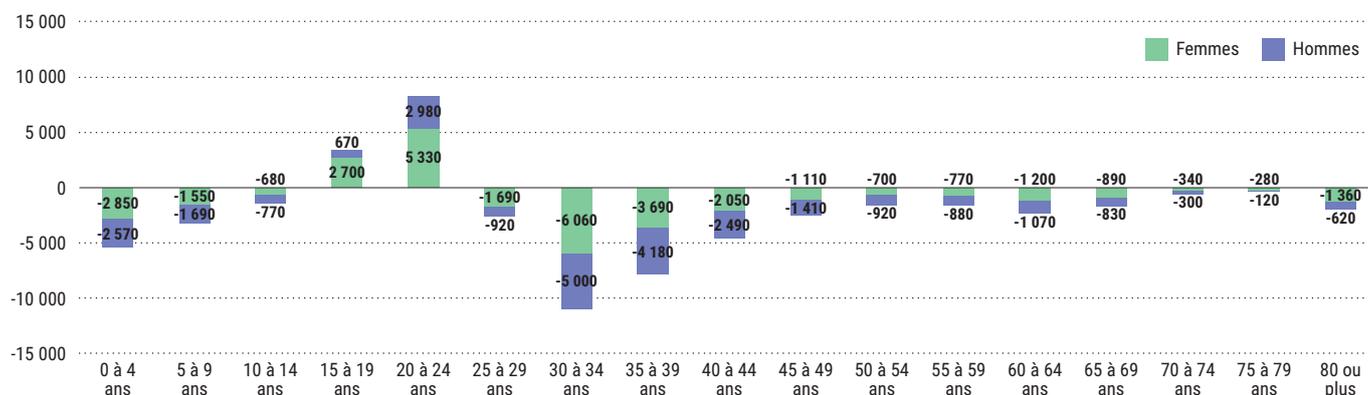
Historiquement et en raison de son offre importante de lieux d'enseignement ou de formation et de son dynamisme économique, Paris et la Métropole du Grand Paris attirent de nombreux jeunes adultes venus poursuivre leurs études ou commencer leur carrière professionnelle. À l'opposé, les départs concernent davantage des ménages plus âgés (de plus de 30 ans), pouvant aspirer à un logement plus grand et moins onéreux au

moment de construire une famille pour les plus jeunes ou au moment de la retraite pour les plus âgés.

Au cours de l'année 2018, 35 080 jeunes âgé-e-s de 15 à 24 ans se sont installé-e-s⁵ à Paris alors qu'elles-ils résidaient ailleurs en France l'année précédente. Elles-ils représentent 38 % des personnes arrivées à Paris cette même année.

5 – Hors flux de l'étranger.

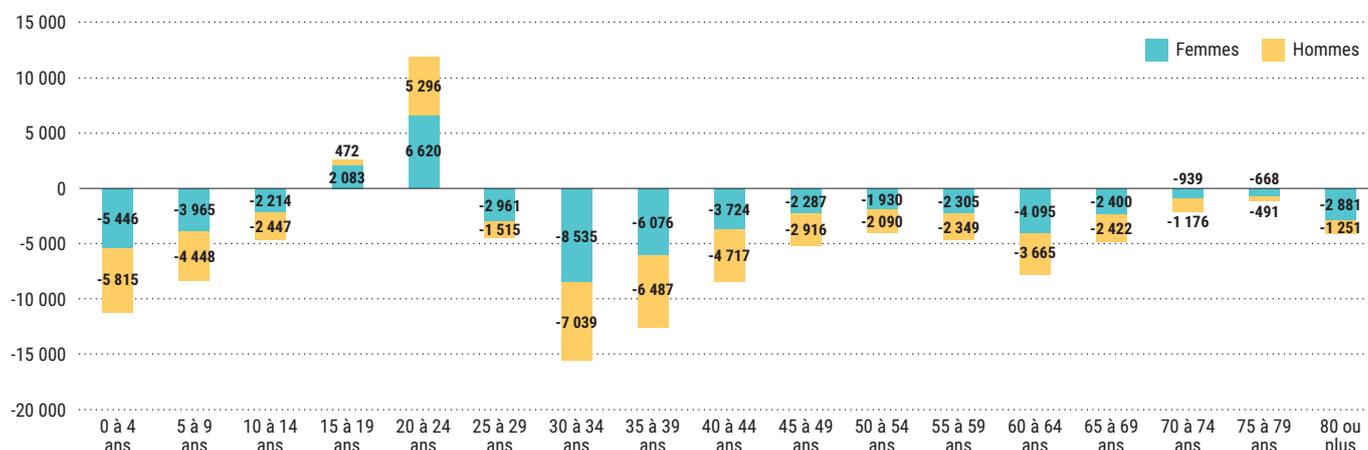
SOLDE ANNUEL DES ÉCHANGES MIGRATOIRES* NETS SELON L'ÂGE ET LE SEXE ENTRE PARIS ET LE RESTE DE LA FRANCE



Source : Recensement de la population (Insee) - 2018 - Traitement Apur

* hors arrivées/départs de l'étranger

SOLDE ANNUEL DES ÉCHANGES MIGRATOIRES* NETS SELON L'ÂGE ET LE SEXE ENTRE LE GRAND PARIS ET LE RESTE DE LA FRANCE



Source : Recensement de la population (Insee) - 2018 - Traitement Apur

* hors arrivées/départs de l'étranger

Parmi les jeunes qui se sont installés à Paris, **59 % sont des femmes** (contre 45 % des personnes qui se sont installées dans la Métropole du Grand Paris dans son ensemble).

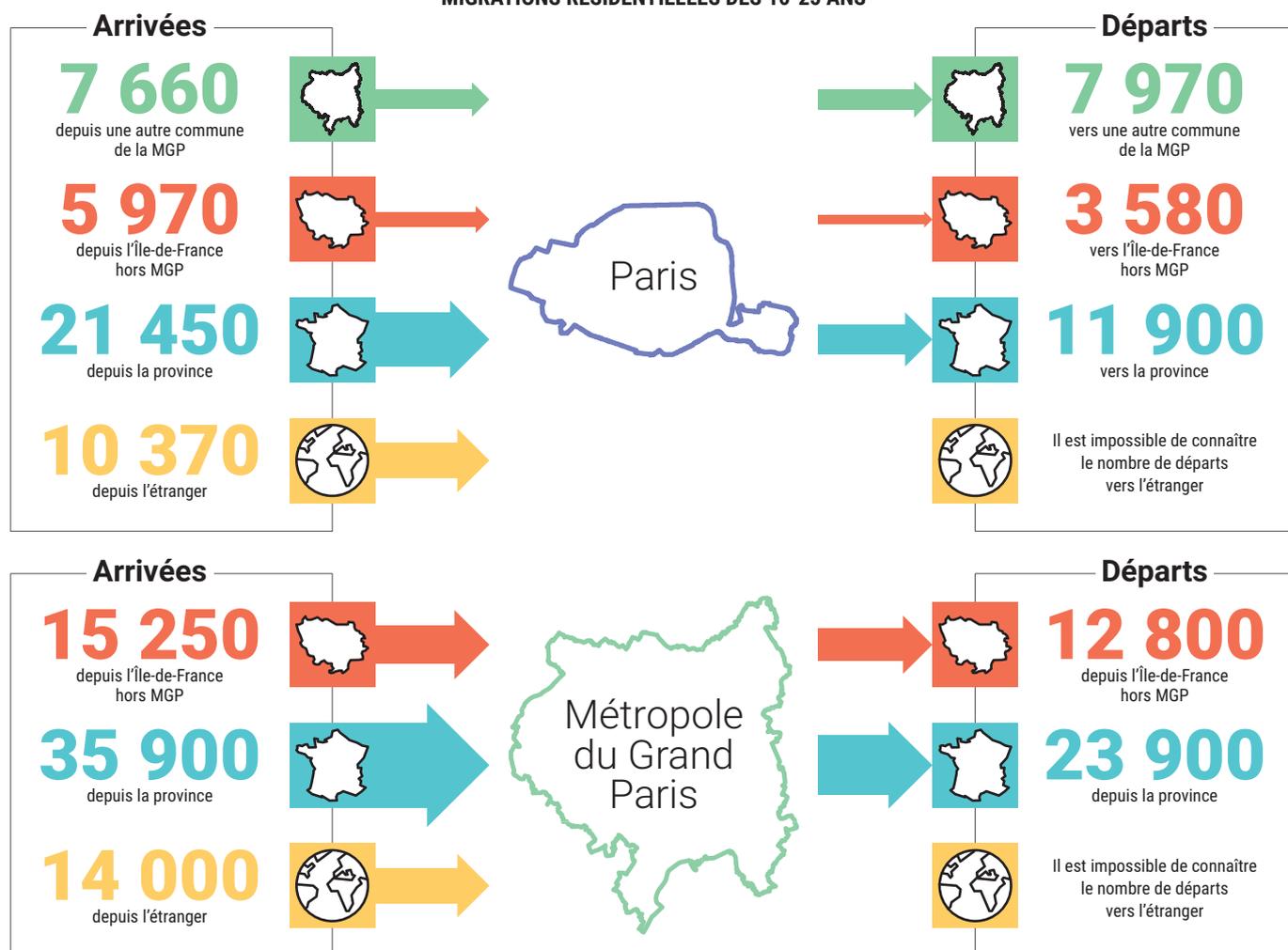
À l’opposé, près de 23 400 jeunes ont quitté Paris au profit d’une autre commune française. Ils représentent 18 % de l’ensemble des départs de Paris. La majorité des départs (54 %) concerne également des jeunes femmes.

Le solde migratoire, qui est la différence entre le nombre de personnes arrivées et le nombre de personnes parties, **est excédentaire chez les jeunes de 15 à 24 ans à Paris (+11 689).**

Observé plus largement et à l’échelle du Grand Paris, le solde migratoire de la population jeune est aussi positif.

Plus de 51 150 jeunes âgé-e-s de 15 à 24 ans se sont installé-e-s dans le Grand Paris en 2018 tandis que près de 36 700 quittaient la métropole. **À l’instar de ce qui est observé à Paris, dans la Métropole du Grand Paris, les femmes sont également majoritaires dans ces flux (55 % de femmes parmi les arrivées de jeunes en 2018 et 53 % parmi les départs).** Paris est à l’origine d’une part importante de ces flux puisque la moitié des jeunes qui arrivent dans la Métropole du Grand Paris s’installent à Paris et 42 % des départs de la métropole proviennent de Paris.

MIGRATIONS RÉSIDENTIELLES DES 16-25 ANS



Source : Recensement de la population (Insee) - 2018

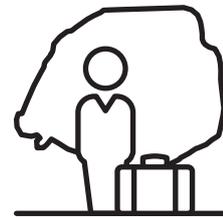
Les migrations des jeunes restent stables à Paris

Comparé au nombre d'arrivées enregistrées au cours de l'année 2013, le nombre de jeunes qui s'installent à Paris en 2018 diminue légèrement (-0,5 %/an) alors qu'une diminution plus marquée est enregistrée pour les arrivées toutes classes d'âge confondues (-1,9 %/an).

35 080 jeunes se sont installé-e-s à Paris en 2018 (contre 38 610 en 2013).

À l'échelle du Grand Paris, le nombre d'arrivées diminue aussi de 1 % en moyenne chaque année sur cette même période.

Concernant les flux inverses, les départs restent stables pour Paris entre les deux années (2013 et 2018) pour les jeunes comme pour l'ensemble de la population, à l'instar de ce qui est observé plus largement à l'échelle du Grand Paris.

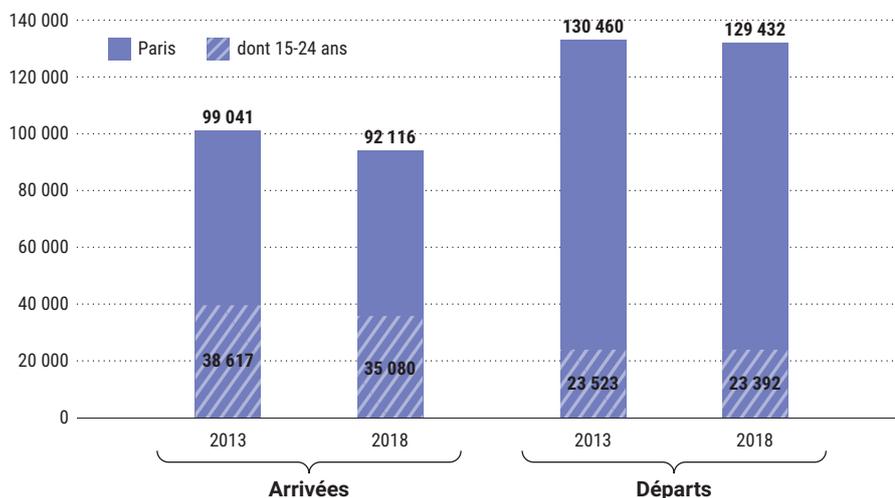


38 %

des personnes arrivées à Paris en 2018 sont des jeunes âgé-e-s de 15 à 24 ans

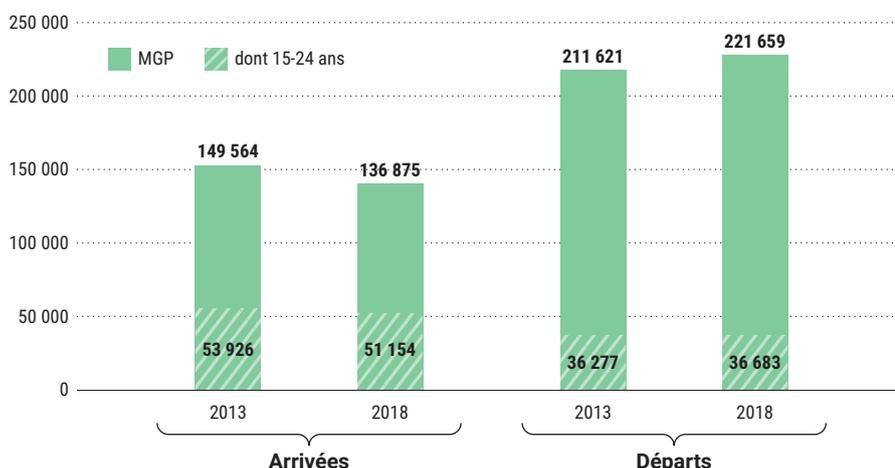
(37% à l'échelle du Grand Paris)

ARRIVÉES ET DÉPARTS ENREGISTRÉS À PARIS EN 2013 ET 2018



Source : Recensement de la population (Insee) - 2013 et 2018 - Traitement Apur

ARRIVÉES ET DÉPARTS ENREGISTRÉS DANS LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS EN 2013 ET 2018



Source : Recensement de la population (Insee) - 2013 et 2018 - Traitement Apur

Des flux quotidiens importants vers Paris

Les femmes représentent 57 % des étudiant·e·s qui se rendent à Paris dans le cadre de leurs études.

La présence des jeunes à Paris ne se restreint pas à ceux qui y résident. Paris exerce une très forte attractivité auprès des jeunes.

Ainsi, aux 314 310 jeunes de 16 à 25 ans résidant à Paris s'ajoutent :

- **189 100 jeunes de 15 à 24 ans qui étudient à Paris** alors qu'ils habitent une autre commune. Plus de la moitié d'entre eux (58 %) vivent dans une autre commune de la Métropole du Grand Paris, un tiers dans une autre commune d'Île-de-France (hors MGP) et 9 % en province. Les femmes représentent 57 % des étudiant·e·s qui se rendent à Paris dans le cadre de leurs études. Comparé à 2008, le nombre de jeunes qui viennent à Paris pour étudier augmente en moyenne de 1 % chaque année, soit 1 870 étudiants supplémentaires par an.

- **82 700 jeunes de 15 à 24 ans qui travaillent à Paris** mais n'y résident pas. 57 % de ces jeunes actif·ve·s habitent dans une commune de la Métropole du Grand Paris, un tiers dans une autre commune d'Île-de-France (hors MGP) et 10 % en province. Un peu plus de la moitié de ces jeunes sont des femmes (52 %). Comparé à 2008, le nombre de jeunes qui viennent travailler à Paris diminue en moyenne de 1 % chaque année, représentant un peu plus de 860 jeunes en moins par an.

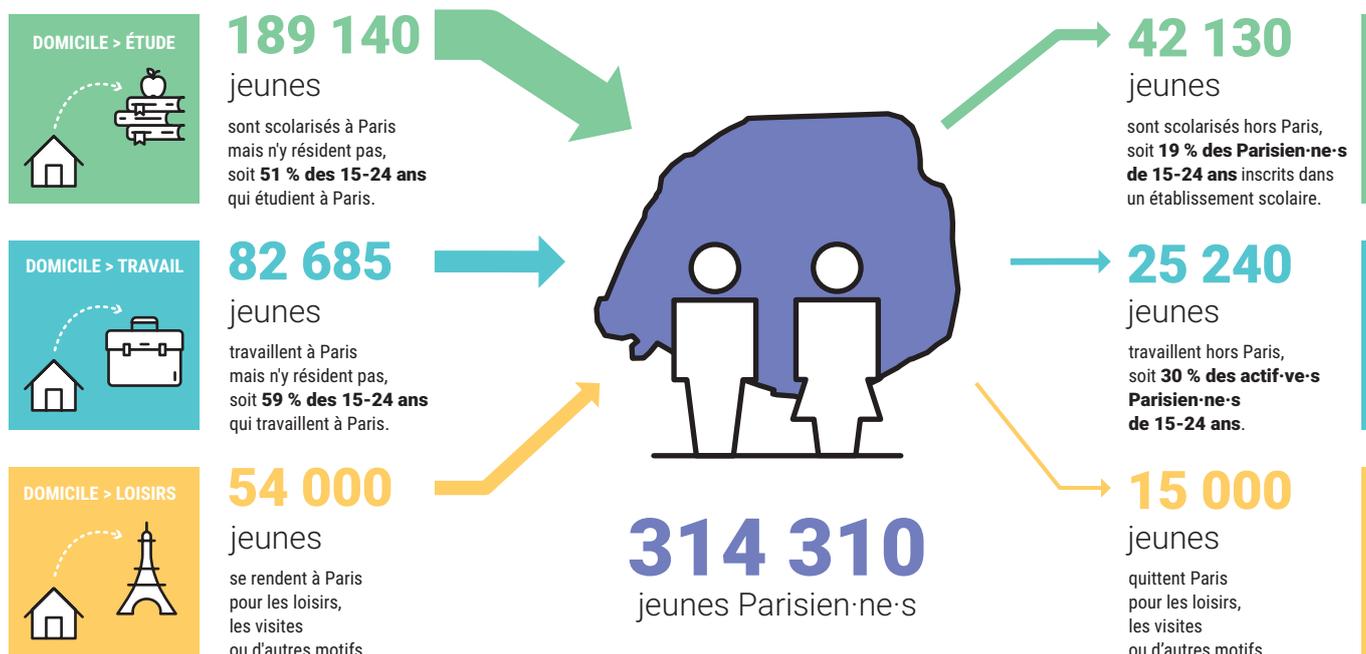
- **54 000 jeunes de 15 à 24 ans qui se déplacent à Paris pour d'autres raisons que le travail ou les études.** Plus de deux-tiers de ces jeunes présents quotidiennement (67 %) sont des femmes.



© Apur - David Bourreau

PRÈS DE 600 000 JEUNES PRÉSENTS CHAQUE JOUR À PARIS

Déplacement domicile-études, domicile-travail et domicile-loisirs entre Paris et l'extérieur



Source : Recensement de la population (Insee) - 2018, EGT H2020-Île-de-France Mobilités-OMNIL-DRIEA - Résultats partiels 2018

apur

Les déplacements de sens inverse sont de moindre ampleur. Ainsi, chaque jour, 42 130 jeunes Parisien-ne-s quittent Paris pour étudier dans une autre commune. Ils représentent 19 % des jeunes Parisien-ne-s inscrit-e-s dans un établissement scolaire ou universitaire. Pour 61 % d'entre elles-eux, leur lieu d'étude se situe dans une commune de la Métropole du Grand Paris. Les femmes représentent 53 % de ces déplacements estudiantins en dehors de Paris (contre 57 % parmi les étudiant-e-s qui viennent à Paris pour étudier). Comparé à 2008, le nombre de jeunes étudiant-e-s Parisien-ne-s dont le lieu d'étude n'est pas à Paris a augmenté de 1,3 % par an soit près de 500 étudiant-e-s en plus chaque année. La présence de grands campus à proximité de Paris peut expliquer cette évolution.

De la même manière, 25 240 jeunes actif-ve-s Parisien-ne-s ont un emploi à l'extérieur de Paris, ce qui représente 30 % des 15 à 24 ans actif-ve-s. Parmi eux, 79 % ont un emploi dans une commune de la Métropole du Grand Paris. Les femmes sont davantage représentées parmi ces jeunes travailleur-euse-s (55 %), en

cohérence avec leur proportion dans la population des jeunes. Comparé à 2008, le nombre de jeunes actif-ve-s Parisien-ne-s avec un emploi à l'extérieur de Paris a diminué de 1,1 % par an, soit environ 300 jeunes actif-ve-s de moins par an.

Les flux des jeunes Parisien-ne-s dans la Métropole du Grand Paris (hors Paris) pour d'autres motifs que le travail ou les études représentent quotidiennement près de 15 000 déplacements.

Sources et méthode

→ Les déplacements domicile-étude et domicile-travail sont connus grâce au recensement de la population mené par l'Insee. Une vigilance particulière doit être portée sur le risque de doublons dans le décompte des déplacements. En effet, lorsqu'une personne réside hors de Paris mais qu'elle étudie et travaille à Paris, ses déplacements sont comptés deux fois. Les données actuelles ne nous permettent pas d'estimer le nombre de personnes concernées par ces doublons.

→ Les déplacements liés à d'autres motifs que les études ou le travail sont estimés à partir de l'Enquête Globale de Transport (EGT). Cette enquête est pilotée par Île-de-France Mobilité, en partenariat avec la DRIEAT. Les dernières données disponibles portent sur l'année 2018. Afin d'estimer le nombre de personnes se rendant à Paris pour d'autres raisons que les études ou le travail, nous avons étudié les déplacements liés aux achats, aux affaires personnelles, à l'accompagnement, aux loisirs/activités et les déplacements secondaires non liés au travail. Ces données 2018 sont à considérer avec prudence car elles portent sur une seule année de collecte contre cinq prévues pour atteindre l'échantillon nécessaire à une analyse fine des données.

Pour ces deux sources, seule la tranche d'âge des 15 à 24 ans est disponible.

Un doublement du nombre de jeunes présents quotidiennement

Du fait d'une forte concentration d'emplois, de lieux d'études, d'équipements culturels et sportifs, de lieux festifs et de commerces, chaque jour Paris attire de nombreux jeunes, que ce soit en journée ou en soirée.

La présence quotidienne des jeunes de 15 à 24 ans augmente dans l'ensemble des arrondissements. Leur nombre double dans treize des dix-sept arrondissements et va jusqu'à être cinq fois plus important dans les 5^e et 8^e arrondissements et huit fois plus dans le 6^e arrondissement.

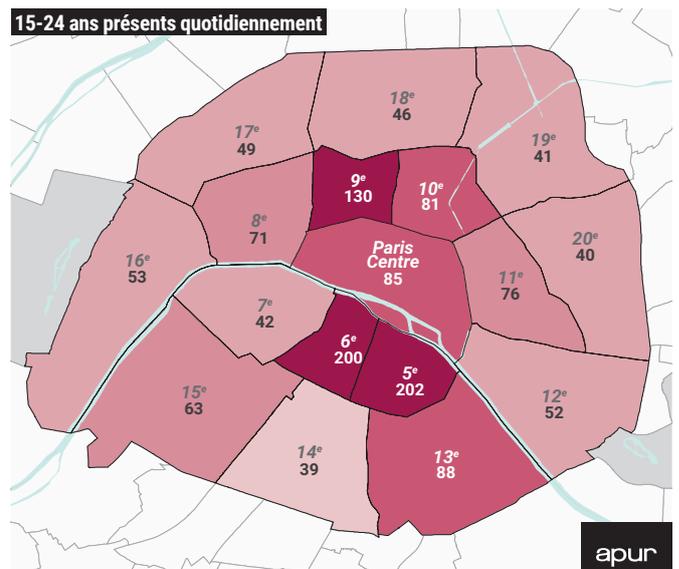
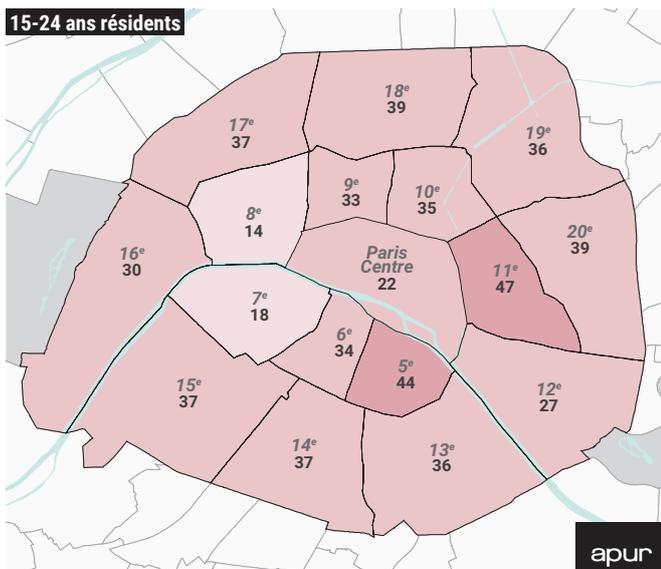
Quotidiennement, les plus fortes densités s'observent dans le Quartier Latin (5^e et 6^e) ainsi que dans le 9^e arrondissement.

En effectifs, la population jeune résidente à Paris, est plus nombreuse dans le 15^e arrondissement (près de 31 280 jeunes âgés de 15 à 24 ans), suivi du 13^e et 19^e (respectivement 25 820 et 24 220 jeunes de 15 à 24 ans). Ces arrondissements

sont parmi les plus peuplés de la capitale, expliquant les effectifs plus importants de jeunes.

Lorsque l'on ajoute les jeunes résidant en dehors de Paris mais qui s'y rendent en journée dans le cadre de leurs études, de leur travail ou de leurs loisirs, l'ordre des arrondissements diffère. **C'est ainsi le 13^e arrondissement qui compte le plus de jeunes présents (62 800 jeunes), suivi des 15^e (54 000), 5^e (51 000), de Paris Centre (47 000) et du 6^e arrondissement (43 000).**

La présence de plusieurs campus universitaires, notamment ceux de Tolbiac, des Grands Moulins et de la Sorbonne expliquent l'augmentation de cette présence journalière, notamment dans les 5^e, 6^e et 13^e arrondissements où les étudiant-e-s représentent la majorité des jeunes présents quotidiennement (86 % dans le 5^e, 76 % dans le 6^e, 70 % dans le 13^e).



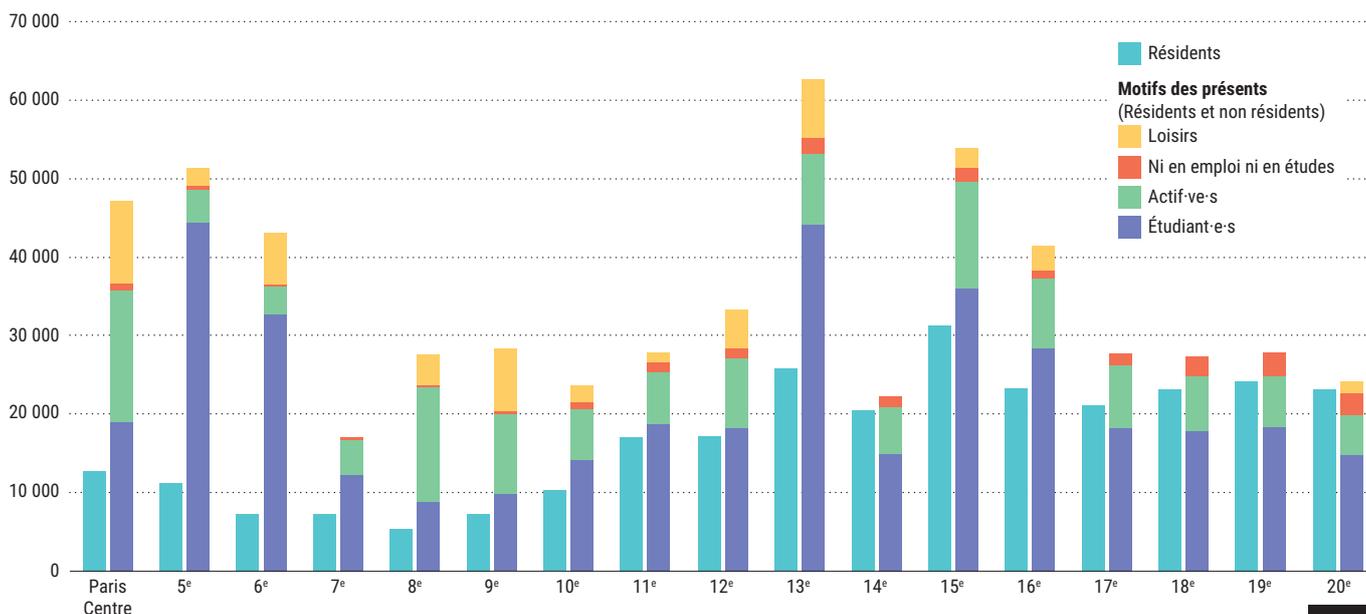
JEUNES RÉSIDENTS ET PRÉSENTS

Nombre de jeunes de 15-24 ans à l'hectare



Sources : Recensement de la Population (Insee) - 2018, EGT H2020 - Ile-de-France Mobilités - OMNIL - DRIEA - Résultats partiels - 2018

POPULATION DES 15-24 ANS PRÉSENTE QUOTIDIENNEMENT À PARIS PAR ARRONDISSEMENT



Sources : Recensement de la Population (Insee) - 2018, EGT H2020 - Ile-de-France Mobilités - OMNIL - DRIEA - Résultats partiels - 2018 - Traitement Apur

apur

La présence de sites estivaux, de lieux festifs attire aussi de nombreux jeunes, notamment à Paris Centre et dans le 9^e où les jeunes, présents pour des loisirs, représentent plus d'un jeune sur cinq présents quotidiennement (respectivement 22 % et 28 %). Enfin, le 8^e attire majoritairement des jeunes actif-ve-s (53 % des jeunes présents quotidiennement dans cet arrondissement).

Plus largement, à l'échelle du Grand Paris, le nombre de jeunes de 15 à 24 ans présents en journée (hors jeunes présents pour les loisirs) s'élève à plus de 1 140 000, une population plus nombreuse de 27 % que le nombre de jeunes résidents. Quatre territoires enregistrent une augmentation du nombre de jeunes en journée avec de plus fortes hausses pour Paris et Paris Ouest La Défense où le nombre de jeunes double en journée. Derrière Paris, ce sont les communes de Nanterre, Créteil, Saint-Denis qui comptent le plus de jeunes présents en journée. Parmi ces jeunes, une forte majorité s'y déplacent pour leurs études.

D'autres communes, observent une présence importante de jeunes actif-ve-s en journée : Rungis, Puteaux ou encore Courbevoie.

À l'inverse, d'autres territoires du Grand Paris ont un nombre de jeunes présents en journée inférieur au nombre de jeunes résidents dont notamment Paris Terres d'Envol, Grand Paris Grand Ouest (-22 %) et Paris Est Marne & Bois (-21 %).

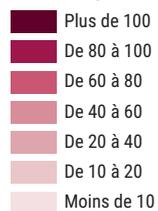
Sources et méthode

- La population résidente correspond aux jeunes vivant à Paris ou dans la Métropole du Grand Paris. Ces données sont issues du recensement de 2018 mené par l'Insee.
- La population présente quotidiennement regroupe les jeunes travaillant et/ou étudiant à Paris ou dans la Métropole du Grand Paris, quel que soit leur lieu de résidence, ainsi que les jeunes ni en emploi ni en études ni en formation (NEET) qui résident à Paris ou dans la Métropole du Grand Paris (recensement de la population). Pour Paris uniquement, sont aussi comptés les jeunes qui s'y rendent pour d'autres raisons que leurs études ou leur travail, estimés à partir de l'Enquête Globale Transport. Ces données ne sont pas disponibles pour les autres communes de la métropole faute d'effectifs suffisants.

Pour ces deux sources, seule la tranche d'âge des 15 à 24 ans est disponible.

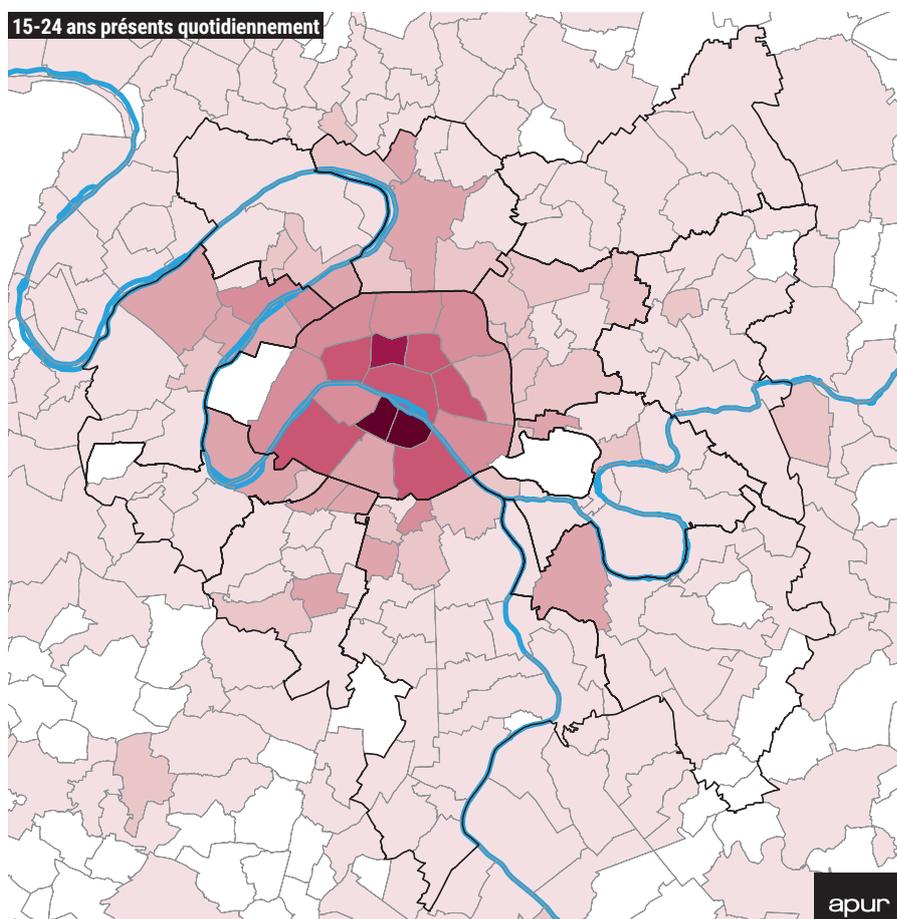
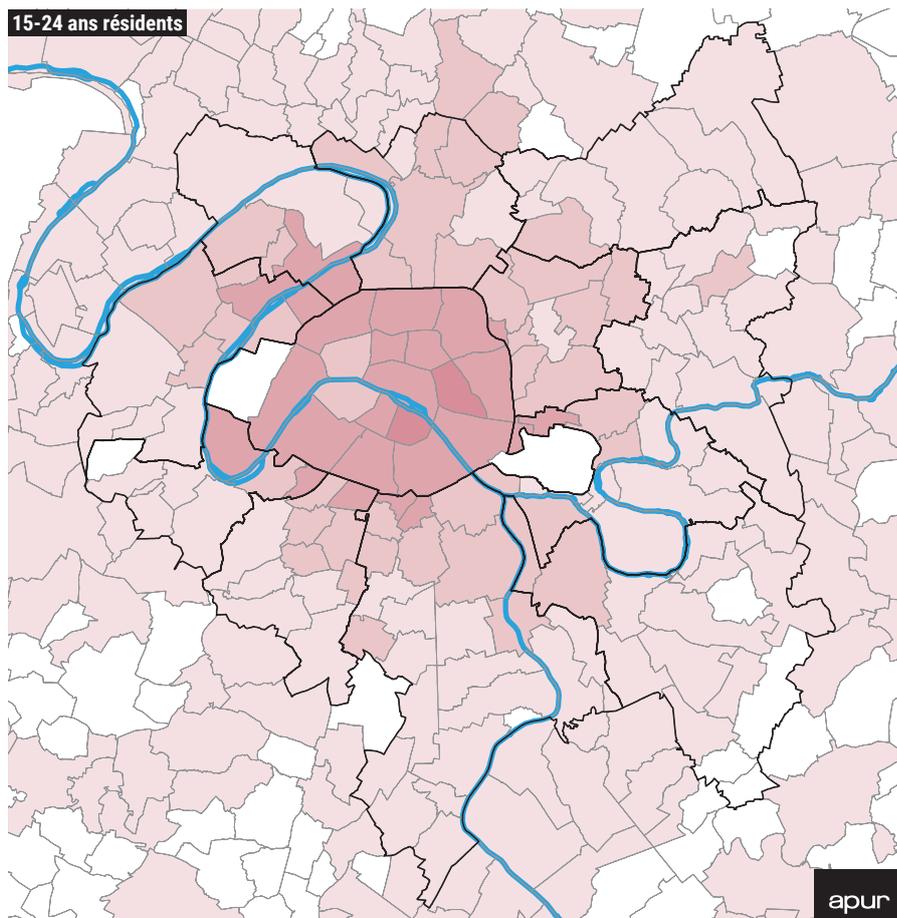
JEUNES RÉSIDENTS ET PRÉSENTS

Nombre de jeunes de 15 à 24 ans à l'hectare



Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018







3. UNE JEUNESSE PLURIELLE

Les jeunes résidant à Paris et dans la Métropole du Grand Paris rencontrent des situations diverses en termes de conditions de logement, d'emploi, d'utilisation des équipements et de présence dans l'espace public. C'est

souvent en fonction de l'âge que ces caractéristiques évoluent, en lien avec les différentes étapes propres à la jeunesse et qui marquent le passage de l'enfance à l'âge adulte (accès à l'emploi, décohabitation, etc.).

Les élèves et les étudiant·e·s

Au 1^{er} janvier 2018, **près de 217 800 jeunes de 16 à 25 ans sont inscrit·e·s dans un établissement d'enseignement. Elles-ils représentent 69 % des jeunes âgé·e·s de 16 à 25 ans.** Entre 2008 et 2018, le nombre d'étudiant·e·s est resté stable à Paris (+0,4 %/an) tandis que leur nombre a augmenté à l'échelle de la Métropole du Grand Paris (+1,1 %/an).

Les femmes sont surreprésentées parmi les étudiant·e·s Parisien·ne·s âgé·e·s de 16 à 25 ans (56 %). À l'inverse, elles sont légèrement sous-représentées parmi les élèves du secondaire (48 %). Cela s'explique par une présence importante des femmes parmi les jeunes qui s'installent à Paris notamment pour suivre leurs études.

La tranche d'âge des 16-25 ans regroupe à la fois des élèves du secondaire et de l'enseignement supérieur. Ainsi, parmi les jeunes Parisien·ne·s de 16-25 ans inscrit·e·s dans un établissement d'enseignement :

- 46 800, soit 21 %, ont un diplôme inférieur au baccalauréat et peuvent donc être considérés comme des élèves de l'enseignement secondaire (15 % de l'ensemble des 16-25 ans contre 20 % dans le Grand Paris et 22 % en Île-de-France).
- 170 980, soit 79 %, jeunes ont un diplôme au moins égal au baccalauréat et peuvent être considérés comme des étudiant·e·s de l'enseignement supérieur, soit 54 % de l'ensemble des 16-25 ans résidant à

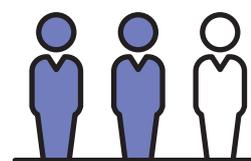
Paris (contre 45 % de l'ensemble des 16-25 ans métropolitain·ne·s et 41 % en Île-de-France). Au sein de cette population, les femmes sont surreprésentées (58 %).

Plus largement, **dans la Métropole du Grand Paris, près de 604 700 jeunes âgé·e·s de 16 à 25 ans sont en études et constituent près de deux-tiers des jeunes Métropolitains (65 %).** Leur part est légèrement supérieure à celle enregistrée en Île-de-France (63 %). Les femmes sont aussi surreprésentées à l'échelle du Grand Paris, elles représentent 53 % des élèves étudiant·e·s. Parmi cette population, 31 % sont élèves de l'enseignement secondaire et 69 % de l'enseignement supérieur.

Les élèves du secondaire

Parmi les 46 800 jeunes Parisien·ne·s âgé·e·s de 16 à 25 ans inscrit·e·s dans un établissement d'enseignement et titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat, les femmes sont sous-représentées (48 % contre 54 % dans l'ensemble des 16-25 ans).

Entre 2008 et 2018, le nombre d'élèves du secondaire diminue de 0,7 % en moyenne chaque année et de manière plus importante ces cinq dernières années (-2,9 %/an entre 2013 et 2018). Cette baisse suit la tendance observée dans la Métropole du Grand Paris (-0,2 %/an entre 2008 et 2018 et -2,1 %/an entre 2013 et 2018).



2/3

des 16-25 ans sont
élèves ou étudiant·e·s
à Paris et
dans le Grand Paris

Ces élèves sont surreprésentés dans certains arrondissements de Paris, à dominante familiale, notamment dans les 16^e, 19^e et 20^e. La majorité d'entre eux vit chez ses parents (89 %) dont plus d'un tiers (34 %) dans une famille monoparentale.

Île-de-France (19 %) et en France métropolitaine (21 %).

En 2019, le taux de réussite au baccalauréat général est de 93 % à Paris contre 90 % en Île-de-France et 91 % en France métropolitaine.

La quasi-totalité (98 %) des élèves du secondaire est scolarisée dans un des 200 collèges et 209 lycées parisiens.

À son échelle, la Métropole du Grand Paris compte un peu plus de 510 collèges et 260 lycées. Répartis sur tout le territoire métropolitain, leur implantation se relie à la densité des jeunes âgé-e-s de 11 à 17 ans. Paris concentre une part importante de ces établissements avec 39 % des collèges et 47 % des lycées.

Lors de la rentrée 2020, plus d'un tiers (36 %) des lycéens étaient scolarisés dans un établissement privé sous contrat, une proportion nettement supérieure à celle observée en

COLLÈGES ET LYCÉES

Type d'équipement

- Public Privé
- Lycée
- ▲ Collège

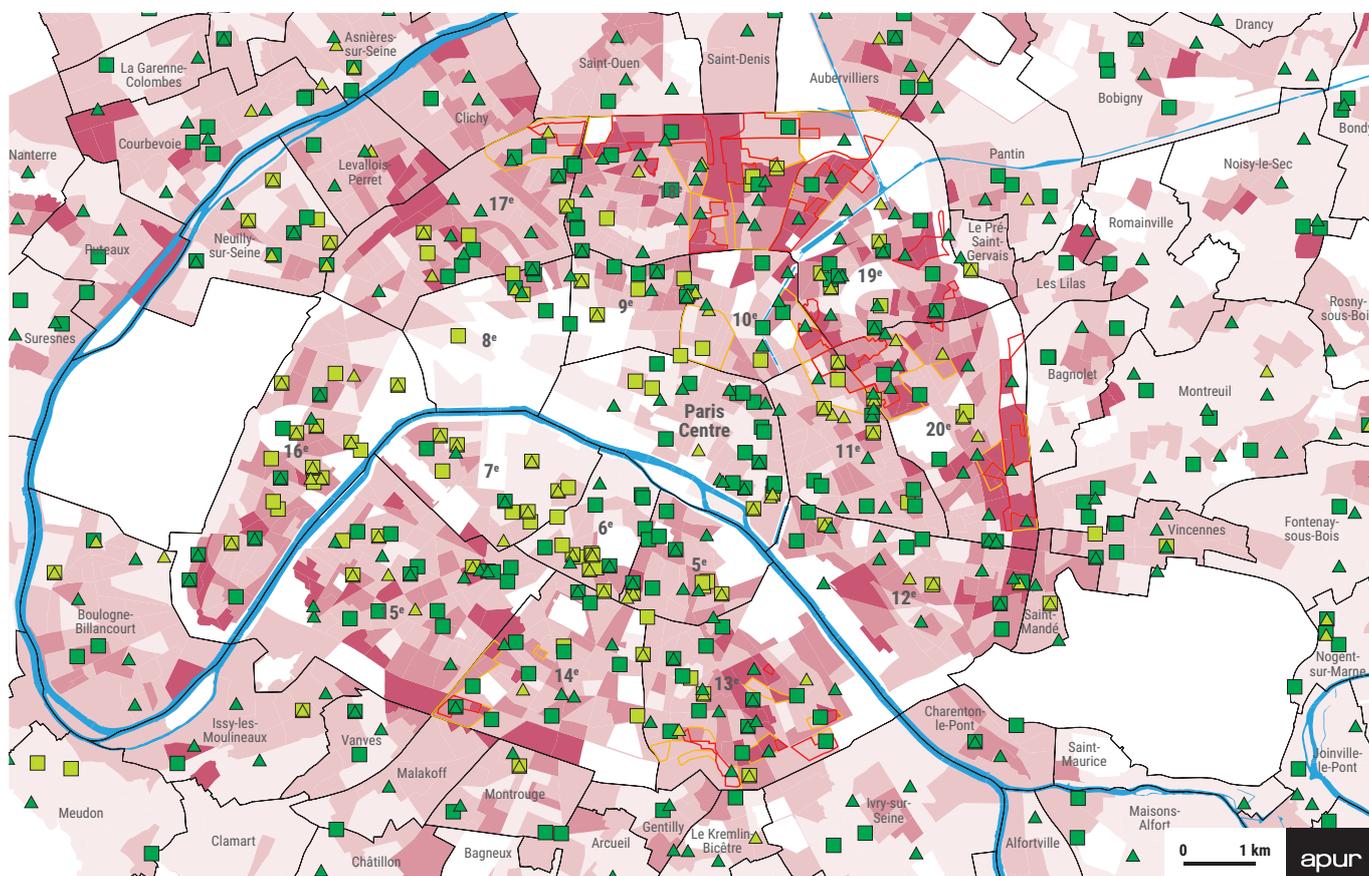
Nombre de jeunes de 11 à 17 ans à l'hectare

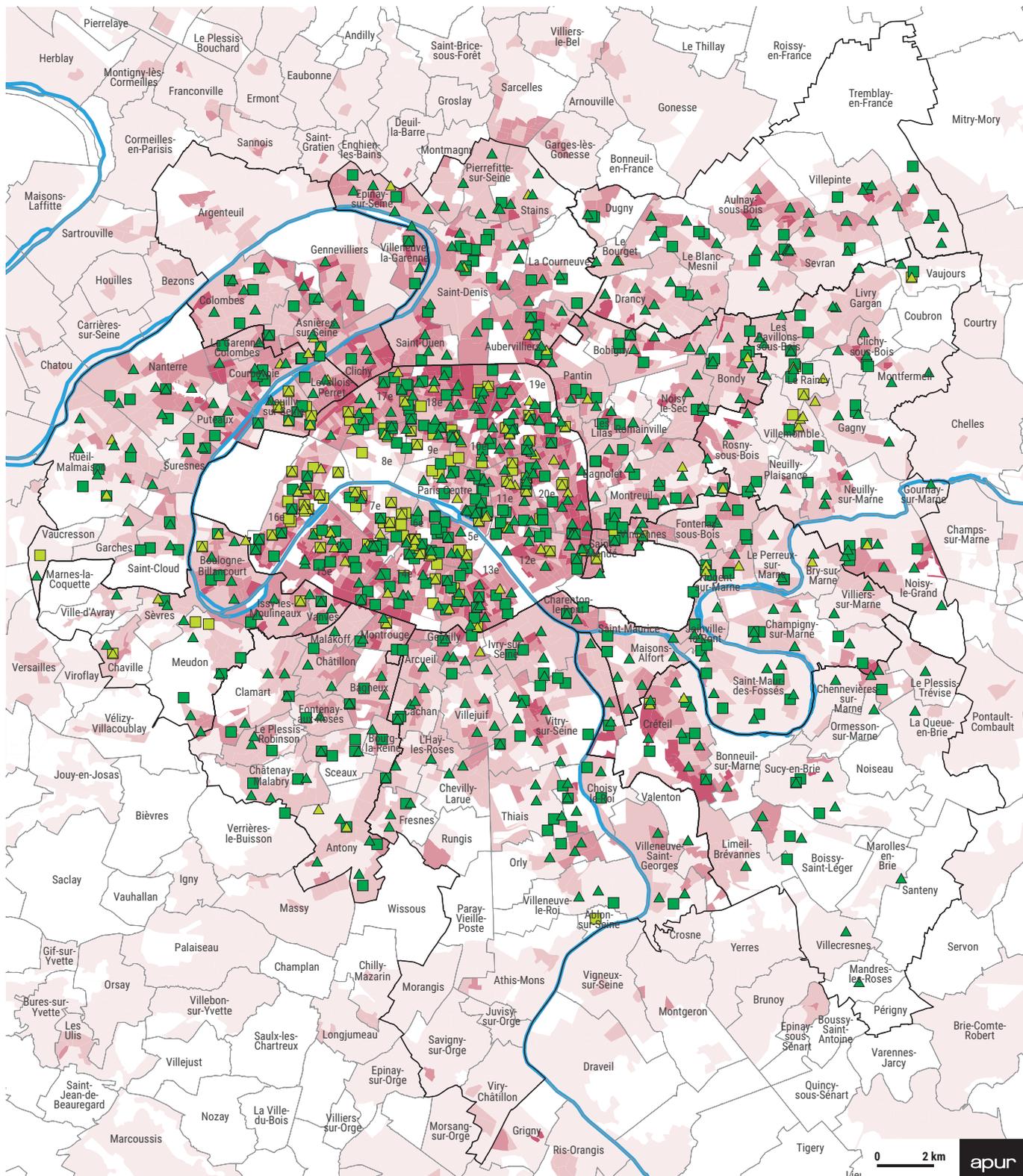
- Plus de 60
- De 40 à 60
- De 20 à 40
- Moins de 20

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018, Bd Équipement (Apur) - 2022





COLLÈGES ET LYCÉES

Type d'équipement

Public Privé

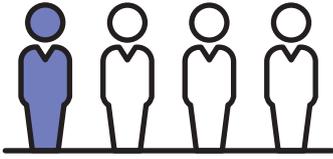
- Lycée
- ▲ Collège

Nombre de jeunes de 11 à 17 ans à l'hectare

- Plus de 50
- De 25 à 50
- De 10 à 25
- Moins de 10

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018, Apur - 2022



1/4

des étudiant·e-s exercent une activité professionnelle en parallèle de leurs études à Paris et dans le Grand Paris

Les étudiant·e-s du supérieur

Parmi les 170 980 Parisien·ne·s âgé·e·s de 16 à 25 ans inscrit·e·s dans un établissement d'enseignement supérieur, **les femmes sont plus nombreuses et représentent 58 % des étudiant·e-s du supérieur.**

En dix ans, leur nombre reste stable à Paris (+0,2 %/an) comme dans la Métropole du Grand Paris (+0,8 %/an) et en Île-de-France (+0,8 %/an). Cependant ces cinq dernières années, si le nombre d'étudiant·e-s Parisien·ne·s est toujours stable (-0,2 %/an), il augmente dans la Métropole du Grand Paris (+1,4 %/an) et en Île-de-France (+1,6 %/an).

La grande majorité des étudiant·e-s vivant à Paris (76 %) est inscrite dans un établissement d'enseignement supérieur implanté à Paris. Les autres étudient pour l'essentiel dans les grands pôles universitaires de la région tels que Nanterre, Saint-Denis et Créteil.

Les étudiant·e-s de l'enseignement supérieur sont de manière générale surreprésenté·e·s dans les arrondissements du sud et de l'ouest parisien, mais plus particulièrement dans le Quartier Latin et certains quartiers des 13^e et 14^e arrondissements.

L'entrée en études supérieures et particulièrement à Paris marque souvent le début de la prise d'autonomie et, contrairement aux élèves du secondaire, les étudiant·e-s vivent plus souvent dans un logement personnel (59 %) que chez leurs parents (41 %).

La part des étudiant·e-s disposant de leur propre logement est bien plus élevée à Paris qu'à l'échelle de la Métropole du Grand Paris (42 %) ou qu'en Île-de-France (35 %).

La décohabitation plus fréquente à Paris s'explique en partie par la plus forte présence d'étudiant·e-s venu·e·s de province afin de poursuivre leurs

études. Tandis que l'offre d'enseignement supérieur combinée au réseau des transports en commun très développé en Île-de-France favorise le maintien des étudiants franciliens au domicile de leurs parents⁶.

Néanmoins et comparée à 1999, la part des étudiant·e-s Parisien·ne·s vivant dans un logement autonome diminue de trois points (59 % en 2018 contre 62 % en 1999). Cette même tendance est observée dans la Métropole du Grand Paris (42 % en 2018 contre 45 % en 1999) et en Île-de-France (35 % en 2018 contre 36 % en 1999), et peut s'expliquer par des difficultés de décohabitation accrues.

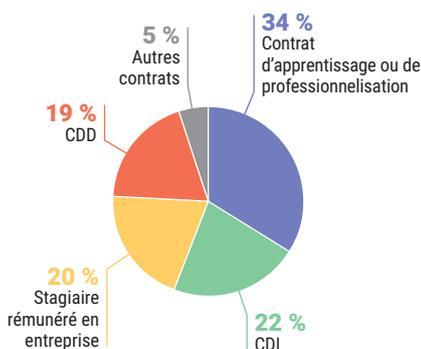
En parallèle de leurs études, 43 800 étudiant·e-s Parisien·ne·s exercent une activité professionnelle, soit un quart (25 %) des étudiant·e-s. Cette proportion est comparable dans la Métropole du Grand Paris et en Île-de-France. Parmi ces étudiant·e-s actif·ve·s, 59 % sont des femmes, soit une proportion proche de leur représentation au sein de la population étudiante (58 %).

La pratique d'une activité professionnelle en parallèle des études est deux fois plus élevée parmi les étudiant·e-s autonomes que parmi celles·ceux vivant chez leurs parents (respectivement 32 % et 16 %).

Pour plus de la moitié des étudiant·e-s actif·ve·s (54 %) et ce quel que soit le sexe, l'activité professionnelle est liée à leur cursus universitaire. Ainsi, 34 % sont en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation et 20 % réalisent un stage rémunéré en entreprise. Elles·ils sont ensuite 22 % à être en contrat à durée indéterminée (CDI) et 19 % en contrat à durée déterminée (CDD).

⁶ - Plus âgés qu'en province, les étudiants d'Île-de-France vivent aussi plus souvent chez leurs parents, Insee, octobre 2021.

TYPE DE CONTRAT DES ÉTUDIANT·E-S QUI TRAVAILLENT



Source : Recensement de la population (Insee) - 2018

Plus de la moitié des étudiant-e-s actif-ve-s exercent leur activité à temps complet (53 %), principalement les stagiaires en entreprise. Parmi les étudiant-e-s en CDI, 43 % sont à temps complet.

En excluant les étudiant-e-s en contrat d'apprentissage ou en stage en entreprise, la part des actif-ve-s étudiant-e-s à temps complet s'élève à 41 % et celle en CDI à 54 %. Parmi ces jeunes exerçant une activité qui n'est pas en lien avec leurs études, deux secteurs d'activité sur dix-sept concentrent près de la moitié (49 %) des étudiant-e-s actif-ve-s : les activités scientifiques et techniques, les services administratifs et de soutien (30 %), l'administration

publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale (19 %).

À Paris, une part importante des lieux et services destinés aux étudiant-e-s (établissements d'enseignement supérieur, bibliothèques, restaurants et résidences universitaires) sont concentrés dans le Quartier Latin et plus généralement, dans les quartiers de la rive gauche, où la présence des jeunes de 16 à 25 ans inscrit-e-s dans un établissement d'enseignement supérieur est la plus forte. D'autres lieux et services se répartissent dans l'ensemble des arrondissements, notamment les résidences universitaires ou encore les bibliothèques / médiathèques.

ÉTUDIANT-E-S - SERVICES ET ÉQUIPEMENTS

Type d'équipement

- Université, grand établissement de l'enseignement supérieur
- ▲ Bibliothèque universitaire
- ▲ Bibliothèque municipale
- ▲ Restaurant universitaire, cafétéria
- Résidence universitaire
- ★ Maison des Initiatives Étudiantes

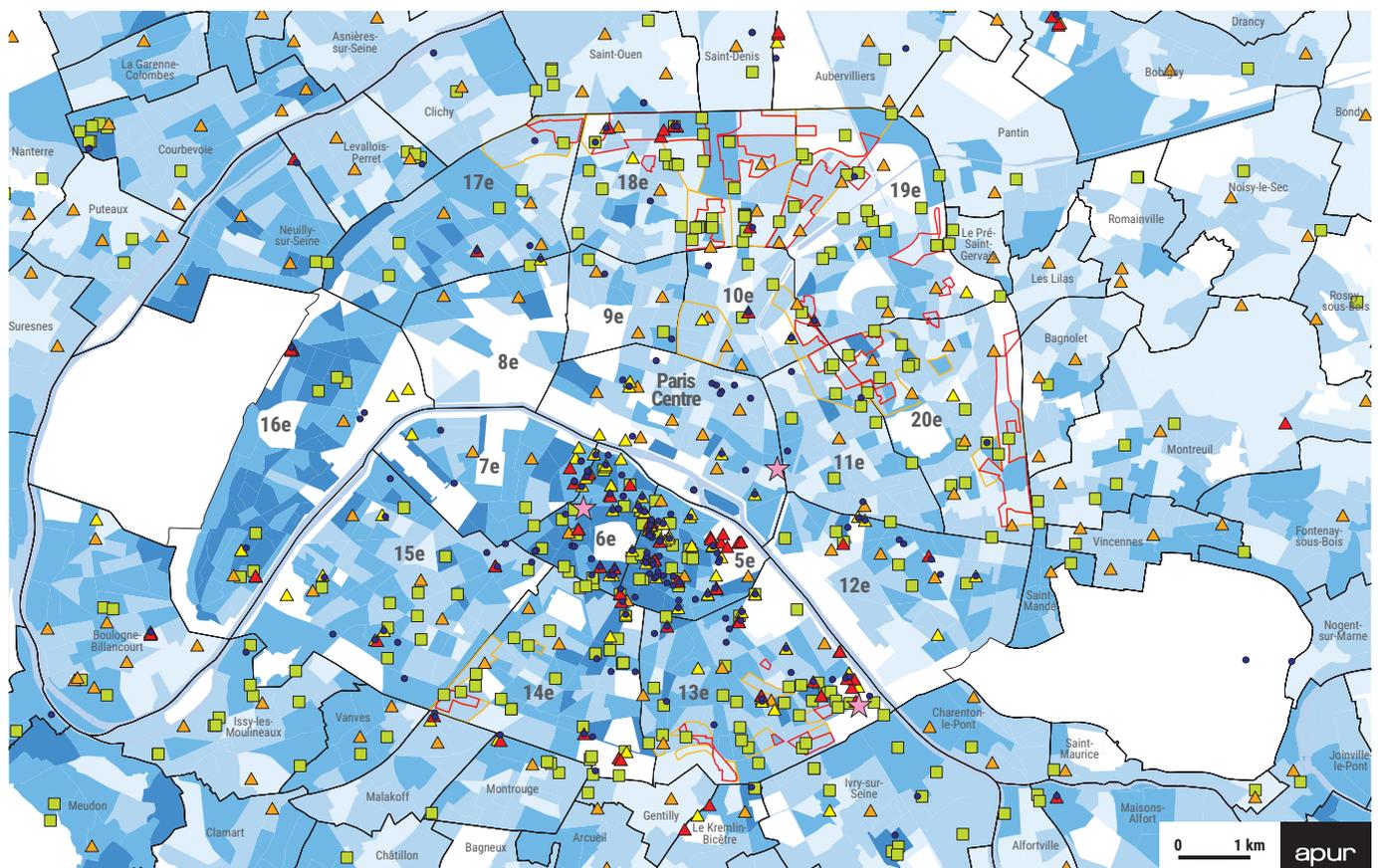
Part des jeunes de 16 à 25 ans titulaires du bac et inscrits dans un établissement scolaire, dans le total des jeunes de 16 à 25 ans

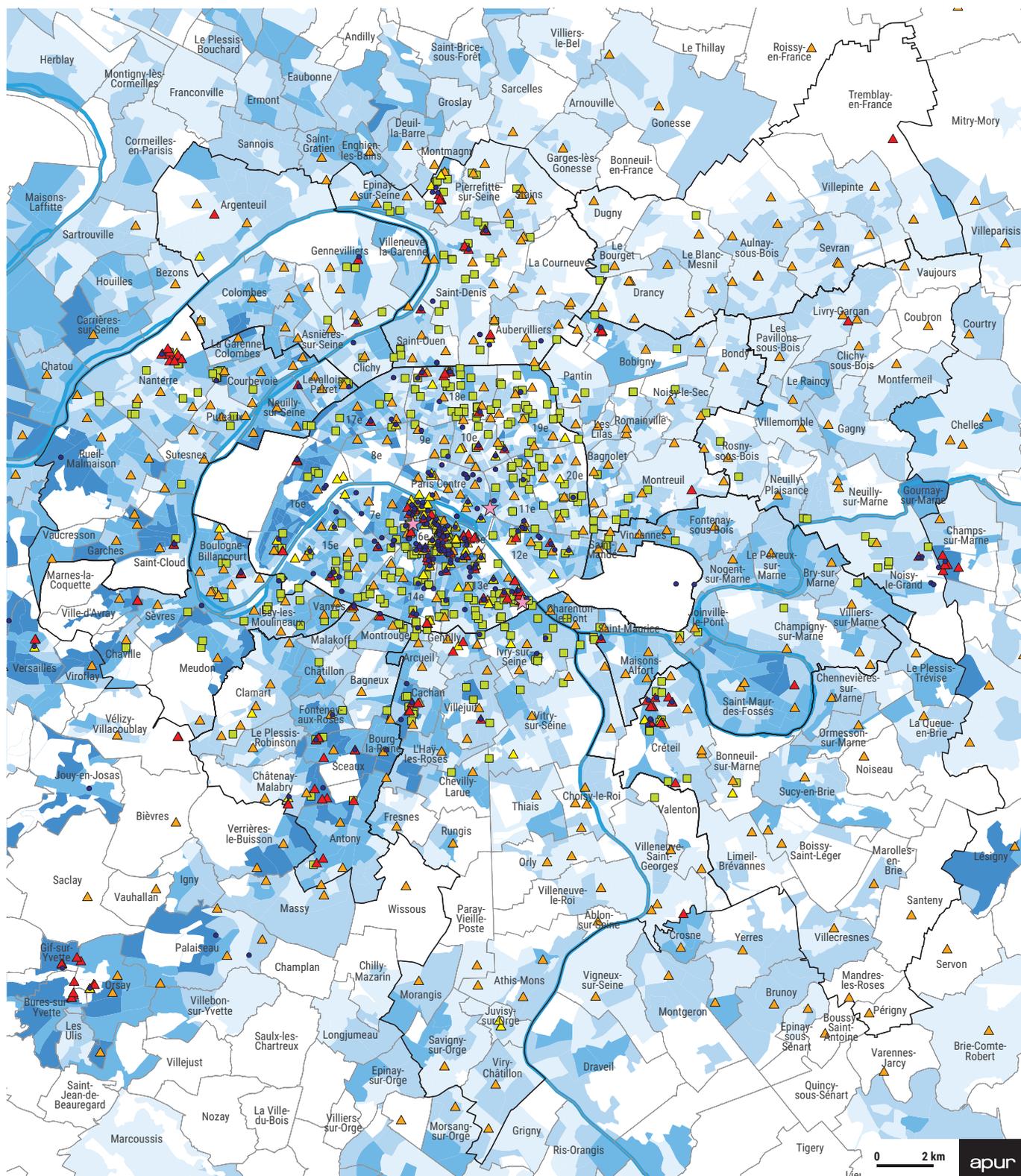
- Plus de 80 %
- De 70 à 80 %
- De 60 à 70 %
- Moins de 60 %

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018, Bd Équipement (Apur) - 2022





ÉTUDIANT·E·S - SERVICES ET ÉQUIPEMENTS

Type d'équipement

- Université, grand établissement de l'enseignement supérieur
- ▲ Bibliothèque universitaire
- ▲ Bibliothèque municipale
- ▲ Restaurant universitaire, cafétéria
- Résidence universitaire
- ★ Maison des Initiatives Étudiantes

Part des jeunes de 16 à 25 ans titulaires du bac et inscrits dans un établissement scolaire, dans le total des jeunes de 16 à 25 ans



Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018, Apur - 2022

Les jeunes actifs et les jeunes actives

Au 1^{er} janvier 2018, près de 68 900 jeunes de 16 à 25 ans exercent un emploi et ne sont plus étudiant-e-s. Elles-ils représentent 22 % de la population jeune parisienne et leur proportion est similaire dans le Grand Paris, en Île-de-France et en France métropolitaine (22 %).

Les femmes représentent 53 % de cette population à Paris. Elles-ils sont en moyenne plus âgé-e-s que l'ensemble des jeunes de leur classe d'âge : 23,6 ans contre 21,2 ans pour l'ensemble des 16-25 ans. Comparé à 2008 et suivant la tendance générale, leur nombre diminue de 1 % en moyenne chaque année à Paris. Cette diminution est aussi observée plus largement à l'échelle de la Métropole du Grand Paris (-1,5 %/an).

Sur le territoire parisien, ces jeunes actif-ve-s sont surreprésenté-e-s dans les 9^e et 10^e arrondissements (27 % des 16-25 ans) mais aussi dans le 18^e (26 %) et à Paris Centre (25 %).

Ayant terminé leurs études, elles-ils sont majoritairement diplômé-e-s de l'enseignement supérieur, particulièrement à Paris (55 % des jeunes actif-ve-s métropolitain-ne-s contre 73 % des jeunes Parisien-ne-s) et un quart occupe un poste de cadre. À Paris, les jeunes actif-ve-s occupent plus souvent un poste de cadre (40 %) et 86 % exercent leur profession à temps complet. Près de deux-tiers (68 %) ont un contrat à durée indéterminée et 19 % à durée déterminée.

JEUNES ACTIF-VE-S EN EMPLOI - SERVICES ET ÉQUIPEMENTS

Type d'équipement

- Foyer de Jeunes Travailleurs
- ▲ Espace de coworking et autres espaces de travail collaboratif
- ▲ Point Paris Wifi
- QJ (Quartier Jeunes)

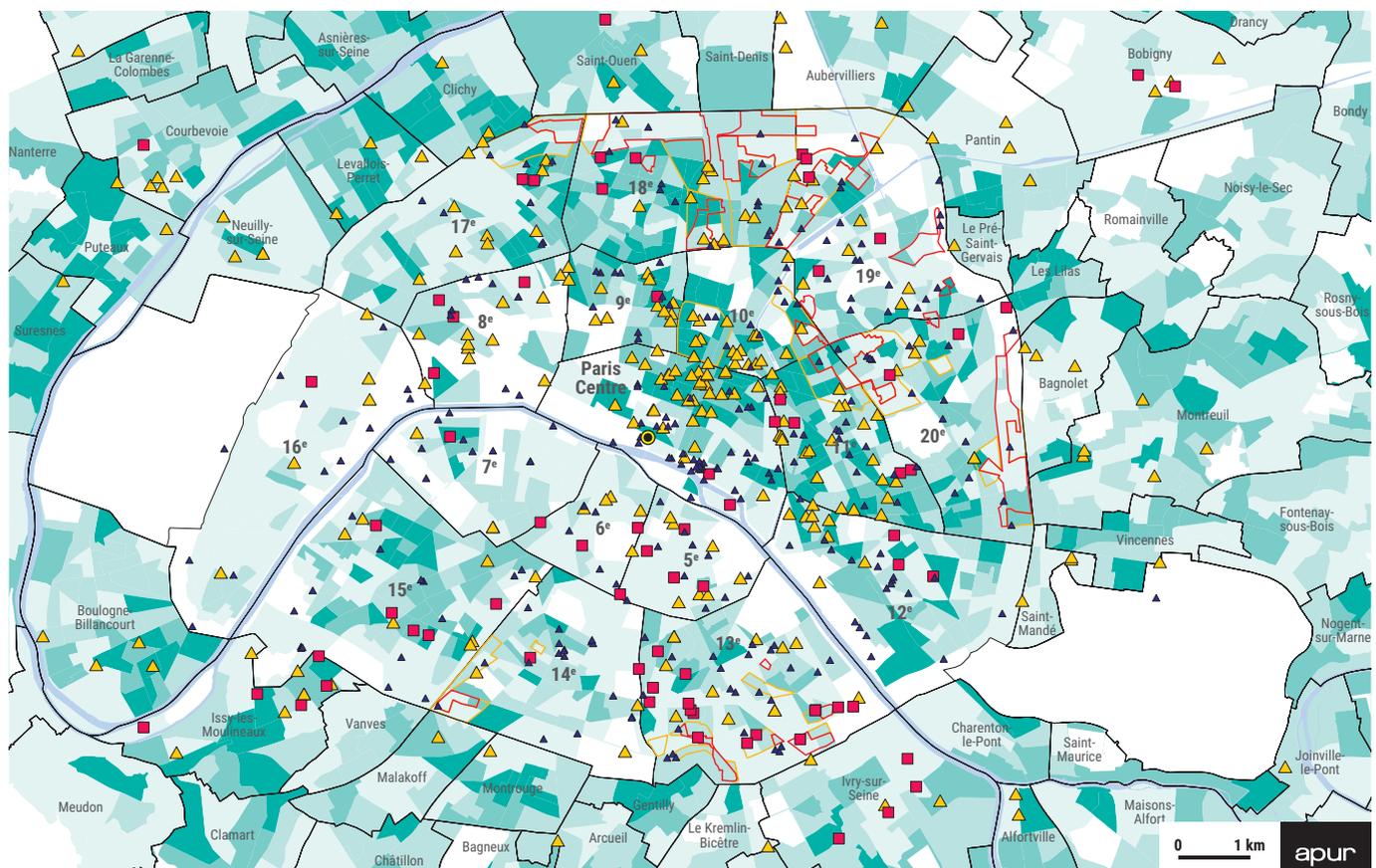
Part des jeunes de 16 à 25 ans actifs occupés, dans le total des jeunes de 16 à 25 ans

- Plus de 30 %
- De 25 à 30 %
- De 20 à 25 %
- Moins de 20 %

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018, Bd Équipement (Apur) - 2022, Point Paris Wifi (Ville de Paris) - 2019





© Apur - Clément Patrot

22 % des jeunes Parisien·ne·s ou métropolitain·e·s exercent un emploi.

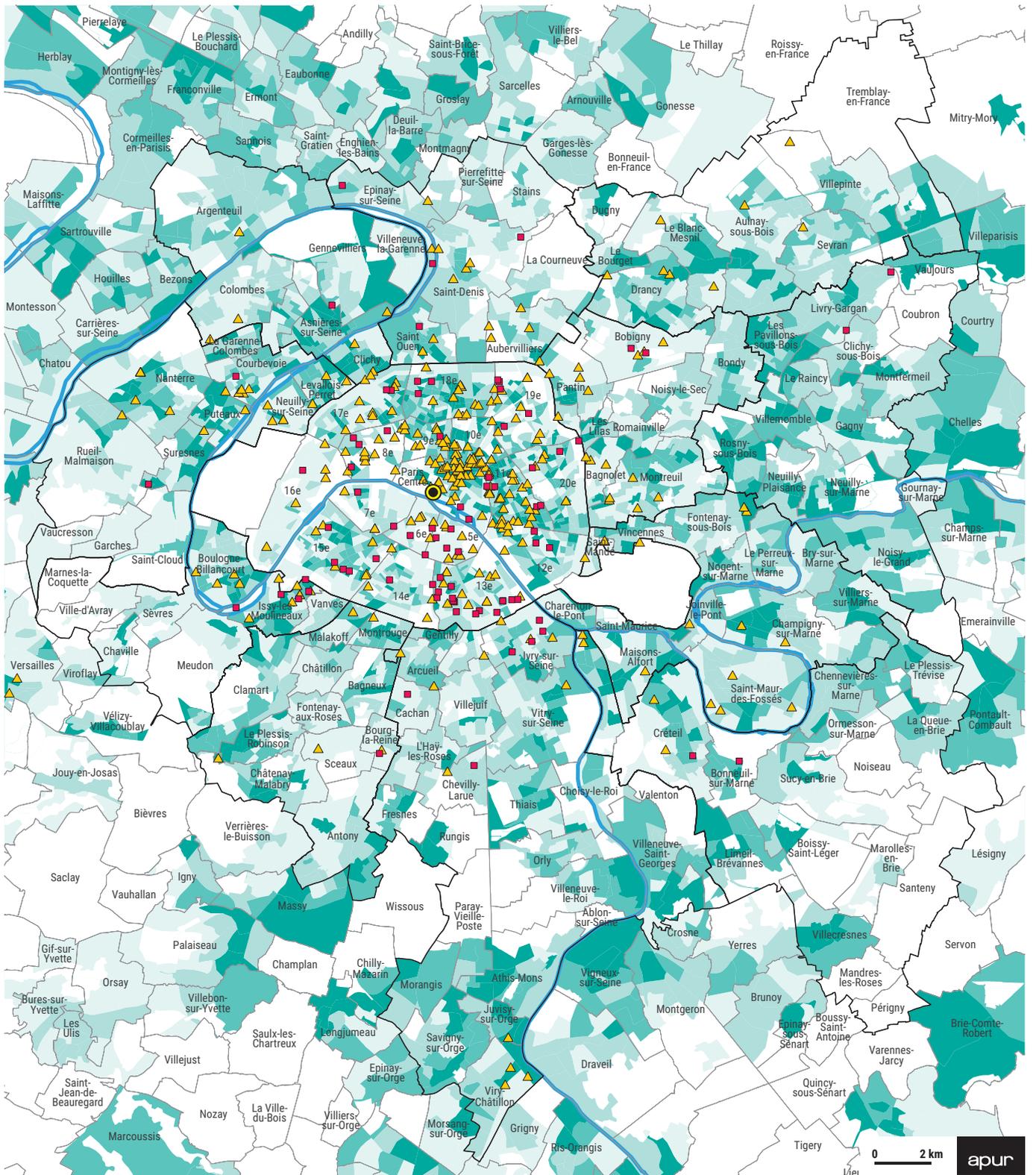
À l'échelle du Grand Paris, les jeunes actif·ve·s ayant un emploi vivent plus souvent de manière autonome (60 % contre 54 % en Île-de-France). La part des jeunes actif·ve·s disposant de leur propre logement est encore plus élevée à Paris (76 %) mais est en léger recul depuis 1999 (78 %), témoignant de la difficulté de décohabiter que peuvent rencontrer les jeunes Parisien·ne·s même lorsqu'elles-ils travaillent.

Elles-ils sont plus souvent né·e·s en dehors de l'Île-de-France (74 % des jeunes actif·ve·s) et venu·e·s de province ou de l'étranger pour terminer leurs études à Paris ou y trouver leur premier emploi. Par conséquent, elles-ils sont plus nombreux·se·s à avoir emménagé·e·s à Paris au cours de l'année précédente : 20 % contre 17 % de l'ensemble des 16-25 ans. Cette proportion atteint même un quart des actif·ve·s occupé·e·s disposant d'un logement personnel.

Ces dernières années, les espaces de coworking se sont considérablement développés à Paris passant de 118 en 2018 à 209 en 2021⁷. Ils sont présents sur l'ensemble du territoire parisien avec une concentration particulière dans les arrondissements centraux, ainsi que dans les 9^e, 10^e arrondissements qui regroupent de nombreux emplois. Ils sont aussi présents dans certaines communes de la Métropole (hors Paris) et notamment celles situées à proximité de Paris.

Au nombre de 60 en 2021, les foyers de jeunes travailleurs (FJT) sont particulièrement implantés à Paris et dans les arrondissements de l'est parisien ainsi que dans le 13^e arrondissement. **Entre 2018 et 2021, Paris compte 12 foyers de jeunes travailleurs supplémentaires.**

7 - Source Apur.



JEUNES ACTIF-VE-S EN EMPLOI - SERVICES ET ÉQUIPEMENTS

Type d'équipement

- Foyer de Jeunes Travailleurs
- ▲ Espace de coworking et autres espaces de travail collaboratif
- QJ (Quartier Jeunes)

Part des jeunes de 16 à 25 ans actifs occupés, dans le total des jeunes de 16 à 25 ans

- Plus de 30 %
- De 25 à 30 %
- De 20 à 25 %
- Moins de 20 %

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018, Bd Équipement (Apur) - 2022, Point Paris Wifi (Ville de Paris) - 2019

Les jeunes en difficulté d'insertion

Les jeunes considérés ici comme en difficulté d'insertion correspondent aux 16-25 ans sans emploi et ne poursuivant pas d'études ou de formation aussi appelés par l'acronyme anglo-saxon « NEET » (« Not in education, employment or training »). Toutefois, cette qualification est à nuancer car elle comprend à la fois des jeunes en phase transitoire, ayant terminé leurs études et en recherche d'emploi mais ne rencontrant pas de difficultés particulières et d'autres connaissant des difficultés d'insertion plus ancrées que les données du recensement ne permettent de distinguer.

Bien que les 16-25 ans Parisien-ne-s soient en moyenne plus diplômé-e-s et disposent de plus de ressources que la moyenne des jeunes Français-e-s, **près de 27 650 sont « ni en emploi, ni en étude, ni en formation » en 2018. Elles-ils représentent 9 % des jeunes Parisien-ne-s âgés de 16 à 25 ans. Les NEET sont moins présents à**

Paris qu'en Île-de-France et dans la Métropole du Grand Paris (13 % des 16-25 ans).

Néanmoins Paris se distingue par une proportion plus élevée de jeunes diplômé-e-s de l'enseignement du supérieur parmi les NEET (39 % contre 23 % en Île-de-France et 26 % dans la Métropole du Grand Paris). Rappelons que pour ces jeunes cette situation peut être transitoire.

Près de deux-tiers des NEET résidant à Paris (62 %) se déclarent au chômage et plus d'un quart en situation d'inactivité (26 %). Comparés à l'ensemble des 16-25 ans vivant à Paris, les jeunes NEET sont plus souvent des hommes (53 % contre 46 % de l'ensemble des 16-25 ans) et habitent majoritairement chez leurs parents (56 % contre 45 % de l'ensemble des 16-25 ans). Elles-ils sont aussi un peu plus âgé-e-s en moyenne que l'ensemble des 16-25 ans (22,3 ans contre 21,2 ans).

Près de 27 650 jeunes de 16 à 25 ans ne sont « ni en emploi, ni en étude, ni en formation » (NEET) à Paris.



© Apur - David Boureau

À Paris, plus d'un tiers des jeunes NEET résident dans les arrondissements du nord-est, dans les 18^e, 19^e et 20^e arrondissements (37 % contre 24 % de l'ensemble des 16-25 ans). Dans ces arrondissements, un peu plus d'un jeune âgé de 16 à 25 ans sur dix n'est ni en emploi, ni en étude, ni en formation.

Leur présence est importante au sein des quartiers de la politique de la ville : 15 % des jeunes qui y résident ne sont ni en emploi, ni en étude, ni en formation (contre 8 % des jeunes hors quartiers prioritaires à Paris). Plus d'un quart des NEET parisiens (27 %) résident dans un quartier de la politique de la ville ou dans un quartier de veille active.

L'implantation des différents dispositifs d'aide à l'insertion (associations,

Espaces emploi insertion, Points Paris Emploi, antennes de la Mission locale...) recoupe la géographie des jeunes NEET. À Paris, cette offre se concentre principalement dans les arrondissements du nord-est (18^e, 19^e et 20^e) mais aussi au sud dans les 13^e et 14^e arrondissements.

À l'échelle du Grand Paris, un peu plus de 119500 jeunes Métropolitain-ne-s âgé-e-s de 16 à 25 ans ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation et représentent 13 % des jeunes Métropolitain-ne-s (contre 14 % en Île-de-France). Au sein de la Métropole du Grand Paris, les NEET sont proportionnellement plus nombreux dans les territoires du nord-est de la Métropole : Paris Terres d'Envol (22 %), Plaine Commune (21 %) et Est Ensemble (19 %).

JEUNES EN DIFFICULTÉ D'INSERTION - SERVICES ET ÉQUIPEMENTS

Type d'équipement

- ◆ Agence Pôle Emploi
- ◆ Espace Emploi Insertion
- ◆ Cap Emploi
- Point Info Jeunes Emploi
- Bureau Info Jeunes
- CIO, CIDJ
- ✕ Mission Locale
- ✱ Plate-forme de formation et de suivi
- QJ (Quartier Jeunes)

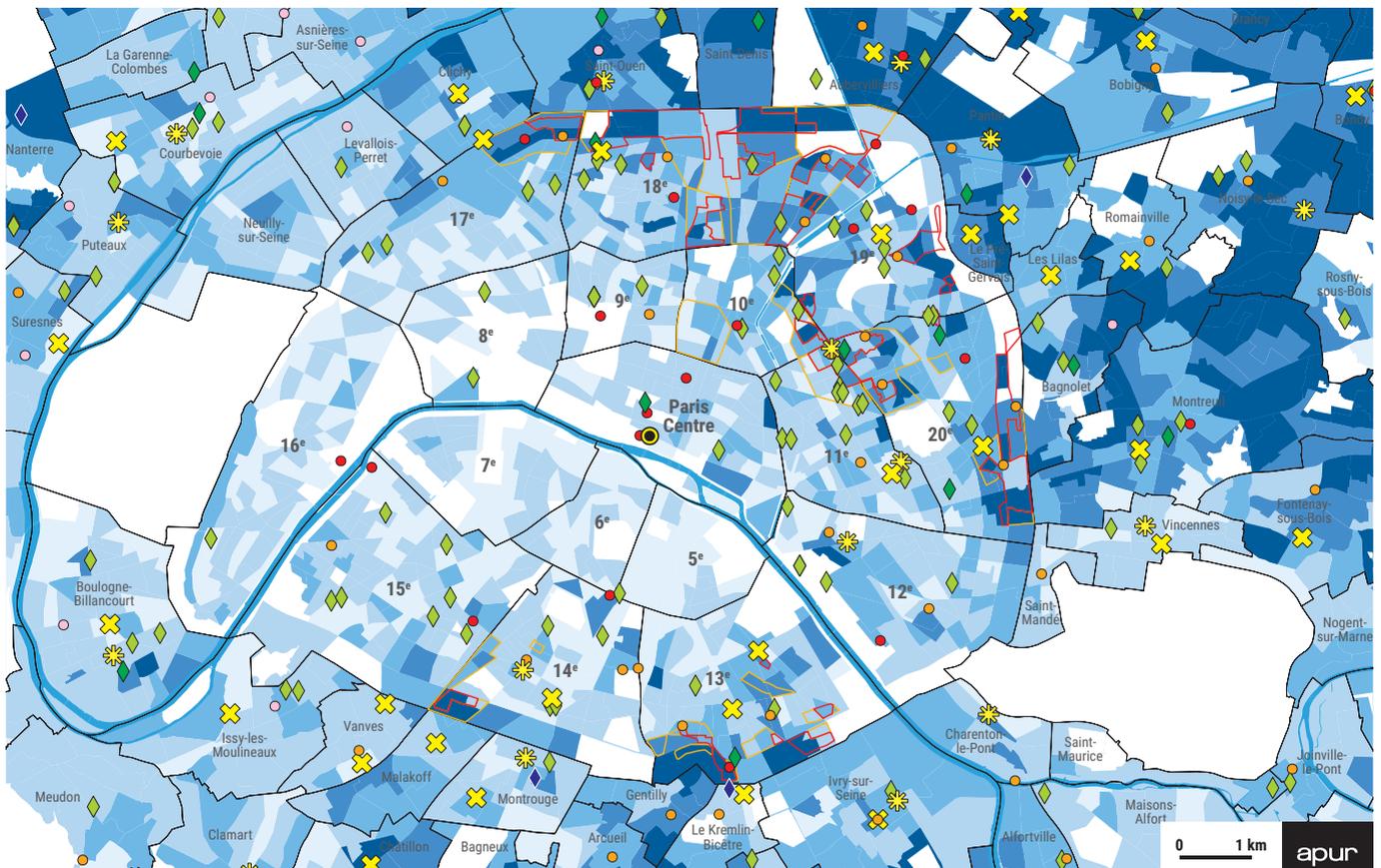
Part des jeunes de 16 à 25 ans ni en études ni en emploi, dans le total des jeunes de 16 à 25 ans

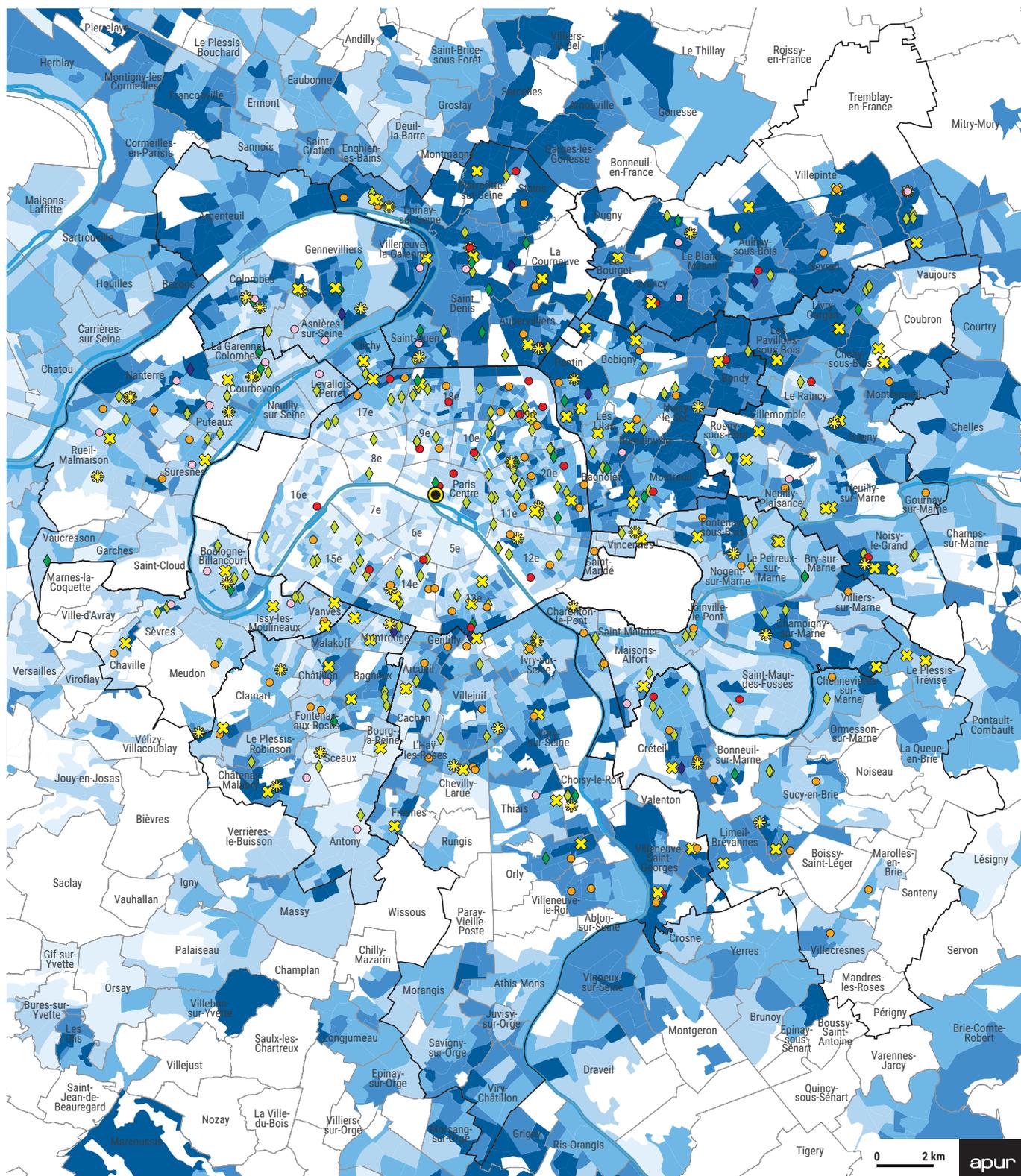
- Plus de 20 %
- De 15 à 20 %
- De 10 à 15 %
- De 5 à 10 %
- Moins de 5 %

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018, Bd Équipement (Apur) - 2022





JEUNES EN DIFFICULTÉ D'INSERTION - SERVICES ET ÉQUIPEMENTS

Type d'équipement

- ◆ Agence Pôle Emploi
- ◇ Espace Emploi Insertion
- ◆ Cap Emploi
- Point Info Jeunes Emploi
- Bureau Info Jeunes
- CIO, CIDJ
- ✕ Mission Locale
- ✱ Plate-forme de formation et de suivi
- QJ (Quartier Jeunes)

Part des jeunes de 16 à 25 ans ni en études ni en emploi, dans le total des jeunes de 16 à 25 ans

- Plus de 20 %
- De 15 à 20 %
- De 10 à 15 %
- De 5 à 10 %
- Moins de 5 %

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018, Apur - 2022

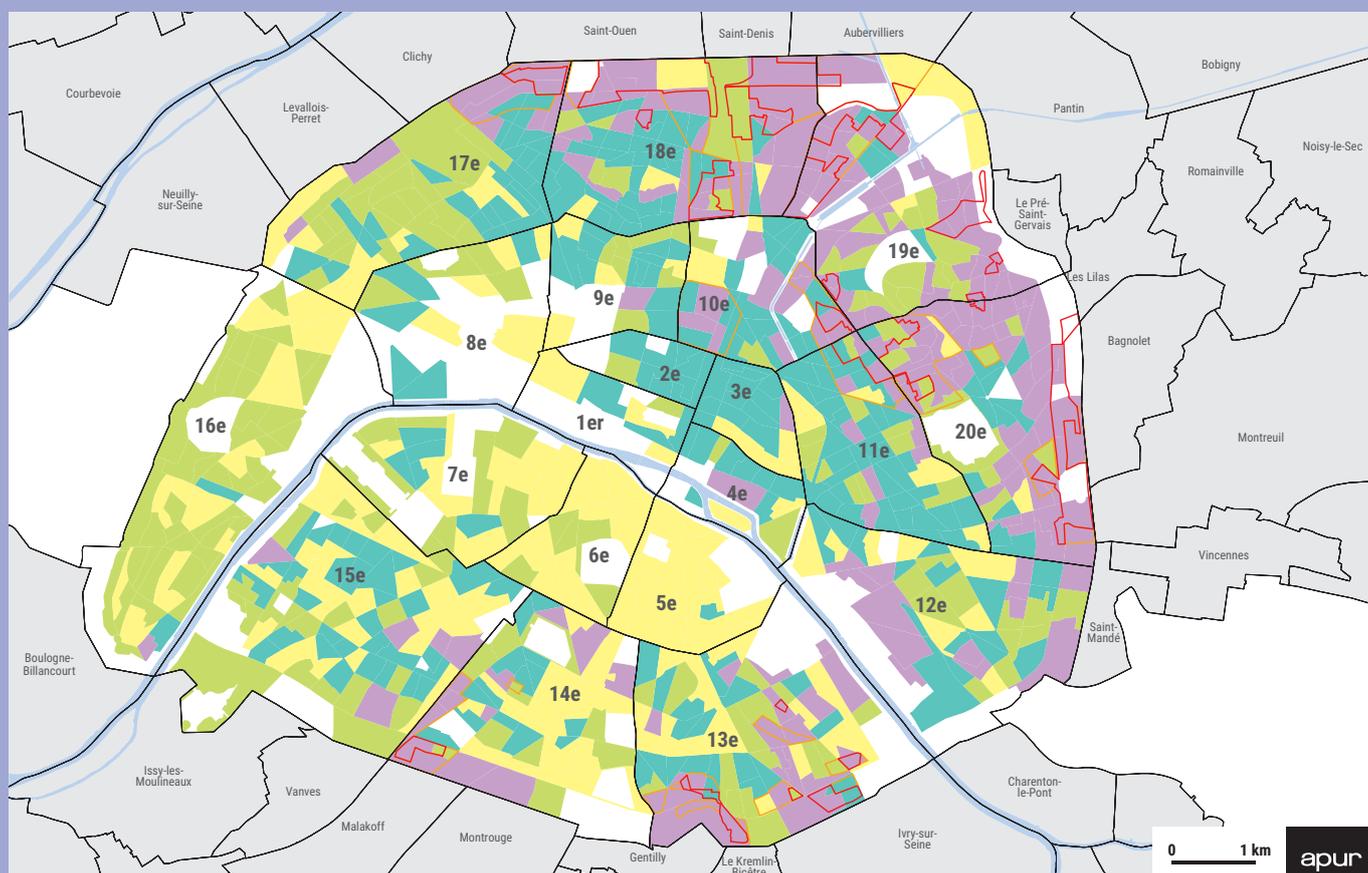
Synthèse des profils : typologie de la jeunesse parisienne et métropolitaine

Une typologie des quartiers parisiens a été construite afin de caractériser les différents quartiers de la capitale à partir des caractéristiques des jeunes qui y habitent. Chaque Iris⁸ s'est vu attribuer une couleur lorsque le profil correspondant y est surreprésenté par rapport à la moyenne parisienne. Cela ne signifie pas que ce profil est dominant mais que, sur ce profil, l'écart avec la moyenne parisienne est important.

Cette typologie des quartiers parisiens permet de mettre en exergue quatre grands profils :

- **Les étudiant-e-s « autonomes »** sont surreprésenté-e-s dans le Quartier Latin (5^e, 6^e) et plus généralement dans les quartiers de la rive gauche (13^e et 14^e arrondissements). En moyenne, dans cette catégorie, 68 % des étudiant-e-s disposent de leur propre logement (contre 57 % en moyenne à Paris) et 23 % ont emménagé à Paris il y a moins d'un an (contre 17 % en moyenne).
- **Les élèves ou étudiant-e-s vivant chez leurs parents** sont surreprésenté-e-s dans certains quartiers des arrondissements périphériques, en particulier dans les 12^e, 13^e, 16^e et 17^e. Dans ce profil de quartiers, 60 % des élèves ou étudiant-e-s vivent chez leurs parents (contre 43 % en moyenne).
- **Les jeunes actif-ve-s « autonomes »** sont surreprésenté-e-s dans certains quartiers de la rive droite, en particulier à Paris Centre et dans les 9^e, 10^e, 11^e, 17^e et 18^e mais aussi dans certains quartiers des 14^e et 15^e. Au sein de cette catégorie, 69 % des actif-ve-s vivent dans leur propre logement (contre 57 % en moyenne).
- **Les jeunes confrontés à une moindre insertion ou décohabitation** sont surreprésentés dans certains quartiers périphériques des arrondissements de l'est parisien (12^e, 18^e, 19^e et 20^e) ainsi que dans certains quartiers des 13^e et 14^e. Les quartiers prioritaires ou de veille active accueillent de plus fortes proportions de ce profil de jeunes. Dans ce profil de quartiers, plus de deux-tiers des jeunes vivent chez leurs parents (67 %), près d'un tiers sont au chômage (31 %) contre respectivement 43 % et 19 % en moyenne à Paris.

8 – Les îlots regroupés pour l'information statistique (IRIS) sont les plus petites unités spatiales statistiques, inférieures à l'échelon communal, ils regroupent environ 2 000 habitants.



TYPLOGIE DES JEUNES PARISIEN-NE-S

Profils sur-représentés par rapport à la moyenne parisienne

- Élèves ou étudiant-e-s vivant chez leurs parents
- Étudiant-e-s autonomes
- Actif-ve-s autonomes
- Moindre insertion et décohabitation

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS comptant moins de 50 jeunes apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018

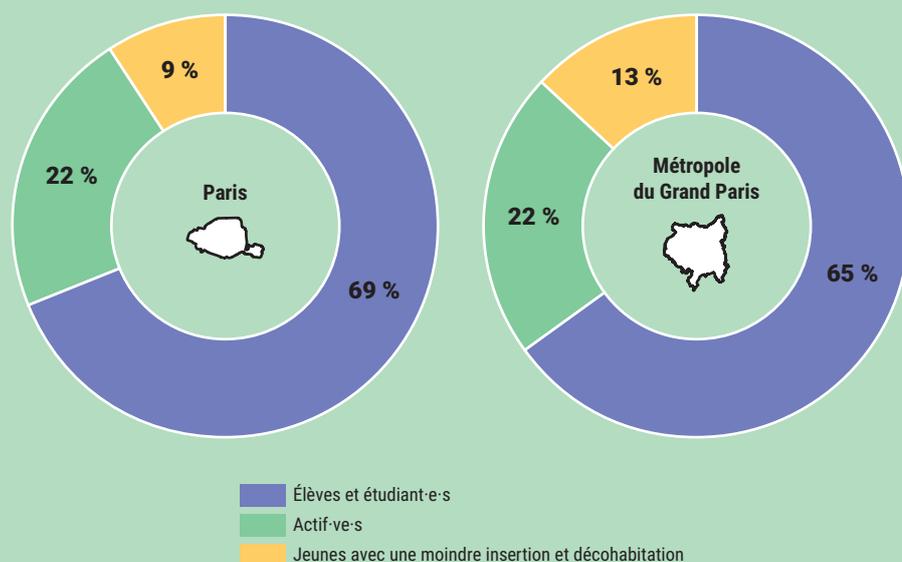
Appliquée à l'échelle de la Métropole du Grand Paris, la typologie des quartiers parisiens est quelque peu modifiée. En effet, les caractéristiques des quartiers se comparent à la moyenne métropolitaine et non plus seulement à la moyenne parisienne. Les quatre grands profils de jeunes se retrouvent dans le Grand Paris avec des surreprésentations diverses selon les territoires de la métropole :

- **Les jeunes vivant chez leurs parents sont surreprésentés dans la plupart des quartiers des territoires situés à l'ouest du Grand Paris :** Paris Ouest La Défense, Grand Paris Seine Ouest, Vallée Sud Grand Paris et à Paris. Dans ce profil, 71 % des élèves ou étudiant-e-s vivent chez leurs parents (contre 61 % en moyenne dans le Grand Paris).
- **Les étudiant-e-s « autonomes » sont surreprésenté-e-s dans les quartiers comprenant de grands pôles universitaires :** à Paris dans le Quartier Latin, au nord de la métropole, à Bobigny ou encore à Cachan. Dans cette

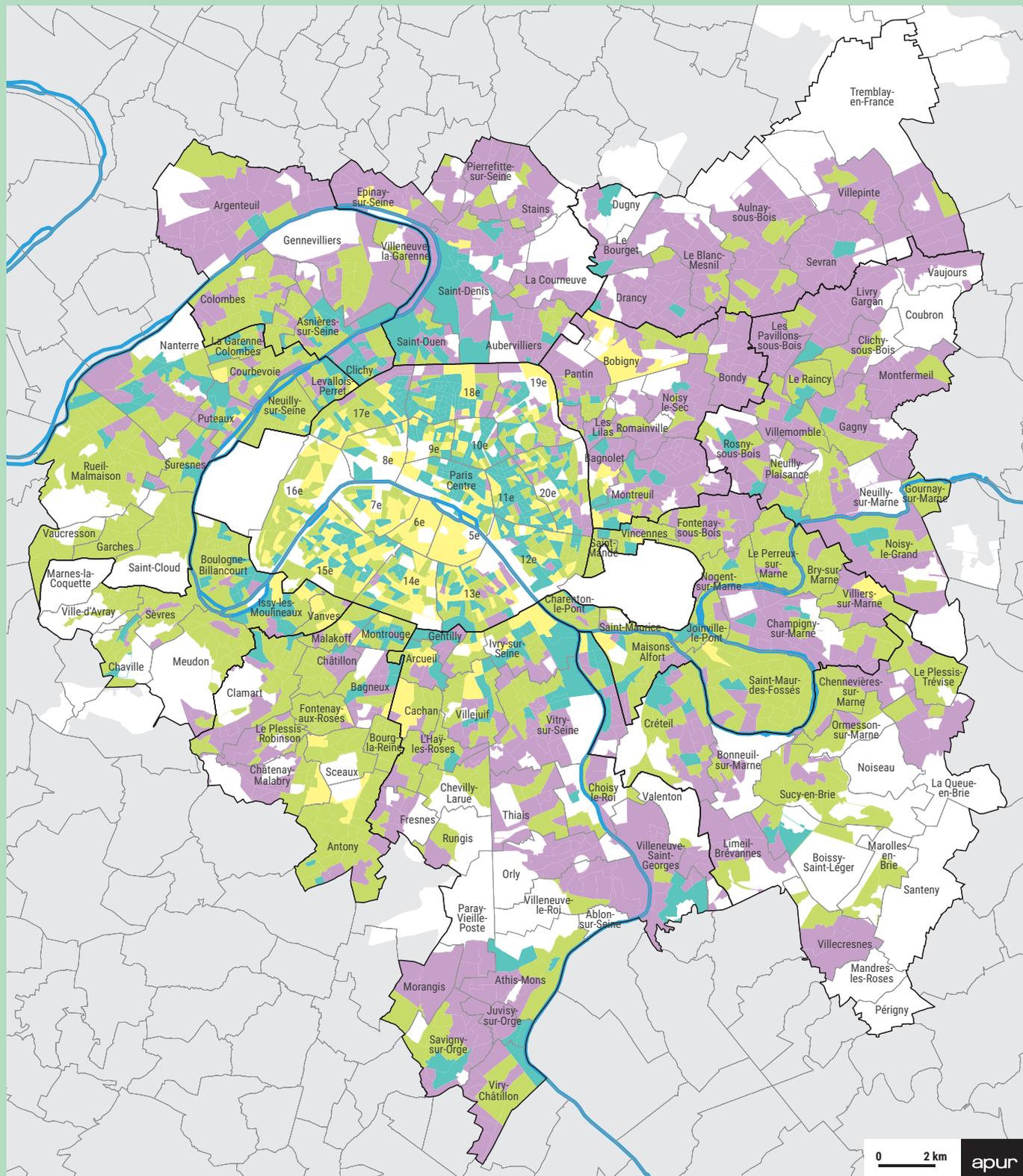
catégorie, plus de la moitié des étudiant-e-s (53 %) ont décohabité (contre 36 % en moyenne).

- **Les jeunes actif-ve-s « autonomes » sont surreprésenté-e-s à Paris dans quelques quartiers des territoires de l'ouest, ainsi qu'au nord de la métropole au sud de Plaine Commune.** Au sein de ce profil, 59 % des jeunes actif-ve-s ont leur logement (contre 36 % en moyenne) et les jeunes au chômage sont moins nombreux (17 % contre 23 % en moyenne).
- **Les jeunes confrontés à une moindre insertion et décohabitation sont en revanche surreprésentés dans les territoires situés au nord est de la métropole :** Paris Terres d'Envol, Est Ensemble et Grand Paris Grand Est. Plus de trois-quart des jeunes figurant dans cette catégorie vivent chez leurs parents (76 % contre 61 % en moyenne), 30 % sont au chômage (contre 23 % en moyenne) et un jeune sur cinq est considéré comme NEET (contre 13 % en moyenne).

RÉPARTITION DES TROIS PROFILS DOMINANTS CHEZ LES JEUNES



Source : Recensement de la population (Insee) - 2018



TYPLOGIE DES JEUNES DE 16 À 25 ANS

Profils sur-représentés

- Élèves ou étudiant-e-s vivant chez leurs parents
- Étudiant-e-s autonomes
- Actif-ve-s autonomes
- Moindre insertion et décohobitation

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS comptant moins de 50 jeunes apparaissent en blanc.

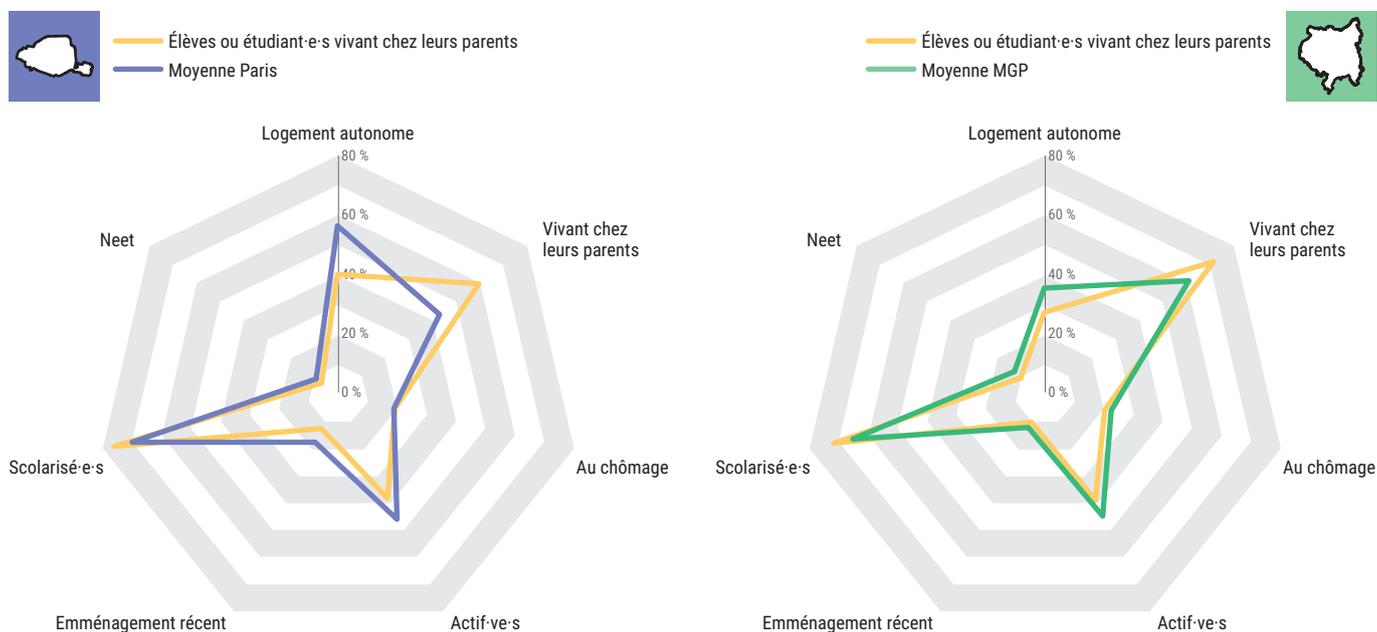
Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018

IRIS OÙ LES ÉTUDIANT·E·S AUTONOMES SONT SURREPRÉSENTÉ·E·S



Note de lecture : À Paris, 68 % des jeunes vivent dans leur propre logement dans les Iris où les étudiant·e·s autonomes sont surreprésenté·e·s contre 57 % en moyenne parmi l'ensemble des jeunes vivant à Paris.

IRIS OÙ LES ÉLÈVES OU ÉTUDIANT·E·S VIVANT CHEZ LEURS PARENTS SONT SURREPRÉSENTÉ·E·S

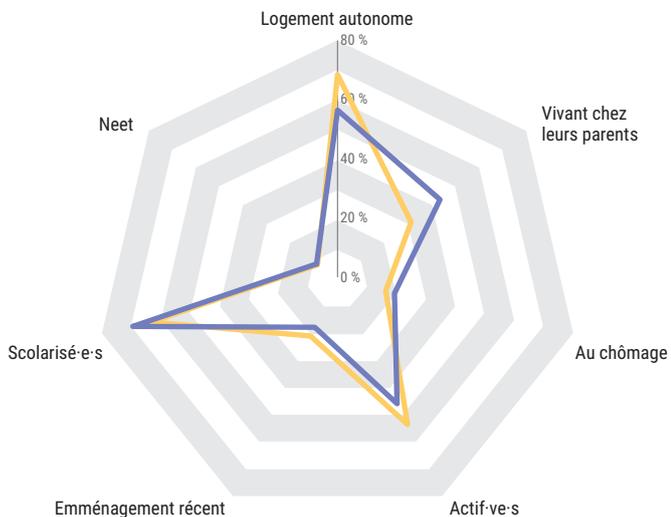


Source : Recensement de la population (Insee) - 2018 - Traitement Apur

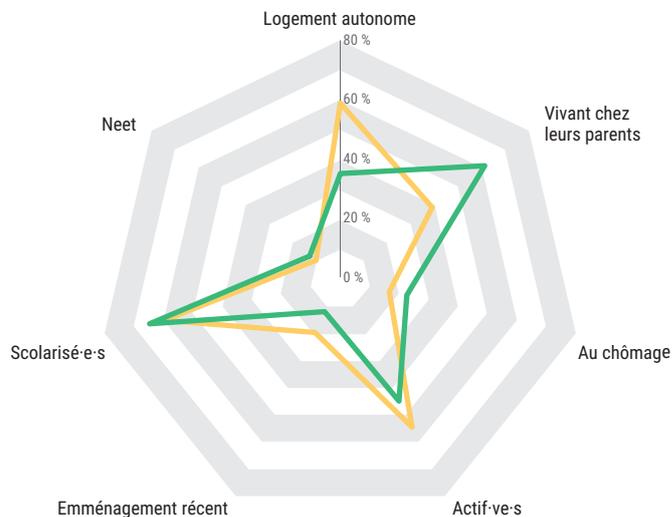
IRIS OÙ LES ACTIF-VE-S AUTONOMES SONT SURREPRÉSENTÉ-E-S



Actif-ve-s autonomes
Moyenne Paris



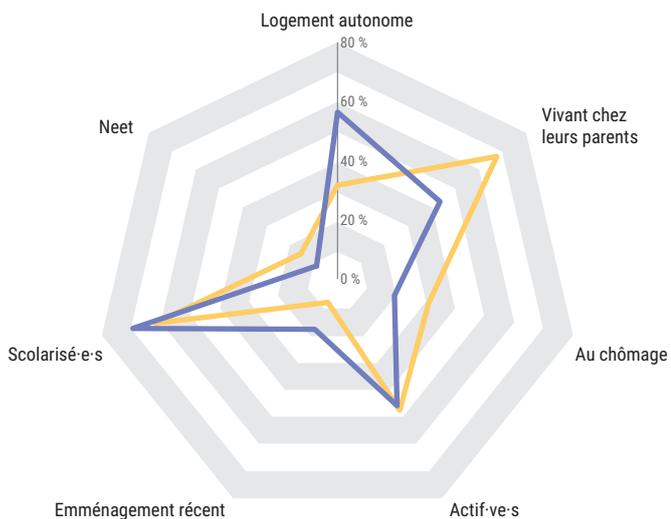
Actif-ve-s autonomes
Moyenne MGP



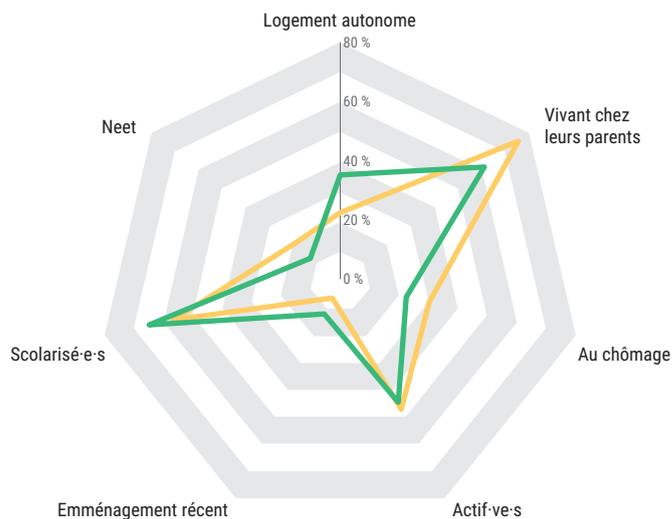
IRIS OÙ LES MOINDRES INSERTION ET DÉCOHABITATION SONT SURREPRÉSENTÉ-E-S



Moindre insertion et décohabitation
Moyenne Paris



Moindre insertion et décohabitation
Moyenne MGP



Source : Recensement de la population (Insee) - 2018 - Traitement Apur





4. LES CONDITIONS DE VIE DES JEUNES



Le logement

L'accès au logement favorise la transition des jeunes vers l'autonomie. À Paris comme dans la Métropole du Grand Paris, la prise d'autonomie se relie en particulier aux arrivées massives des jeunes depuis les autres départements français et depuis l'étranger. Ces jeunes ont quitté le domicile parental pour s'installer dans le Grand Paris expliquant une décohabitation plus précoce notamment à Paris.

Une décohabitation de plus en plus tardive

Au 1^{er} janvier 2018, 55 % des jeunes Parisien-ne-s âgé-e-s de 16 à 25 ans vivent de manière autonome, dans leur logement et 45 % chez leurs parents. À l'échelle de la Métropole du Grand Paris, les rapports sont inversés puisque 39 % des jeunes Métropolitain-ne-s de 16 à 25 disposent de leur logement et 61 % vivent encore chez leurs parents. Cet écart important s'explique par des arrivées plus nombreuses de jeunes à Paris et des différences dans la structure du parc de logements avec davantage de petits logements locatifs à Paris et plus de logements familiaux dans la métropole.

Néanmoins, **depuis 1999, la proportion des jeunes Parisien-ne-s décohabitant est en diminution à chaque période intercensitaire⁹ passant de 58 % en 2008 à 55 % en 2018.**

Pour l'ensemble des jeunes résidant à Paris, l'âge de la décohabitation est resté relativement stable depuis 1999. C'est à 20 ans que la moitié des jeunes a quitté le domicile parental (contre 23 ans dans le Grand Paris) et cet âge médian n'a pas évolué depuis 1999. Néanmoins, passé 20 ans, les jeunes qui n'ont

pas décohabité le font un peu plus tardivement en 2018 qu'en 1999.

Ainsi, en 2018, 81 % des jeunes âgé-e-s de 25 ans ont leur propre logement tandis qu'au même âge leur proportion était de 87 % en 1999.

L'âge de décohabitation varie très fortement selon le lieu de naissance. En effet, **si la décohabitation est un impératif pour les jeunes qui s'installent à Paris afin de poursuivre leurs études ou travailler, elle est plus difficile à mettre en œuvre pour les jeunes natif-ve-s de Paris.**

En 2018, 46 % des jeunes de 25 ans né-e-s à Paris habitent encore chez leurs parents, alors qu'ils n'étaient que 32 % en 1999. Cela s'explique notamment par l'allongement du temps passé en études avec de fait une entrée plus tardive sur le marché de l'emploi ou encore par la précarisation de l'emploi avec l'augmentation des contrats de travail temporaires (CDD, intérim) et du chômage. En comparant le processus d'entrée en emploi et de décohabitation des jeunes sortis du système éducatif en 1998, en 2004 et en 2010, le Céreq¹⁰ (Centre d'études et de recherche sur les qualifications) met en évidence une moindre décohabitation pour la Génération 2010 comparée aux précédentes. Cette baisse est expliquée par un marché de l'emploi moins favorable et l'augmentation du recours aux contrats de travail courts.

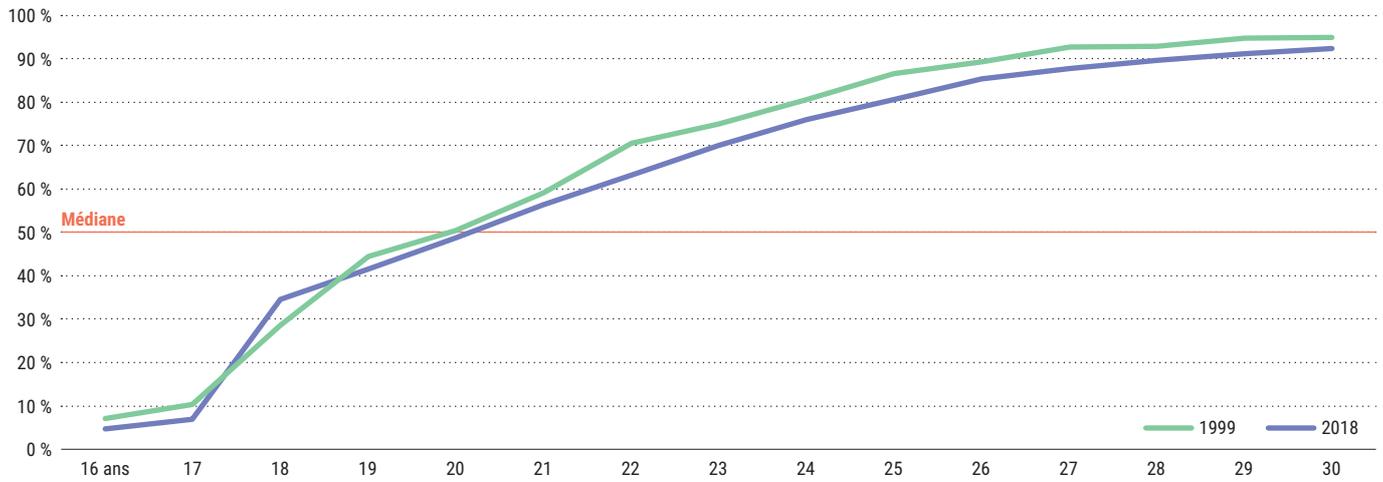
Néanmoins, les jeunes Parisien-ne-s natif-ve-s de Paris semblent décohabiter de manière plus précoce que les jeunes Métropolitain-ne-s né-e-s dans leur département de résidence. En effet, à 25 ans, 56 % de ces jeunes vivent encore chez leurs parents (contre 51 % en 1999).

En 2018, 46 % des jeunes de 25 ans né-e-s à Paris habitent encore chez leurs parents alors qu'ils n'étaient que 32 % en 1999.

⁹ – Période entre deux recensements.

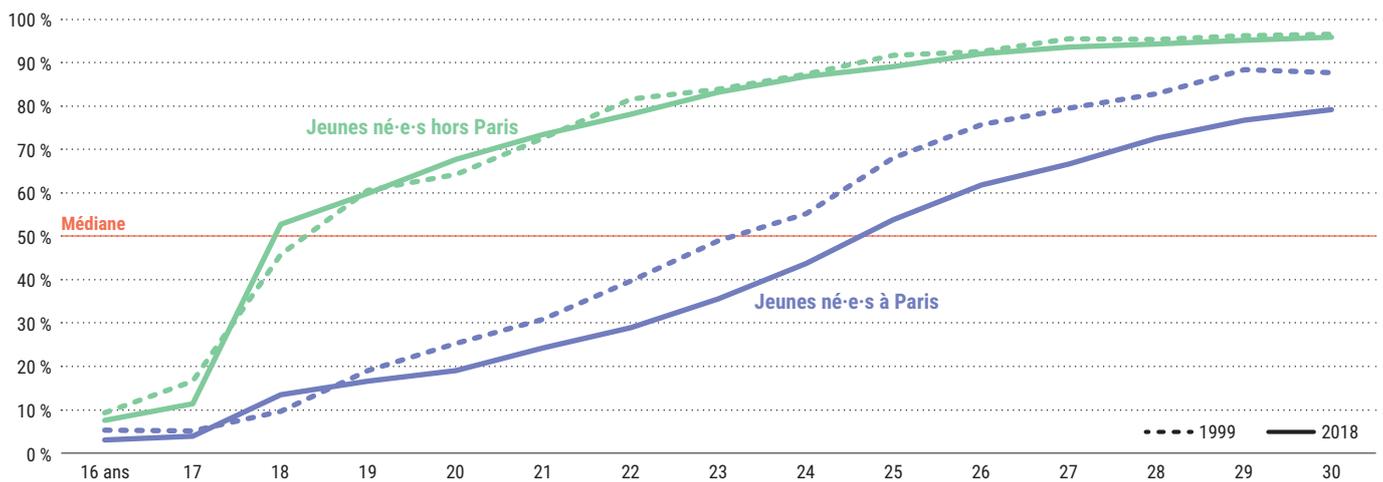
¹⁰ – S'installer chez soi, avec quel emploi et quel salaire ?, Céreq Bref n°416, 2021

ÉVOLUTION DE LA PART DE JEUNES NE VIVANT PLUS CHEZ LEURS PARENTS SELON L'ÂGE À PARIS



Source : Recensement de la population (Insee) - 1999 et 2018 - Traitement Apur

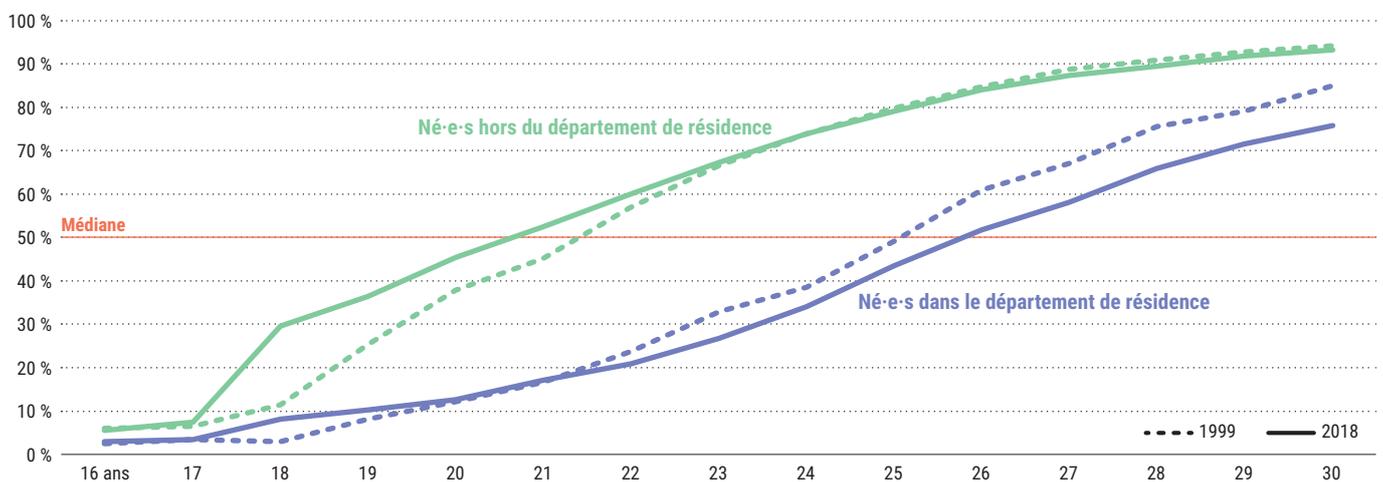
ÉVOLUTION DE LA PART DES JEUNES PARISIEN-NE-S NE VIVANT PLUS CHEZ LEURS PARENTS SELON L'ÂGE ET LE LIEU DE NAISSANCE



Lecture : En 2018, 53 % des jeunes né-e-s hors Paris disposent de leur logement à l'âge de 18 ans (courbe pleine verte). Concernant les jeunes né-e-s à Paris (courbe pleine bleue), c'est à 25 ans que 54 % d'entre elles-eux ont leur propre logement.

Source : Recensement de la population (Insee) - 1999 et 2018 - Traitement Apur

ÉVOLUTION DE LA PART DES JEUNES MÉTROPOLITAIN-NE-S NE VIVANT PLUS CHEZ LEURS PARENTS SELON L'ÂGE ET LE LIEU DE NAISSANCE



Source : Recensement de la population (Insee) - 1999 et 2018 - Traitement Apur



L'entrée dans la vie active favorise la décohabitation

Être natif.ve ou non de Paris n'est pas la seule caractéristique qui semble favoriser la décohabitation des jeunes.

En effet, **les jeunes femmes sont aussi proportionnellement plus nombreuses que les hommes à vivre de manière autonome (55 % des femmes contre 49 % des hommes dans le Grand Paris)**. Cela s'explique par leur surreprésentation parmi les jeunes qui viennent s'installer à Paris à l'âge adulte.

Les femmes sont aussi plus précoces que les hommes dans le processus de décohabitation. Ainsi, en 2018 à Paris, c'est à 20 ans que plus de la moitié d'entre elles (54 %) ont leur propre logement quand cela ne concerne que 42 % des hommes au même âge.

À Paris, les jeunes actif.ve.s, vivent aussi plus souvent dans un logement autonome (75 %) que les étudiant.e.s (49 %) ou les jeunes en situation de chômage (47 %). Comparé.e.s aux actif.ve.s métropolitain.ne.s, leur proportion reste également supérieure (60 % des jeunes actif.ve.s métropolitain.ne.s ont leur propre logement).

Ces mêmes constats sont observés à l'échelle de la Métropole du Grand Paris, mais dans une moindre mesure. 43 % des jeunes femmes ne vivent plus chez leurs parents contre 39 % des hommes et 60 % des jeunes actif.ve.s contre 32 % des étudiant.e.s et 37 % des jeunes en situation de chômage.

Les conditions de logement

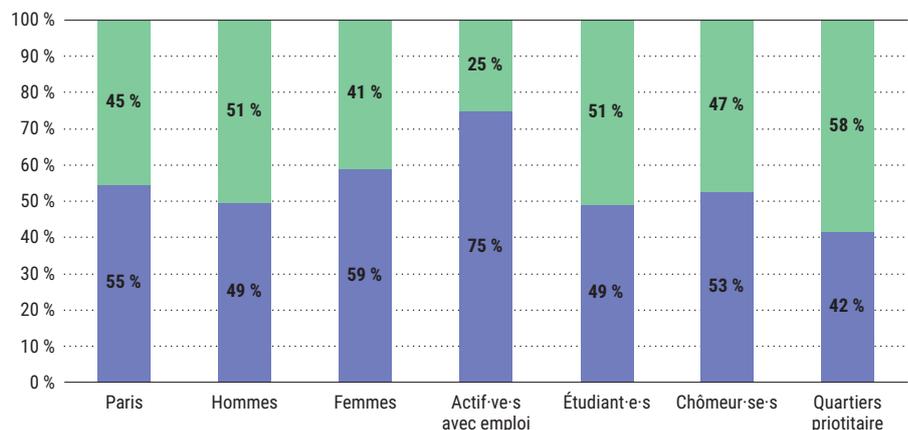
L'accès à un logement constitue une étape importante qui marque le passage à l'âge adulte. Il s'accompagne souvent d'une autre étape majeure que représente l'accès à un emploi stable.

Les conditions pour accéder au logement sont telles pour les jeunes qu'elles ont sans doute pour effet de retarder le départ du domicile familial pour celles et ceux vivant à Paris (la politique de sélection des FJT et des résidences universitaires intègre par ailleurs un critère d'éloignement géographique) ou de faire renoncer une partie des arrivant.e.s à s'installer dans la capitale.

→ Les jeunes autonomes

Au 1^{er} janvier 2018, **un peu plus de 171 630 jeunes de 16 à 25 ans Parisien.ne.s ont un logement personnel**

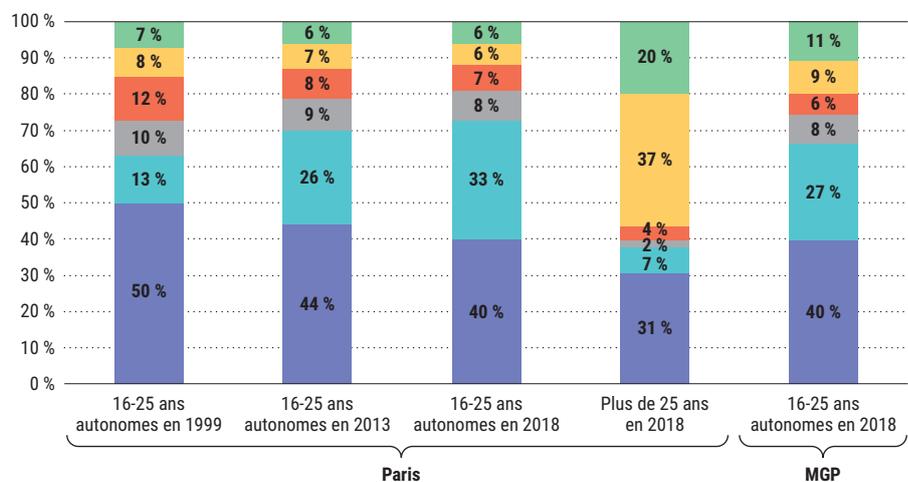
RÉPARTITION DES 16-25 ANS SELON LEURS CARACTÉRISTIQUES ET MODE DE COHABITATION



Source : Recensement de la population (Insee) - 2018 - Traitement Apur

■ Autonomes ■ Chez les parents

STATUT D'OCCUPATION DES JEUNES NE VIVANT PLUS CHEZ LEURS PARENTS EN 1999, 2013 ET 2018



Source : Recensement de la population (Insee) - 1999, 2013 et 2018 - Traitement Apur

*Dans le Grand Paris
42 % des jeunes
« autonomes »
habitent seul·e·s leur
logement et 23 %
sont en colocation
(respectivement
55 % et 22 %
des jeunes
Parisien·ne·s).*

(55 % de l'ensemble des jeunes). La moitié des jeunes « autonomes » occupent leur logement seul·e·s et un peu plus d'un·e sur cinq vit en colocation (22 %).

Le plus souvent, ces jeunes Parisien·ne·s sont locataires d'un logement vide ou meublé du parc privé (73 % contre 67 % dans le Grand Paris). Seuls 5 % sont locataires d'un logement social (contre 11 % dans le Grand Paris).

À l'inverse et comparée aux plus de 25 ans Parisien·ne·s, la part des locataires d'un logement privé est nettement inférieure (37 % des plus de 25 ans dans leur ensemble) tandis que la part des locataires d'un logement social est plus élevée (20 %). Les propriétaires sont, sans surprise, davantage représentés parmi les plus de 25 ans (37 % contre 6 % des 16-25 ans avec leur logement personnel).

À l'échelle du Grand Paris, 42 % des jeunes « autonomes » habitent seul·e·s leur logement et 23 % sont en colocation. Les jeunes Métropolitain·ne·s sont aussi principalement locataires d'un logement meublé ou vide du parc privé, (67 %) mais la part de ceux vivant dans un logement social y est plus élevée (11 % contre 6 % des jeunes Parisien·ne·s).

Depuis 1999, le statut d'occupation du logement des jeunes Parisien·ne·s a évolué avec une baisse de la part des jeunes locataires d'un logement privé vide (50 % en 1999 contre 40 % en 2018) et inversement une hausse des locataires d'un logement privé loué meublé (13 % en 1999 contre 33 % en 2018).

En 2018, 45 % des jeunes Parisien·ne·s disposant de leur propre logement vivent dans un logement de moins de 30 m². La suroccupation ¹¹ concerne 9 % des jeunes décohabitants.

Des aides financières sont mises en place afin de favoriser l'accès et le maintien dans un logement. Les jeunes et les étudiant·e·s peuvent y prétendre sous certaines conditions.

En décembre 2020, 78 535 jeunes Parisien·ne·s de moins de 25 ans ont bénéficié d'une aide au logement ¹², soit plus d'un tiers des jeunes Parisien·ne·s âgé·e·s de 18 à 24 ans (contre 22 % à l'échelle de la Métropole du Grand Paris). La part plus élevée à Paris s'explique par une population jeune étudiante plus nombreuse.

Les aides au logement peuvent être complétées par une bourse sur critères sociaux, dont ont été bénéficiaires 61 930 étudiants en 2019, soit 18 % de la population étudiante parisienne.

Des possibilités de logement se développent pour les jeunes étudiant·e·s, apprenti·e·s ou actif·ve·s en mobilité. Paris compte en 2021, 175 résidences étudiantes et 60 foyers destinés aux jeunes travailleur·euse·s ¹³.

En 2019, le Crous de Paris gère 79 résidences ¹⁴ pour un total de 7 730 places destinées aux étudiant·e·s ¹⁵. Parmi les 7 602 étudiant·e·s logé·e·s, 75,5 % sont boursier·ère·s, 64 % sont des femmes et 24,5 % sont des étudiant·e·s internationaux.

¹¹ – Au sens de l'Insee, un logement est défini comme « suroccupé » lorsque le nombre de personnes qui y vit est supérieur au nombre de pièces dont est composé le logement. Cette définition exclut donc les ménages avec une seule personne.

¹² – Source : Cellule Technique Régionale d'Aide à la Décision (CTRAD) des Caf d'Île-de-France, fichier allocataire (FR6 décembre 2020).

¹³ – *Nomenclature des équipements*, Apur, juin 2021.

¹⁴ – Crous de Paris, Rapport d'activité et de performance, 2019.

¹⁵ – Les critères sont les mêmes que pour le calcul de la bourse : les revenus de l'étudiant·e et des parents, la composition de la famille et l'éloignement géographique du domicile familial.

→ Les jeunes vivant chez leurs parents

En 2018, 142 680 jeunes de 16 à 25 ans vivent chez leurs parents à Paris, soit 45 % de l'ensemble des 16-25 ans. Plus d'un tiers d'entre elles-eux (37 %) résident dans un logement du parc social. Comparée à la population des plus de 25 ans, la part des jeunes Parisien-ne-s vivant dans un logement social avec leurs parents est supérieure (20 %) et s'explique notamment par la présence plus importante des familles au sein de ces logements. Comparée aux années précédentes, la part des 16-25 ans vivant chez leurs parents dans un logement social à Paris a augmenté (33 % en 1999 et 35 % en 2013) sous l'effet du développement du parc social à Paris. Entre 2001 et 2021, la part des logements sociaux SRU parmi l'ensemble des logements a évolué de 13,1 % à 21,8 %¹⁶.

Les autres jeunes vivant chez leurs parents sont aussi plus d'un tiers à vivre dans un logement dont leurs parents sont propriétaires (34 %) et 24 % résident en location dans un logement du parc privé.

À l'échelle du Grand Paris, la part des jeunes Métropolitain-ne-s vivant

chez leurs parents est bien plus élevée : 61 % des 16-25 ans. Elles-ils résident principalement dans un logement pour lequel leur famille est propriétaire (42 %). Ensuite, 38 % vivent dans un logement social avec leurs parents.

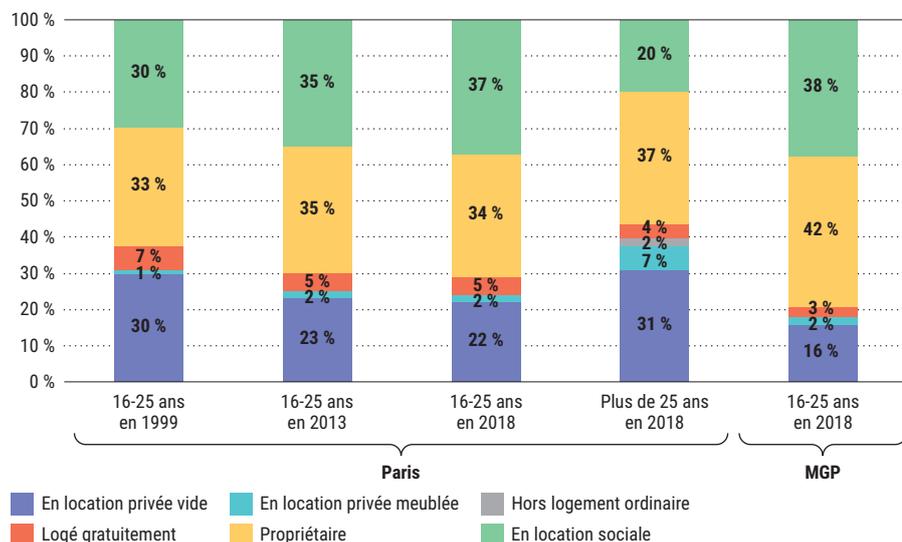
Un quart des jeunes Parisien-ne-s vivant chez leurs parents résident dans un logement de 60 à 80 m² et pour un autre quart, ce logement a une surface de 80 m² à 100 m². Seuls 3 % vivent dans moins de 30 m² (contre 45 % des jeunes autonomes). Plus d'un tiers des jeunes vivant avec leurs parents (34 %), sont en situation de suroccupation de logement (contre 9 % de ceux disposant de leur propre logement).

Deux profils de jeunes se distinguent selon leur situation de logement :

- Les jeunes autonomes vivant principalement dans le parc locatif privé et dans des logements de petite taille,
- Les jeunes vivant chez leurs parents, logés majoritairement dans des logements sociaux ou des logements dont la famille est propriétaire, et dont une plus forte part se trouve en situation de suroccupation.

À Paris, plus d'un tiers des jeunes vivant avec leurs parents (34 %), sont en situation de suroccupation (contre 9 % des jeunes disposant de leur propre logement).

STATUT D'OCCUPATION DES JEUNES VIVANT CHEZ LEURS PARENTS EN 1999, 2013 ET 2018



16 – Apur, Les chiffres du logement social à Paris en 2020, février 2022.



© Apur - David Boureau

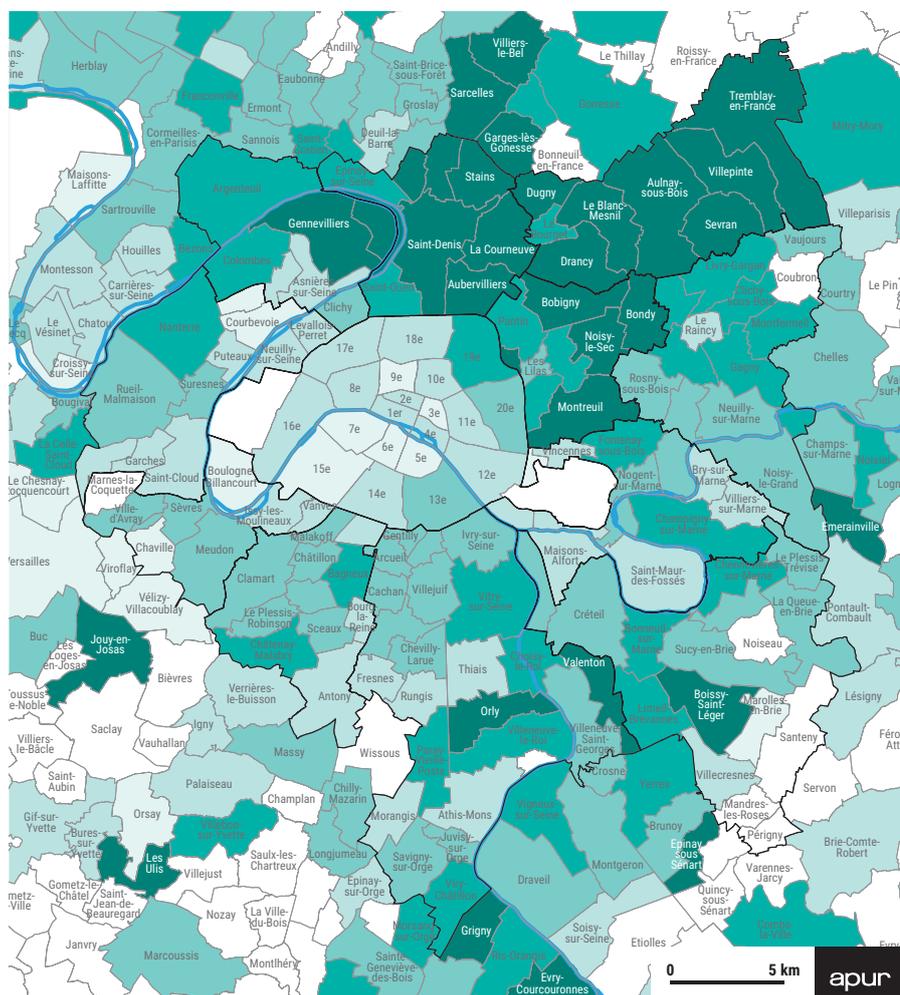
L'entrée dans la vie active

L'entrée dans l'âge adulte est un parcours de fortes transitions parmi lesquelles l'accès au premier emploi constitue une étape importante. Bien que Paris soit une ville attractive pour les jeunes actif-ve-s grâce notamment à son vaste marché de l'emploi, certains jeunes actif-ve-s sont au chômage.

Le fait que le chômage soit plus fréquent chez les jeunes n'est pas un phénomène récent et s'amplifie avec la détérioration du marché de l'emploi à partir des années 1980 et de nouveau après la crise économique de 2008. Avec la crise sanitaire de la Covid-19, le chômage des jeunes a fortement progressé avant de diminuer de nouveau en 2021.

Au 1^{er} janvier 2018, le taux de chômage parmi les jeunes actif-ve-s atteint 18 % des actif-ve-s parisien-ne-s, soit 25420 jeunes. Ce taux est supérieur de sept points à celui de l'ensemble des actif-ve-s âgé-e-s de 15 à 64 ans (11,5 %). Le taux de chômage est aussi plus élevé chez les jeunes hommes (19,4 % contre 16,9 % chez les femmes).

À l'échelle du Grand Paris, le chômage touche près d'un quart des jeunes actif-ve-s (23 %), soit un niveau bien supérieur à celui de l'ensemble des actif-ve-s métropolitain-ne-s, âgé-e-s de 15 à 64 ans (13 %). Le chômage ne touche pas de la même manière les jeunes Métropolitain-ne-s selon leur territoire de résidence.



PERSONNES ÂGÉES DE 16 À 25 ANS EN SITUATION DE CHÔMAGE

Part des chômeurs de 16 à 25 ans, dans le total des actifs de 16 à 25 ans

- Plus de 30 %
- De 25 à 30 %
- De 20 à 25 %
- De 15 à 20 %
- Moins de 15 %

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS comptant aucun chômeur de 16 à 25 ans apparaissent en blanc.

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018

En effet, le taux de chômage des jeunes est plus faible à Grand Paris Seine Ouest (16 %) et à Paris (18 %) tandis qu'un tiers des jeunes résidant dans les territoires situés au nord-est de la métropole (Plaine Commune, Paris Terres d'Envol et Est Ensemble) se trouve en situation de chômage en 2018. Le taux de chômage reste également plus élevé chez les jeunes hommes que chez les jeunes femmes à l'échelle de la Métropole du Grand Paris (24,4 % contre 20,9 %).

À Paris, la part des 16-25 ans en situation de chômage est variable selon les arrondissements parisiens. Elles-ils sont ainsi surreprésentés dans les 13^e, 18^e et de façon nettement plus importante dans les 19^e et 20^e arrondissements où elles-ils représentent un quart des jeunes actif-ve-s (respectivement 27 % et 22,5 %).

Le niveau de diplôme influe de manière importante sur le taux de chômage et semble, lorsqu'il est élevé, offrir une certaine protection face au risque d'être au chômage.

En effet, à Paris, les jeunes actif-ve-s qui sortent du système scolaire sans qualification ou avec un diplôme inférieur ou égal au brevet des collèges sont 41 % à

être en situation de chômage contre 12 % des jeunes diplômé-e-s du supérieur.

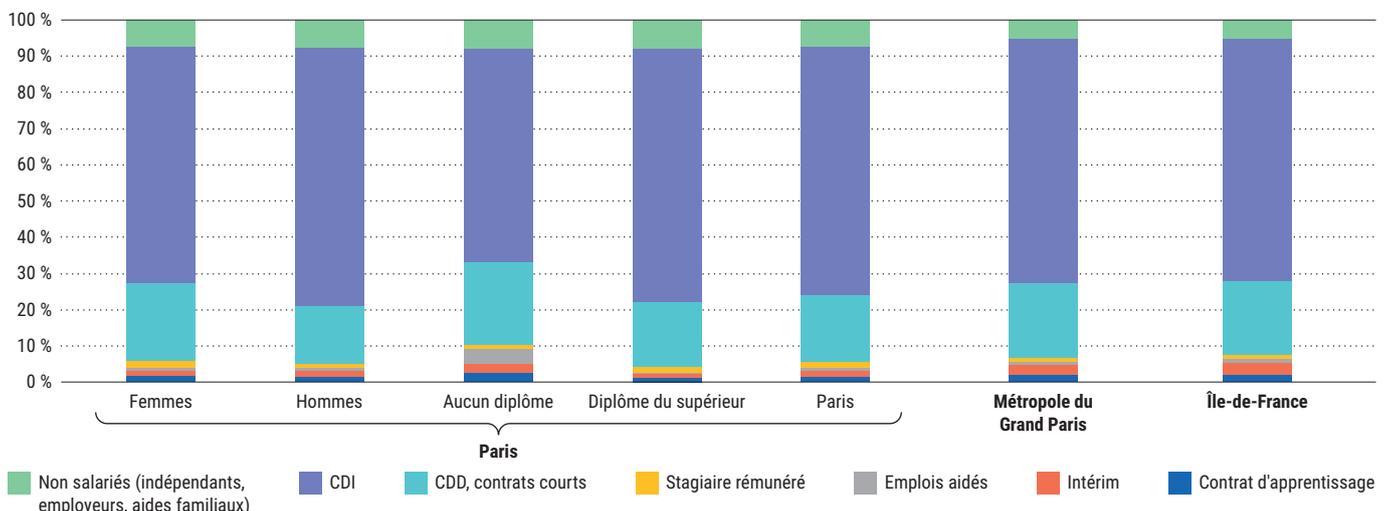
Cela touche de la même manière le Grand Paris où les jeunes actif-ve-s sans diplôme sont 43 % à être au chômage, soit un risque 3 fois plus élevé que pour les jeunes diplômé-e-s du supérieur (14 %).

Le chômage atteint aussi un peu plus souvent les hommes que les femmes âgées de 16 à 25 ans (respectivement 17 % des femmes et 19 % des hommes à Paris et 21 % des femmes et 24 % des hommes dans le Grand Paris). Entre 2008 et 2018, le taux de chômage parmi les jeunes a évolué mais de façon moins prononcée à Paris qu'à l'échelle de la Métropole du Grand Paris, passant de 15 % à 18 % contre 19 % à 23 % dans la métropole.

L'entrée sur le marché de l'emploi commence plus régulièrement par des statuts précaires ou des contrats de courte durée chez les jeunes.

La proportion d'actif-ve-s embauché-e-s en CDI parmi les jeunes actif-ve-s parisien-ne-s ayant terminé leurs études augmente progressivement avec l'âge. À 18 ans, cette proportion est de 54 % contre 74 % à l'âge de 25 ans.

CONDITIONS D'EMPLOI DES 16-25 ANS ACTIF-VE-S



Source : Recensement de la population (Insee) - 2018 - Traitement Apur

À l'échelle du Grand Paris, la proportion de jeunes de 18 ans en CDI est également moins élevée qu'à Paris (50 %) tandis qu'elle est au même niveau à 25 ans.

D'autres caractéristiques que l'âge influent sur l'insertion des jeunes sur le marché du travail.

À Paris, la part des jeunes actif·ve·s en CDI est également plus élevée parmi les diplômé·e·s de l'enseignement supérieur (70 %) que pour les jeunes non diplômé·e·s (59 %). La qualification garantit ainsi, dans une certaine mesure, de meilleures conditions d'emploi. Les jeunes disposant d'un diplôme professionnel de type CAP ou BEP sont également plus souvent salarié·e·s en CDI (68 %).

Des écarts sont aussi observés selon le sexe. Les hommes actifs et âgés de 16 à 25 ans sont 71 % à être employés en CDI contre 66 % des femmes. À l'inverse, les femmes ont plus souvent un contrat à durée déterminée que les hommes (21 % contre 16 %) alors même qu'elles sont davantage diplômées (78 % d'entre elles sont diplômées du supérieur contre 66 % des hommes).

Enfin, **les 16-25 ans Parisien-ne-s actif-ve-s sont 40 % à avoir un statut de**

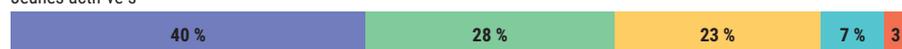
cadre, bien au-dessus des taux observés à l'échelle de la Métropole du Grand Paris et en Île-de-France (respectivement 25 % et 20 %). C'est le statut professionnel le plus répandu parmi les jeunes Parisien-ne-s en lien avec leur niveau de qualification plus élevé.

À l'inverse, la part des jeunes employé·e·s est moins élevée à Paris qu'en Île-de-France et dans la Métropole du Grand Paris (23 % contre 32 % dans la Métropole du Grand Paris et 34 % en Île-de-France) et la part des ouvriers est deux fois moins élevée à Paris (7 %) qu'à l'échelle de la Métropole du Grand Paris (13 %) et qu'en Île-de-France (15 %).

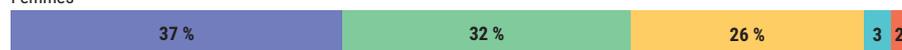
Néanmoins, la proportion des cadres parmi les jeunes actif·ve·s parisien-ne-s varie selon le sexe. Les hommes âgés de 16 à 25 ans ont plus souvent ce statut que les femmes (respectivement 42 % contre 37 %). Bien qu'elles aient plus souvent le statut de cadre à Paris qu'au sein de la Métropole du Grand Paris (23 %) et qu'en Île-de-France (18 %), l'écart entre les hommes et les femmes est plus élevé à Paris. Près du tiers des jeunes femmes actives parisiennes (32 %) sont de profession intermédiaire contre 23 % des hommes de 16 à 25 ans.

RÉPARTITION DES JEUNES ACTIF·VE·S PAR SEXE ET CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE

Jeunes actif·ve·s



Femmes



Hommes



■ Cadres et professions intellectuelles supérieures ■ Professions intermédiaires ■ Employé·e·s
 ■ Ouvrier·ère·s ■ Artisans, commerçant·e·s et chef·fe·s d'entreprise ■ 0 % Agriculteur·trice·s exploitant·e·s

Source : Recensement de la population (Insee) - 2018 - Traitement Apur

L'impact de la crise sanitaire et l'accès à l'emploi des jeunes

Après une hausse du nombre de jeunes demandeurs d'emploi en 2020, une forte baisse en 2021 qui se poursuit début 2022.

Les changements significatifs apparus avec la crise sanitaire ont conduit ici à compléter l'analyse des données du recensement 2018 par une remise en perspective des effets de la crise sanitaire sur l'entrée dans la vie active des jeunes, et donc avec des données disponibles pouvant aller jusqu'au début 2022.

Cette partie a ainsi pour objectif d'analyser l'impact de la crise sanitaire sur l'accès à l'emploi des jeunes, en mobilisant les données disponibles à l'échelle de Paris et de la Métropole du Grand Paris. Pour compléter les analyses statistiques réalisées, un atelier thématique a été organisé le 19 mai 2022 avec plusieurs acteurs institutionnels pour échanger autour des données disponibles et des enjeux émergents à mettre en évidence. Cet atelier a associé la Mission Locale de Paris, des représentants de la Ville de Paris (Direction de l'Attractivité et de l'Emploi, Direction de la Démocratie, des Citoyen-ne-s et des Territoires, Direction de la Jeunesse et des Sports), la Préfecture de région et la Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS).

Un recul de l'emploi plus marqué pour les jeunes en 2020, mais une dynamique d'emploi favorable depuis 2021 et qui se poursuit début 2022

→ Un recul de l'emploi plus marqué pour les jeunes en 2020

L'épidémie de Covid-19 a provoqué en France une crise économique brutale et intense, particulièrement marquée à Paris en raison des spécificités de son économie. **Les emplois les plus précaires et les moins qualifiés ont davantage été détruits en 2020, et le recul de l'emploi a été marqué pour les jeunes, quelle que soit leur position**

dans le marché du travail (stages en entreprises, petits boulots, premières expériences, évolutions de carrière, etc.). Entre 2019 et 2020 en France, le nombre d'entrées en stage a baissé de 22 %, le nombre d'embauches en CDI a reculé plus fortement pour les jeunes que pour les autres tranches d'âge, la durée des études s'est allongée de 0,2 année et le nombre de jeunes inactif-ve-s a progressé de 2,4 %¹⁷. La position d'entrants sur le marché du travail des jeunes et leur statut d'emploi plus souvent à durée limitée les a rendus plus vulnérables à un risque de sortie d'emploi en 2020, notamment pour les jeunes non diplômé-e-s¹⁸. À Paris, 19 % des jeunes actif-ve-s occupé-e-s âgé-e-s de 16 à 25 ans sont en emploi à durée limitée (CDD, contrat court, saisonnier, vacataires, etc.) contre 9 % des actif-ve-s de 15 à 64 ans et 27 % des salarié-e-s travaillent à temps partiel (contre 14 %), des proportions plus élevées pour les femmes et les non diplômé-e-s. L'activité a ensuite fortement rebondi en 2021 à Paris, et l'emploi salarié dépasse depuis le 3^e trimestre 2021 son niveau d'avant crise.

→ Après une hausse du nombre de jeunes demandeurs d'emploi en 2020, une forte baisse en 2021 qui se poursuit début 2022

En 2020, le nombre de jeunes de moins de 25 ans inscrit-e-s à Pôle emploi en catégorie A (tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi) **croît de 32 % à Paris entre le 4^e trimestre 2019 et 2020 (contre +16 % tous âges confondus)**. À Paris cette progression est plus marquée que dans la Métropole du Grand Paris (+27 %), en Île-de-France (+26 %), ou en France métropolitaine (+9 %). En 2020, les jeunes diplômé-e-s d'études supérieures ont été plus nombreux parmi les inscrits, notamment les jeunes d'un niveau de diplôme supérieur à BAC + 2 et les jeunes femmes diplômées.

¹⁷ – DARES, *Comment la situation des jeunes sur le marché du travail a-t-elle évolué en 2020 ?*, DARES Analyses, septembre 2021.

¹⁸ – Céreq, *Des parcours contrastés, une insertion plus favorable, jusqu'à...*, Bref 422, 2022.

La baisse du nombre de demandeur-euse-s d'emploi a ensuite été plus rapide pour les jeunes que pour les autres tranches d'âge en 2021 (-24 % entre le 4^e trimestre 2020 et 2021 contre -17 % tous âges confondus). Cette dynamique positive s'est poursuivie au 1^{er} trimestre 2022, avec un nombre de jeunes demandeur-euse-s d'emploi qui se situe à un niveau plus faible que celui d'avant crise (7 500 demandeur-euse-s d'emploi âgé-e-s de moins de 25 ans en catégorie A au 1^{er} trimestre 2022).

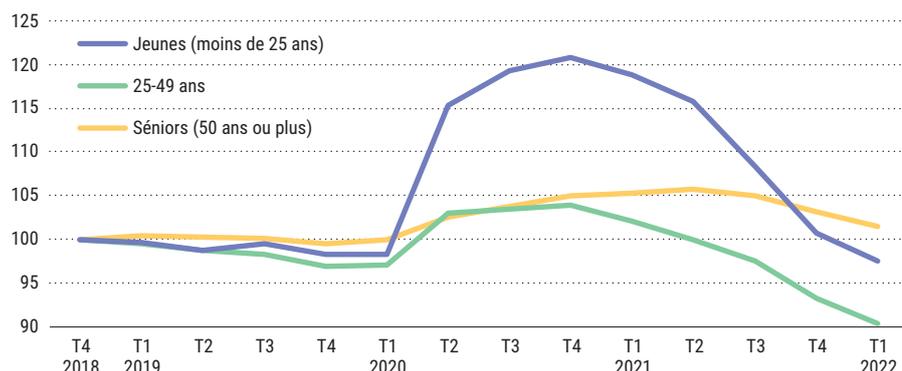
Dans les quartiers de la politique de la ville, la hausse du nombre de demandeur-euse-s d'emploi a été moins

marquée en 2020 qu'en moyenne à Paris, mais la reprise semble être moins rapide en 2021 (1 856 demandeur-se-s d'emploi âgé-e-s de moins de 26 ans en catégorie A, B, C au 4^e trimestre 2021, soit +4 % par rapport au 4^e trimestre 2019, contre 0 % en moyenne à Paris).

→ Une hausse du nombre de bénéficiaires du RSA âgé-e-s de moins de 30 ans depuis 2019 à Paris

Le nombre de bénéficiaires du RSA inscrit-e-s à Pôle Emploi (toutes catégories d'âge confondues) a progressé de 20 % entre 2019 et 2020, et reste fin 2021 2 % au-dessus de son niveau d'avant crise (9 200 bénéficiaires). Les premiers

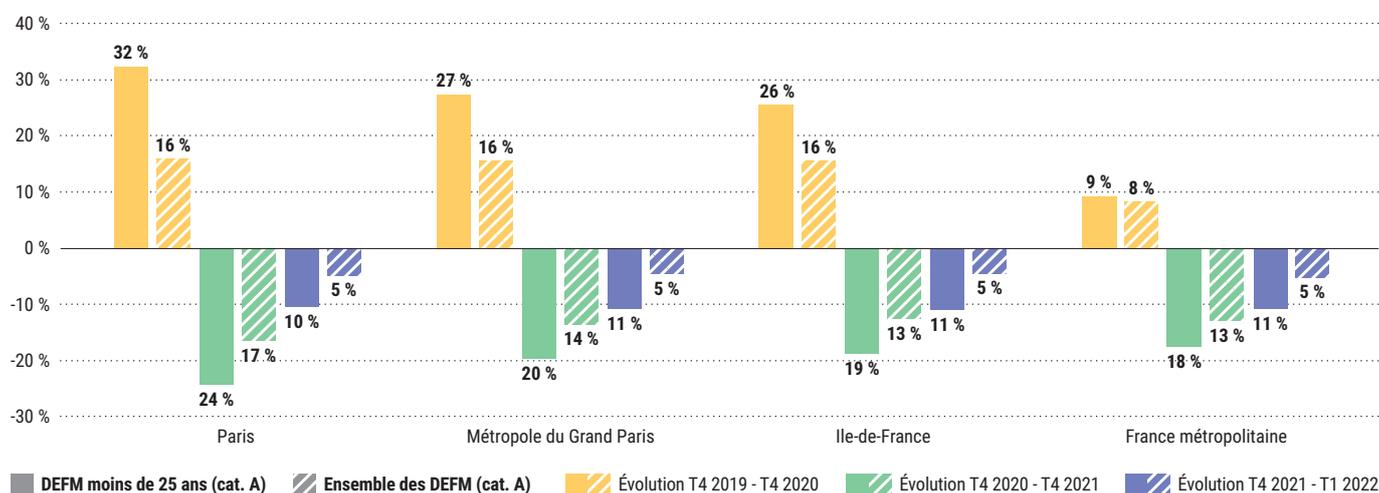
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEUR-SE-S D'EMPLOI INSCRIT-E-S SELON LÂGE Paris, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trimestre 2018



Source : Pôle emploi - STMT, Données brutes



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE JEUNES DE MOINS DE 25 ANS INSCRIT-E-S À PÔLE EMPLOI Cat. A, données CVS-CJO



Source : Pôle emploi - STMT, Données brutes

résultats de l'enquête longitudinale visant à suivre les trajectoires des bénéficiaires du RSA lancée par la Ville de Paris (Direction des Solidarités) et la Caf précisent que 4 nouveaux bénéficiaires sur 10 sont âgés de moins de 30 ans entre septembre 2020 et février 2021.

Le Fonds d'Aide aux Jeunes Parisiens (FAJP) s'adresse aux jeunes en difficulté, de 18 à 25 ans, pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle et les aider à faire face à des besoins urgents le cas échéant. Si le nombre de jeunes bénéficiaires est relativement stable, les services de la Ville de Paris en charge du dispositif observent une hausse significative du nombre d'aides reçues et accordées depuis 2020. La hausse des aides financières a surtout été forte en 2020, avec un doublement des dépenses par rapport à 2019 malgré une aide, dont le montant moyen n'a pas augmenté, restant autour de 500 euros en moyenne.

Des politiques publiques pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes

→ Des mesures renforcées en faveur de l'apprentissage

La Ville de Paris a lancé le plan Paris Boost Emploi fin 2020 visant à proposer

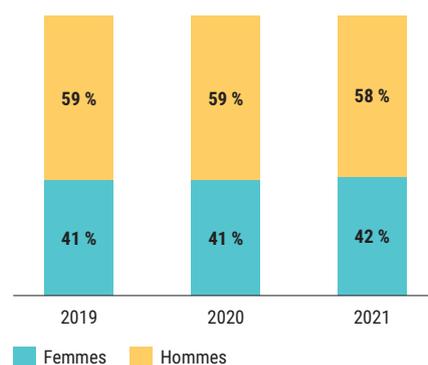
à 45 000 jeunes une expérience professionnalisante et à renforcer son soutien financier aux grandes structures avec qui elle signe des conventions pluriannuelles d'objectifs (Mission Locale de Paris, Ensemble Paris Emploi Compétences, École de la 2^e Chance).

Lancé en juillet 2020 par l'État, le plan « 1 jeune 1 solution » a mis en œuvre de nombreuses mesures pour soutenir l'insertion professionnelle des jeunes (contrats aidés, aide à l'embauche, formation professionnelle, aide à l'apprentissage, etc.). **Les contrats d'apprentissage se sont particulièrement développés depuis 2019 à Paris (+84 % entre la rentrée 2019 et la rentrée 2020)**, une hausse plus marquée qu'en Île-de-France en moyenne (+57 %) ¹⁹. Ces contrats concernent de plus en plus la préparation de diplôme de l'enseignement supérieur, et de plus en plus de jeunes femmes.

→ Un accompagnement de la Mission Locale de Paris en hausse depuis 2019

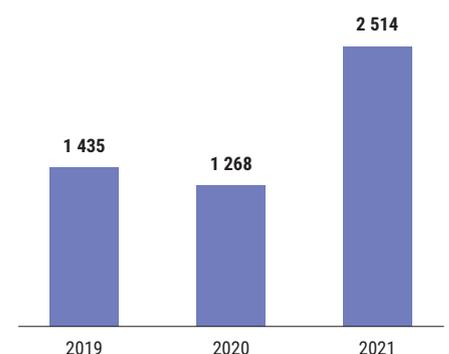
L'accompagnement de la Mission Locale de Paris s'est renforcé : près de 21 530 jeunes ont été accompagnés en 2021, soit **une hausse de 14 % depuis 2019** (+3 % entre 2020 et 2021). Ces tendances s'observent aussi à l'échelle de la Métropole du Grand Paris (+8 % depuis 2019) et de l'Île-de-France (+8 %).

NOMBRE DE JEUNES ACCOMPAGNÉ·E·S PAR LA MISSION LOCALE DE PARIS EN 2019, 2020 ET 2021



Source : Mission locale de Paris, ARML

MISSION LOCALE DE PARIS – NOMBRE D'ENTRÉES EN GARANTIE JEUNES



Source : Mission locale de Paris, ARML, traitement Apur

¹⁹ – Drieets Île-de-France, Campagne Apprentissage 2020/2021 en Île-de-France, Synthèse thématique n°97, décembre 2021.

Le profil des jeunes suivis a évolué depuis 2019 : **la part des femmes est plus élevée (42 % en 2021 contre 41 % en 2019 et 2020), tout comme celle des jeunes vivant en quartiers prioritaires (18 % en 2021 contre 16 % en 2019 et 2020).** Les jeunes sans diplôme sont à l'inverse moins nombreux parmi les jeunes suivis (46 % en 2021 contre 49 % en 2020 et 53 % en 2019).

Le nombre d'entrées en Garantie jeunes²⁰ est également en forte hausse, avec 2 514 jeunes bénéficiaires en 2021 (+98 % en un an). La part des femmes entrées en Garantie jeunes a progressé (40 % en 2021 contre 37 % en 2019 et 2020), tout comme la part des jeunes diplômé-e-s.

Le nombre de jeunes suivi-e-s par la Mission Locale de Paris entré-e-s en emploi a baissé en 2020 par rapport à 2019, mais il a fortement augmenté en 2021, dépassant le niveau de 2019. Cette tendance est encore plus forte pour l'emploi durable²¹ (-18 % de 2019 à 2020 puis +42 % de 2020 à 2021) que pour l'emploi non durable (-2 % de 2019 à 2020 puis +19 % de 2020 à 2021).

« Le rapport d'activité de la Mission Locale de Paris 2021 contient de bons résultats sur l'accompagnement et l'insertion : plus de contrats durables (CDI, CDD de plus de 6 mois) que de contrats courts.

Ce phénomène semble perdurer en 2022 et est en progression. »

Mission Locale de Paris

Les entrées en formation, en alternance et en apprentissage se sont également multipliées. Le nombre de jeunes entrés en alternance a légèrement diminué en 2020 (de 893 en 2019 à 880 en 2020) puis a fortement augmenté en 2021 (1 184 jeunes entrés en alternance, soit +35 %), notamment du fait des aides aux entreprises initiées pendant la crise. Cette augmentation concerne surtout les contrats d'apprentissage (+39 % de 2020 à 2021).

Parmi les jeunes entré-e-s en emploi, **l'auto-entrepreneuriat reste rare** : il concerne 146 jeunes accompagné-e-s par la Mission Locale de Paris en 2021, contre 111 en 2020.

« Pendant la crise sanitaire, il y a une hausse des tentatives d'auto-entrepreneuriat. Beaucoup de jeunes ont envie de créer leur entreprise et se sont dit que ça allait être l'occasion. Plusieurs dispositifs existent pour accompagner les créateurs d'entreprises, comme le dispositif « Paris entreprendre ». Des actions de sensibilisation sont à mener, ainsi que des mises en relation des acteurs dédiés à la Mission Locale et à la Ville de Paris »

Ville de Paris – Direction de la Démocratie, des Citoyen-ne-s et des Territoires

→ Un renforcement des actions d'allers-vers

Les actions d'allers-vers se sont également multipliées ces dernières années pour toucher un plus grand nombre de publics. En 2020, la Mission Locale de Paris a mis en place des actions hors les murs notamment dans les quartiers de la politique de la ville. L'implantation des acteurs et des sites dans les quartiers ou à proximité a permis d'informer ces jeunes sur les dispositifs existants.

« Des guichets ont été mis en place pour informer sur l'emploi à QJ (Quartier Jeunes), permettant d'aller chercher les jeunes, de les informer et de leur donner accès aux opportunités. La coordination des acteurs et des dispositifs est aussi un enjeu majeur. Il est important de renforcer également le lien avec les entreprises via l'apprentissage, le parrainage, l'immersion professionnelle, etc. »

**Ville de Paris –
Direction de l'Attractivité et de l'Emploi**

→ Une accentuation des freins périphériques à l'emploi pour certains publics jeunes

Dans le contexte de crise sanitaire, certains freins périphériques à l'emploi se sont accentués : difficultés de logement, situation familiale complexe, santé physique et mentale, accès aux droits, problématique de transports, etc. De



20 – La Garantie jeunes s'adresse aux 16-25 ans en situation de précarité qui bénéficient d'un accompagnement vers l'emploi ou la formation par un conseiller insertion en Mission locale et disposent d'une aide financière pendant la durée de leur accompagnement. Depuis le 1^{er} mars 2022, le contrat d'engagement jeune (CEJ) remplace la Garantie jeunes.

21 – L'emploi durable regroupe les contrats en CDI, en CDD de plus de 6 mois et les créations d'activité

Les métiers du transport et de la logistique connaissent la plus forte hausse des entrées en emploi des jeunes suivis par la Mission Locale de Paris.

nouvelles problématiques ont émergé depuis 2020, notamment l'endettement de certains jeunes qui ont reçu de nombreuses amendes pendant les confinements.

Certains publics fragiles cumulent davantage de freins (jeunes des quartiers de la politique de la ville, jeunes de nationalité étrangère, jeunes réfugiés, etc.). Pour ces publics, des actions spécifiques sont déployées pour sécuriser les parcours et prendre en compte les freins sociaux dans leur insertion professionnelle.

Secteurs d'activité et nouvelles attentes des jeunes en matière d'insertion professionnelle

→ Commerce et hôtellerie-restauration, deux secteurs impactés par la crise parmi les plus recherchés des peu diplômé-e-s

Les secteurs des services sont traditionnellement pourvoyeurs en emploi pour les jeunes âgé-e-s de 16 à 25 ans à Paris, notamment les secteurs du commerce (12 % contre 9 % des actif-ve-s occupé-e-s de 15 à 64 ans) et de l'hébergement-restauration (8 % contre 5 %). Ces deux secteurs ont été particulièrement impactés par la crise sanitaire à Paris, et n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant crise au 4^e trimestre 2021 (-3,8 % d'emplois salariés dans le commerce et -3,1 % dans l'hôtellerie-restauration).

Ces secteurs sont également les plus recherchés des jeunes demandeur-se-s d'emploi. Les moins diplômé-e-s (sans diplôme, CEP, BEPC) sont plus nombreux-ses à rechercher un emploi dans le commerce (20 %) et l'hôtellerie - restauration - tourisme (14 %), que les plus diplômé-e-s (Bac + 2 ou supérieur) plus nombreux-se dans les secteurs du support en entreprise (28 %) et de la communication et des médias (15 %). Parmi les métiers les plus recherchés par les moins de 25 ans, on retrouve les métiers de

vente en habillement et accessoires, mise en rayon, communication, accueil et renseignement, serveurs en restauration, marketing, etc. Par rapport à décembre 2019, certains métiers sont plus souvent recherchés tels que dans le secteur de l'industrie (+17 %), de la santé (+12 %) et de la banque, assurance, immobilier (+15 %), à l'inverse de la communication, médias, multimédias (-14 %), de l'hôtellerie - restauration (-15 %) et du support à l'entreprise (-7 %).

Les métiers du transport et de la logistique connaissent la plus forte hausse des entrées en emploi des jeunes suivis par la Mission Locale de Paris. Ils représentent 20 % des entrées en emploi non durable en 2020 et 2021 contre 15,6 % en 2019 (notamment dans le magasinage, manutention des charges et déménagement) et 16,9 % des jeunes entrés en emploi durable en 2021 contre 12,6 % en 2019 (notamment le personnel de conduite du transport routier). Les jeunes qui résident dans un quartier de la politique de la ville sont plus nombreux-se-s à entrer en emploi dans ce secteur (25,5 % des entrées en emploi non durable et 24 % des entrées en emploi durable). À l'inverse, les secteurs du commerce, vente, grande distribution et de l'hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs et animation ont connu une diminution des entrées en emploi depuis 2019.

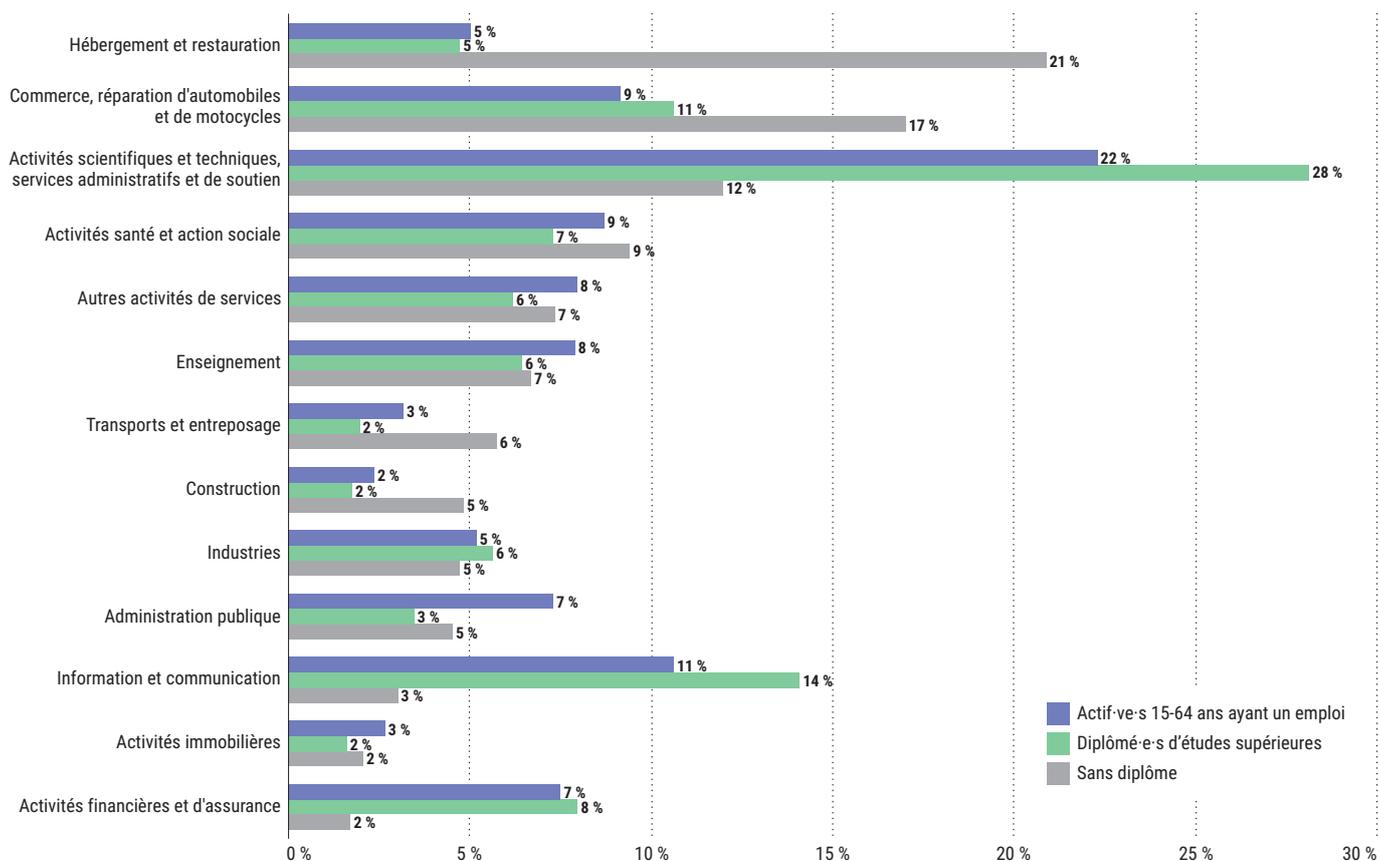
Selon l'enquête « besoins de main-d'œuvre 2022 » de Pôle Emploi, près de 533000 recrutements sont projetés par les employeurs en Île-de-France, dont 160910 à Paris. **Les difficultés de recrutements les plus fortes concernent les secteurs de l'hébergement-restauration (employés de l'hôtellerie), la santé humaine et l'action sociale (infirmiers, aides à domicile et aides ménagères, aides-soignants), la construction (ouvriers de la construction et du bâtiment),** ou encore les métiers d'ingénieurs et cadres d'étude, R&D en informatique, chefs de projet informatique, etc.



Mission locale de Paris, site Soleil (81 Bd de Port-Royal)

© Apur - David Boureau

RÉPARTITION DES ACTIF-VE-S OCCUPÉ-E-S ÂGÉ-E-S DE 16 À 25 ANS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET NIVEAU DE DIPLOME À PARIS



Diplômé-e-s d'études supérieures : diplômé-e-s d'un Bac +2 et supérieur à Bac +2

Secteurs d'activités qui recrutent : hébergement-restauration, santé humaine et action sociale, construction, ingénieurs et cadres d'études, informatique

Source : Recensement de la population (Insee) - 2018 - Traitement Apur



Cyclologistique sur le boulevard du général d'armée Jean Simon

© Apur

Selon le rapport de la Direction de l'Animation de la Recherche des Études et des Statistiques (DARES) sur les métiers en 2030²², **les métiers les plus créateurs d'emplois en France entre 2019 et 2030** devraient être les ingénieurs informatiques, les infirmiers-sages-femmes, les aides-soignants, les cadres commerciaux, les aides à domicile, les ouvriers qualifiés de la manutention, les cadres des services administratifs et financiers, et les ingénieurs et cadres techniques de l'industrie.

fessionnelle, ou encore l'intérêt et le contenu du travail, notamment pour les jeunes femmes.

« La crise sanitaire a pu également avoir eu un impact sur **l'engagement et la volonté d'agir des jeunes**, avec par exemple une hausse des missions de service civique en 2020 dans les centres de vaccination ou les EHPAD. »

Ville de Paris –
Direction de la Jeunesse et des Sports

« **D'autres secteurs d'activité peinent à recruter**, c'est le cas par exemple des métiers de la sécurité privée qui restent aujourd'hui peu attractifs pour les jeunes, notamment les jeunes femmes, mais dont les besoins de recrutement grandissent avec la proximité des Jeux Olympiques et Paralympiques. L'ARS mène une campagne de communication sur les **métiers de la santé. Services à la personne, informatique, commerce, logistique** sont aussi en tension. Des négociations sont par ailleurs menées sur les rémunérations et les conditions de travail dans certains secteurs pour être plus attractifs, comme **l'hôtellerie-restauration.** »
Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

Les jeunes Francilien-ne-s semblent par ailleurs avoir **une mobilité professionnelle plus importante et une pratique du télétravail moins fréquente** que les actif-ve-s plus âgé-e-s²⁴. Elles-ils sont plus nombreux-se-s à se déclarer insatisfaits du télétravail concernant le matériel, la flexibilité dans l'organisation du temps et des horaires de travail et la conciliation entre vie professionnelle et privée. Elles-ils sont également plus nombreux-se-s que les autres classes d'âge à penser quitter leur entreprise, un projet qui s'accompagne plus souvent d'une aspiration à la mobilité géographique dans une autre région ou à l'étranger.

Avec la crise sanitaire, les relations à l'emploi ont évolué pour certains actif-ve-s, notamment les jeunes qui ont exprimé un besoin plus fort de pouvoir concilier vie professionnelle et privée.

→ De nouvelles attentes en matière d'insertion professionnelle

Avec la crise sanitaire, les relations à l'emploi ont évolué pour certains actif-ve-s, notamment les jeunes qui ont exprimé **un besoin plus fort de pouvoir concilier vie professionnelle et privée**. Selon les travaux à l'échelle nationale de l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Population (INJEP)²³, plus d'un tiers des jeunes âgé-e-s de 18 à 30 ans indiquent que la crise sanitaire a eu **un impact sur leur projet professionnel**. Ces mêmes travaux précisent que les jeunes français-es âgé-e-s de 18- 30 ans semblent avoir **des attentes professionnelles** davantage orientées vers la question de la rémunération, la possibilité de conjuguer vie de famille et vie pro-

²² – DARES, *Les métiers en 2030*, mars 2022.

²³ – INJEP, *Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2021*, janvier 2021.

²⁴ – Institut Paris Région, *Aspirations et préoccupation des jeunes Franciliens*, décembre 2021.

La santé des jeunes à Paris et dans le Grand Paris

Un besoin de partage et d'approfondissement des connaissances sur la santé des jeunes

Cette analyse prend appui sur la lecture et l'analyse de plusieurs publications spécialisées, dont une part importante a été produite par l'Observatoire Régional de Santé (ORS) d'Île-de-France. Plusieurs thématiques sont abordées : perception de la santé, droit à la santé, couverture maladie, santé mentale, santé sexuelle, conduites à risques, sommeil...

Cette revue des connaissances a été complétée par des entretiens réalisés avec plusieurs acteurs experts de la santé des jeunes dans le Grand Paris et par les échanges issus d'un atelier organisé le 24 mai 2022. L'atelier associait l'Unité départementale de l'Agence Régionale de Santé, des représentants de la Ville de Paris (Direction de la Jeunesse et des Sports, Direction de la santé publique, Direction de la Démocratie, des Citoyen-ne-s et des Territoires), de la Métropole du Grand Paris, de la Mission locale de Paris, du Samusocial de Paris, de l'Observatoire français des drogues et des

tendances addictives et de l'association spécialisée en santé mentale L'EPOC.

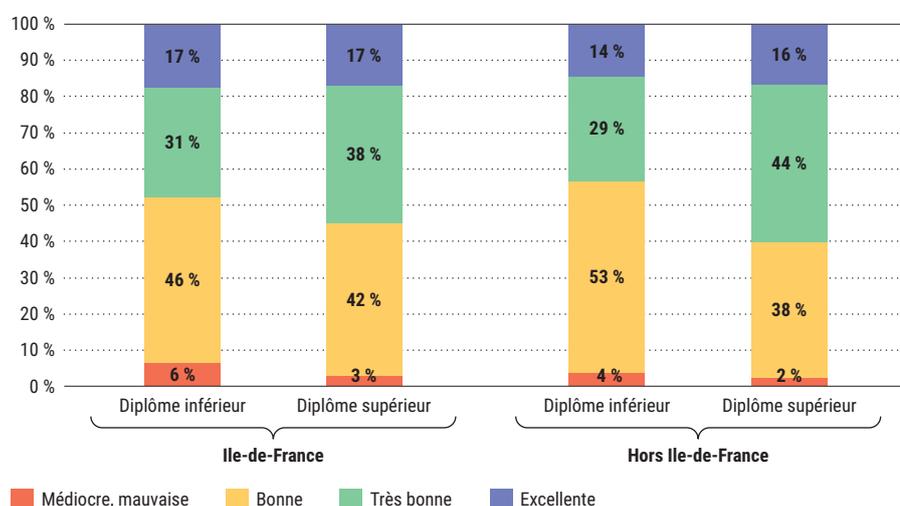
Cinq ensembles d'enjeux peuvent être identifiés et quelques actions en réponse sont présentées.

1 Des jeunes qui s'estiment majoritairement en bonne santé

L'écrasante majorité des jeunes de 15 à 25 ans s'estiment en bonne, très bonne, voire excellente santé en Île-de-France. Pour autant, les gradients sociaux de santé influent sur l'état de santé des populations, et ce quel que soit l'âge. Se fondant sur le baromètre santé 2016, l'ORS d'Île-de-France²⁵ montre que les jeunes disposant d'un diplôme dit « inférieur » s'estiment en moins bonne santé que ceux bénéficiant de diplômes « supérieurs ». Les jeunes vivant en Île-de-France s'estiment légèrement plus souvent en mauvaise santé que dans le reste de la France.

Malgré ces estimations généralement positives en matière de santé chez les jeunes, les affections longue durée (ALD), qui permettent d'appréhender les maladies chroniques, touchent une partie de

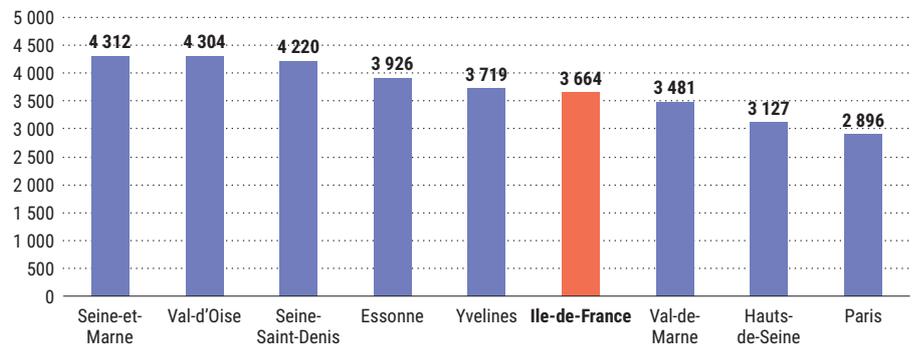
PERCEPTION DE SA SANTÉ CHEZ LES JEUNES DE 15-25 ANS



Source : baromètre santé 2016, exploitation ORS Île-de-France

25 – ORS Île-de-France, La santé des jeunes Franciliens, résultats du baromètre de Santé Publique France 2016, septembre 2019.

NOMBRE D'AFFECTIONS LONGUE DURÉE POUR 100 000 JEUNES DE 15-24 ANS PAR DÉPARTEMENT



Sources : CnamTS, MSA, RSI, Fnors, Insee. Exploitation ORS Ile-de-France

la jeunesse francilienne²⁶. **Plus de 54000 jeunes de 15 à 24 ans souffrent d'une affection longue durée selon l'ORS (toutes causes confondues) en Île-de-France, dont la plus fréquente est l'ALD psychiatrique (environ 14000 jeunes, 1 % des Francilien-ne-s).**

La part de jeunes en affection longue durée est la plus faible à Paris en comparaison avec les autres départements de l'Île-de-France. Les départements de Seine-et-Marne, du Val-d'Oise et de Seine-Saint-Denis sont ceux dans lesquels le taux d'ALD pour 100000 jeunes de 15 à 24 ans est le plus élevé.

Dans ce contexte, les experts interrogés et les participants à l'atelier partenarial du 24 mai 2022 s'accordent pour dire que la santé n'est pas un sujet prioritaire pour beaucoup de jeunes, sauf lorsqu'une urgence se présente. Cette faible préoccupation sur la santé constitue un enjeu selon eux, sachant que les facteurs de santé dans des âges plus avancés dépendent de la préservation d'un bon état de santé tout au long de la vie.

Des inégalités sociales de santé sont également visibles chez les jeunes dont l'exemple du surpoids constitue une illustration. Les foyers aux revenus les plus faibles et les jeunes aux diplômes les moins élevés souffrent plus souvent d'un excès de poids. De même, les jeunes sans emploi sont plus touchés (13,6 % en obésité) en comparaison de ceux en emploi (6,3 % en obésité) ou lycéens / étudiants.

En Île-de-France, un jeune sur cinq est en excès de poids en 2016²⁷ en Île-de-France. Les jeunes Parisien-ne-s sont moins touché-e-s en comparaison des autres départements: 10 % sont en surpoids (contre 25,5 % en Seine-Saint-Denis, 21,7 % en Essonne et en moyenne 15,1 % en Île-de-France).

② Un enjeu d'ouverture de leurs droits et de lutte contre le non-recours aux soins

Parmi les jeunes vivant en Île-de-France, 95,7 % disposent d'une protection sociale²⁸. La grande majorité est rattachée à la sécurité sociale, tandis qu'une minorité dispose de la CSS (ex-CMU) / AME (environ 7 % selon l'ORS).

4,3 % des jeunes âgé-e-s de 15 à 25 ans se trouvent donc sans protection sociale. L'absence de protection sociale est supérieure pour les jeunes hommes (6,7 %) que pour les jeunes femmes (2 %), et supérieure en Île-de-France que dans le reste de la France (1,6 %).

« Pour les jeunes qui font face à l'accumulation de freins sociaux, la santé est le dernier des trucs auxquels ils pensent, sauf si on a mal aux dents ou qu'on n'arrive pas à avoir un rendez-vous ou à ouvrir des droits. »

Mission Locale de Paris

²⁶ – ORS IDF, *Les jeunes en situation de vulnérabilité en Île-de-France, Approche socio-territoriale des indicateurs de santé*, 2020.

²⁷ – ORS aux rencontres CRIES, *La santé des jeunes en Île-de-France, des inégalités sociales et territoriales marquées*, 14 octobre 2021.

²⁸ – Exploitation du baromètre santé 2016 de Santé Publique France par l'ORS.

L'absence de protection complémentaire chez les jeunes de 15 à 25 ans est d'autant plus importante que 15,7 % des jeunes n'ont pas de protection complémentaire en Île-de-France (contre 9,7 % pour les jeunes hors Île-de-France, 18,4 % des jeunes Franciliens et 13,1 % des jeunes Franciliennes). **Or, le renoncement aux soins est fortement corrélé à l'absence de complémentaire santé.**

Près de 17 % des jeunes de 15 à 25 ans ont dû renoncer à des soins de santé pour des raisons financières en 2016 en Île-de-France selon l'ORS, essentiellement pour des soins dentaires et des consultations de médecin. Cela touche davantage les jeunes femmes que les jeunes hommes et ces tendances sont statistiquement proches en Île-de-France et dans le reste de la France.

Face à ces constats, apparaît un besoin de mieux informer et orienter les jeunes pour qu'ils fassent valoir leurs droits liés à la santé et ne renoncent pas aux soins. Le non-recours aurait été d'autant plus élevé dans le contexte de crise sanitaire. Il serait accentué par les difficultés de repérage des problèmes de santé chez les jeunes, leur méconnaissance de l'offre de santé et la dématérialisation d'une partie des services publics. Lors de l'atelier, l'Observatoire Samusocial de Paris insiste par ailleurs sur la nécessité d'impliquer les jeunes dans les réflexions sur la meilleure façon d'aborder les questions de santé auprès des jeunes et d'adapter les dispositifs en réponse.

« La crise sanitaire a empêché les personnes de consulter, de se faire soigner, de démarrer des traitements, de retrouver un parcours de soins efficace... À l'enjeu du non-recours s'associe l'enjeu de la non-connaissance [de l'offre en santé]. »

Agence Régionale de Santé

« Une question importante se pose autour de l'accès aux droits et aux soins, et plus largement à l'information disponible pour lutter contre la non-connaissance de l'offre. On a un enjeu aussi autour du repérage des besoins avec des jeunes qui viennent avec un problème qui en masque parfois d'autres. [...] Il faut travailler à l'opérationnalité d'un accès rapide aux droits et aux soins. En cela, l'orientation vers un médecin généraliste est très importante, de même que la proposition de bilans de santé gratuits et de réorientations rapides après la rencontre avec un psychologue. Il faut un réel suivi du parcours de santé des jeunes, notamment pour les moins diplômés sans médecin traitant. »

**Direction de la Santé Publique,
Ville de Paris**

« On fait le constat d'un abandon des soins par les jeunes en quartiers prioritaires pour des raisons financières. Le Fonds d'aide aux jeunes permet de résoudre des situations. [...] On remarque également un défaut de connaissance du système de santé. »

**Direction de la Démocratie,
des Citoyen-ne-s et des Territoires,
Ville de Paris**

Prévention santé à la Mission Locale de Paris

Au sein de la Direction Compétence Emploi Inclusion Bénévolat (DCIE), la chargée de projet santé/handicap intervient pour lever les freins d'accès aux droits des jeunes accompagnés par la Mission Locale de Paris. Grâce à un partenariat avec la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, la mission d'accompagnement santé vise à lutter contre le renoncement aux soins et améliorer la couverture maladie des jeunes. Des rendez-vous facilités avec l'Assurance Maladie permettent de débloquer des problèmes administratifs entravant l'accès au droit à la santé des jeunes en insertion. Par ailleurs des bilans santé sont proposés en lien avec la CPAM ou IPC, le Centre d'Examens de Santé conventionné par l'Assurance Maladie.

La Mission Locale est également soutenue par l'Agence régionale de santé d'Île-de-France pour la mise en place de permanences psychologiques sur six sites dans le cadre d'une action intitulée « le bien-être comme levier d'insertion ». Elle travaille par ailleurs avec trois structures : les associations APASO et ParADOxes et le cabinet EOSPSY.

La Mission Locale fait également intervenir des partenaires comme le CRIPS et l'association Charonne sur les infections sexuellement transmissibles ou sur des sujets de santé publique comme la consommation de chicha, la prévention des violences faites aux femmes ou la nocivité du protoxyde d'azote. Une nouvelle action est en cours de développement sur le sport-santé au travers d'initiations à la boxe et au cross-training devant remobiliser la confiance des jeunes accompagnés.

La santé mentale, en lien avec la lutte contre l'isolement d'une partie de la jeunesse, constitue un fort enjeu, accentué par la crise sanitaire.

③ Une priorité sur la santé mentale et la lutte contre l'isolement

La santé mentale, en lien avec la lutte contre l'isolement d'une partie de la jeunesse, constitue un autre enjeu, accentué par la crise sanitaire. L'offre d'accompagnement et de soins en santé mentale est jugée insuffisante et saturée. Cela serait d'autant plus préjudiciable pour le public jeune pour qui l'immédiateté des propositions de réponse est jugée primordiale.

« On a très clairement une priorité sur la santé mentale qui a notamment été révélée par la crise sanitaire. Beaucoup de choses ont été mises en place : le dispositif Mon Psy par la CPAM par exemple, le financement de consultations et le soutien financier à des associations comme l'Epoc. »

Agence Régionale de Santé

« Avec les jeunes, il faut saisir l'immédiateté de la demande. On perd les jeunes lorsque les rendez-vous sont trop lointains. »

L'EPOC

« La santé mentale est un sujet important depuis longtemps à la Mission locale qui a mis en place des permanences sur rendez-vous. On note une augmentation du nombre de demandes d'entretiens avec un psychologue »

Mission locale de Paris

Selon l'ORS, **11 % des jeunes vivant en Île-de-France déclarent avoir eu des pensées suicidaires au cours de l'année en 2016**, une part équivalente à celle observée en France. 2,2 % des jeunes ont déjà tenté de se suicider au cours de leur vie, légèrement moins qu'en France (3 %).

Les jeunes femmes sont davantage concernées : 13,9 % ont eu des pensées suicidaires au cours des 12 mois (contre 8,3 % des jeunes hommes) et 3,3 % ont déjà tenté de mettre fin à leur vie (contre 1,2 % des jeunes hommes).

Depuis le début de la crise sanitaire, Santé Publique France publie différents points de situation régionaux sur la santé mentale en France. Analysant les passages aux urgences du réseau Oscour, celui du 22 décembre 2021 en Île-de-France²⁹ met en évidence **une augmentation des troubles psychologiques et de l'humeur chez les enfants et adolescents en 2021 par rapport à la période antérieure à l'épidémie (2018-2020)**.

Plus significatif encore, le nombre de passages pour idées ou gestes suicidaires aux urgences chez les 11-17 ans est en forte hausse en 2021 par rapport aux années précédentes (2018-2020).

Les impacts de la crise sanitaire sur la santé mentale des adultes semblent moins marqués en 2021, bien qu'on note une augmentation des passages aux urgences des 18 ans et plus pour des idées suicidaires.

L'Injep et le Credoc, au travers du baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2021³⁰, soulignent que la crise sanitaire « pèse sur le moral des jeunes » interrogés. En effet, 45 % des jeunes démontreraient un « état d'esprit négatif ». Le pessimisme gagnerait du terrain parmi les jeunes, du fait notamment d'une perte de repères et d'incertitudes sur l'avenir. Ces tendances seraient accentuées par l'isolement et genrées, puisque les jeunes hommes seraient plus « déterminés » alors que les jeunes femmes seraient plus « inquiètes » selon l'étude : « en 2021, 33 % des jeunes hommes ont un état d'esprit globalement négatif (+5 points) alors que la majorité des femmes (56 %, +11 points) envisagent les choses globalement négativement. »³¹.

Le Samusocial de Paris réalise en 2022 une étude sur la précarité des étudiant-e-s se rendant en points de distribution alimentaire. La Mission locale de Paris a mené une étude sur la santé mentale des jeunes suivis pendant le confinement. Ces études soulignent les

29 – Santé mentale en région Île-de-France. Point épidémiologique bimestriel du 14 mars 2022.

30 – Solen BERHUET, Lucie BRICE MANSENCAL, Sandra HOIBIAN, Charlotte MILLOT, Jörg MÜLLER, *Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2021*, INJEP-CREDOC, janvier 2022.

31 – Injep-ORS 2022, *op. cit.*, page 20.

liens entre alimentation et santé mentale (mange-t-on moins si on fait face à un état dépressif ou inversement la faim entraîne-t-elle un risque dépressif?), et ceux entre mal-logement, précarité et santé dégradée.

« La Mission Locale a commandité une étude sur son public avec 800 jeunes interrogés.

Il en ressort un lien important entre le logement/hébergement et la santé. 30 % des jeunes interrogés sont en structure d'hébergement d'urgence. [...] Une majorité des répondants déclarait ne manger qu'une fois par jour, ce qui a mis en avant le sujet de l'alimentation et son lien avec la santé mentale. Se pose la question de savoir si ce sont les problèmes alimentaires qui causent des difficultés de santé mentale ou inversement ou les deux conjointement. »

Mission locale de Paris

« 35 % de la population étudiante qui se rendait en distribution alimentaire souffrait d'un état dépressif majeur. 41 % pour les femmes et les taux plus élevés chez les étudiants français qu'étrangers. [...] et la crise sanitaire a dégradé la santé pour 65 % des répondants. [...] On note un enjeu autour du renoncement aux soins : 52 % disent avoir renoncé aux soins au cours des 12 derniers mois (principalement pour les soins spécialisés : dentaires, gynéco, santé mentale). Enfin, un score de faim a été évalué : 11 % sont en état de faim sévère et 15 % en faim modérée. »

Samusocial

Le Quartier Santé de QJ, trois priorités portées par la coordination santé : santé sexuelle, santé mentale et réduction des risques

Le Quartier Santé de QJ (Quartier Jeunes) propose des conseils, informations et suivis aux jeunes dans trois domaines en particulier : la santé mentale, la santé sexuelle et la prévention/réduction des risques. 17 associations ont souhaité participer au projet à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt. Les services de santé sexuelle de l'Hôtel-Dieu sont présents tous les mardis. Des permanences de psychologues et psychiatres sont notamment proposées, associant des partenaires associatifs spécialisés tels que Apaso, l'Époc et ParADOxes. Une réflexion est en cours pour développer d'autres thématiques, parmi lesquelles l'accès aux droits, la gestion des écrans, les questions de sommeil ou encore les troubles alimentaires (boulimie, anorexie).

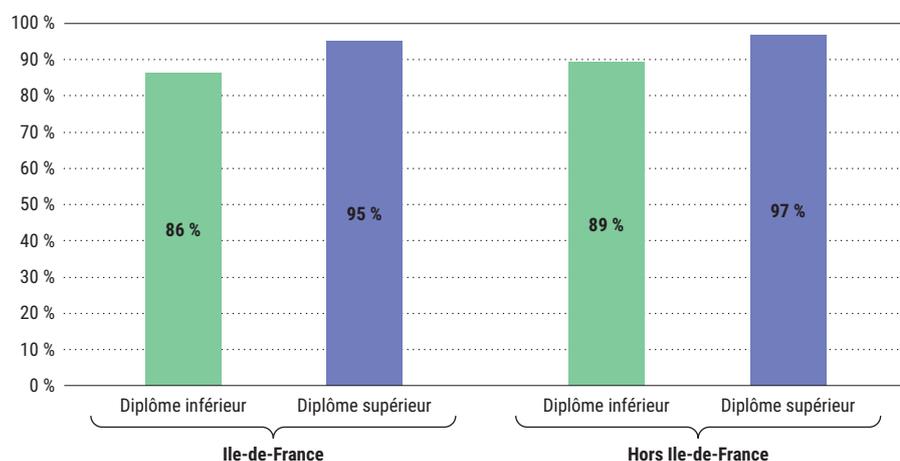
« Même si la vocation première de l'offre santé à QJ est tournée vers la sensibilisation des jeunes aux questions de santé, les consultations à QJ se font sans rendez-vous pour un maximum de 20 h, ce qui constitue une offre adaptée aux jeunes qui attendent des réponses immédiates. L'offre commence à être bien identifiée et ce alors que le système en santé mentale apparaît saturé. Il est très compliqué de trouver une consultation gratuite disponible dans des délais raisonnables. »

Direction Santé Publique, Ville de Paris

4 Des enjeux en santé sexuelle

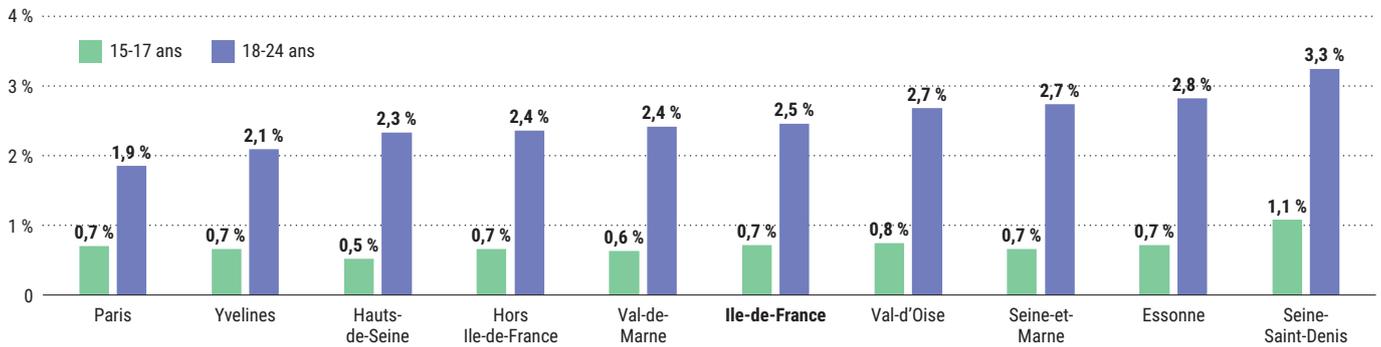
La santé sexuelle est un autre enjeu bien identifié par les partenaires. Cela passe par une sensibilisation et un dépistage des infections sexuellement transmissibles, l'accès à des moyens de contraception efficaces gratuits ou abordables, le dialogue autour des grossesses non désirées, la lutte contre les violences sexuelles et sexistes ou encore la lutte contre les discriminations liées à l'identité ou à l'orientation sexuelle.

UTILISATION D'UNE MÉTHODE DE CONTRACEPTION EFFICACE CHEZ LES FEMMES DE 15 À 25 ANS SEXUELLEMENT ACTIVES DANS LES 12 MOIS



Source : baromètre santé 2016, exploitation ORS

RECOURS À L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE EN ÎLE-DE-FRANCE



Source : PMSI, Sniiram, Insee, exploitation ORS Île-de-France

32 – Source ORS. Méthodes contraceptives pour lesquelles le taux de grossesses non désirées pour 100 femmes pendant la première année d'utilisation, telle qu'utilisée couramment, est inférieur à 25% : implant, vasectomie, ligature des trompes, dispositif intra-utérin, injections hormonales, contraceptifs oraux, anneau vaginal, patch contraceptif, diaphragme, cape cervical, préservatif masculin, préservatif féminin.

33 – ORS, *La santé des jeunes Franciliens*, 2019, *op. cit.*

34 – ORS IDF, *Consommations de tabac, d'alcool et de cannabis chez les jeunes adultes en Île-de-France Résultats du Baromètre de Santé publique France 2017, évolutions depuis 2005*, 2021.

Les données disponibles à ce sujet apparaissent relativement limitées. **En 2016, 91 % des jeunes femmes de 15 à 25 ans sexuellement actives avaient recours à un mode de contraception efficace³², avec des variations selon les niveaux de diplôme** : 86 % des Franciliennes avec un diplôme inférieur, 95 % un diplôme supérieur.

La même année, 13 620 Interruptions Volontaires de Grossesse ont été réalisées, à l'hôpital ou en médecine de ville, chez des femmes de 18 à 24 ans domiciliées en Île-de-France (hors IVG réalisées à l'étranger), soit **un taux de 24,6 IVG pour 1000 femmes de 18**

à 24 ans, en légère baisse par rapport à 2015 (25,2 pour 1 000 femmes de 18 à 24 ans). **Les disparités sont fortes d'un département à l'autre** : la part des mineures et des majeures de moins de 25 ans est la plus élevée en Seine-Saint-Denis.

En 2019, 4,6 % des jeunes âgés de 15 à 25 ans vivant en Île-de-France ont déclaré avoir déjà été victimes d'un viol, 6,2 % d'une tentative de viol³³.

5 Prévention des conduites addictives ou à risque

En complément des questions de santé sexuelles, la prévention des conduites addictives ou à risques est un besoin bien identifié par les partenaires et sur lequel plusieurs actions sont déployées.

Les données Escapad (OFDT)³⁴ concernant les déclarations de consommations d'alcool, de tabac et de cannabis montrent des niveaux de consommation généralement plus élevés chez les hommes que les femmes, avec des variations notamment sur la consommation d'alcool et de tabac. L'alcool arrive en tête des niveaux de consommations, suivi du tabac et enfin du cannabis. Les consommations sont également plus élevées hors de l'Île-de-France quel que soit le sexe.

Mission Métropolitaine de Prévention des Conduites à Risques – Paris / Seine-Seine-Denis

Créée en 2013, la Mission Métropolitaine de Prévention des Conduites à Risques (MMPCR) se fonde sur une collaboration entre la Ville de Paris et le Département de Seine-Saint-Denis. La Mission accompagne les professionnels, élus et acteurs de terrain dans l'appréhension des enjeux liés aux conduites à risques. Deux équipes, l'une parisienne, l'autre séquanodionysienne, proposent des interventions et études sur les conduites à risques définies comme « des pratiques excessives et/ou répétitives conduisant des personnes à se mettre en danger, sur les plans physique, psychologique ou social. » Le directeur de la Mission en Seine-Saint-Denis rappelle que l'intervention de la MMPCR dépasse la prévention de l'usage de drogues et la Mission porte des actions sur les jeux d'argent, la prévention des rixes ou encore la prostitution des mineurs.

La MMPCR dispose d'un espace d'information, de rencontres et d'écoute à destination des jeunes de 13 à 25 ans dans la galerie marchande Rosny 2 à Rosny-Sous-Bois : l'espace « tête à tête ». Débats, projections, rencontres sont proposés dans ce lieu d'accueil ouvert du lundi au samedi permettant d'aborder des thèmes tels que la sexualité, les drogues, le mal-être ou encore les violences de façon anonyme et sans condition. Le lieu accueille également des rencontres scolaires.

Les expérimentations d'alcool, tabac et de cannabis par les jeunes de 17 ans placent Paris en tête des départements franciliens avec les Yvelines. Près d'un Parisien-ne de 17 ans sur deux a déjà expérimenté le cannabis. Plus de huit sur dix ont déjà bu de l'alcool et plus de la moitié fumé une cigarette.

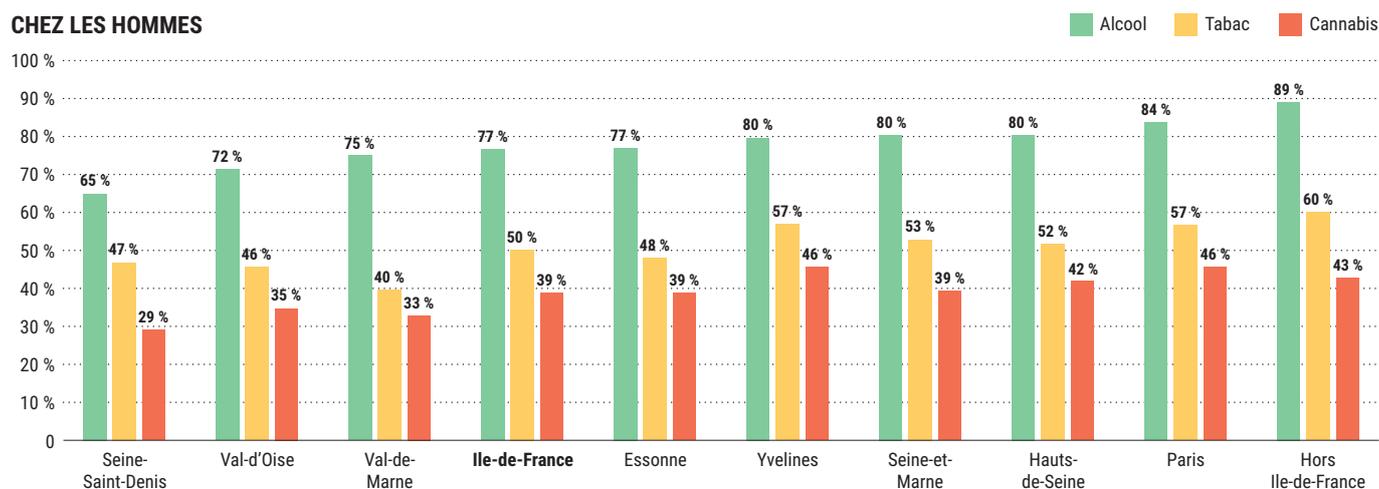
Les variations par département sont significatives: **les jeunes de 17 ans de Seine-Saint-Denis déclarent moins que les jeunes de Paris et des Hauts-de-Seine avoir déjà expérimenté alcool, tabac ou cannabis.** Cela peut s'expliquer par des niveaux de ressources moindres. Les variations interdépartementales apparaissent également légèrement plus fortes chez les jeunes femmes: à titre

d'exemple, 87 % des jeunes Parisiennes de 17 ans ont déjà expérimenté l'alcool, contre 57 % des jeunes femmes de Seine-Saint-Denis; la variation est de 84 % pour les jeunes hommes de 17 ans ayant déjà expérimenté l'alcool à Paris contre 65 % en Seine-Saint-Denis.

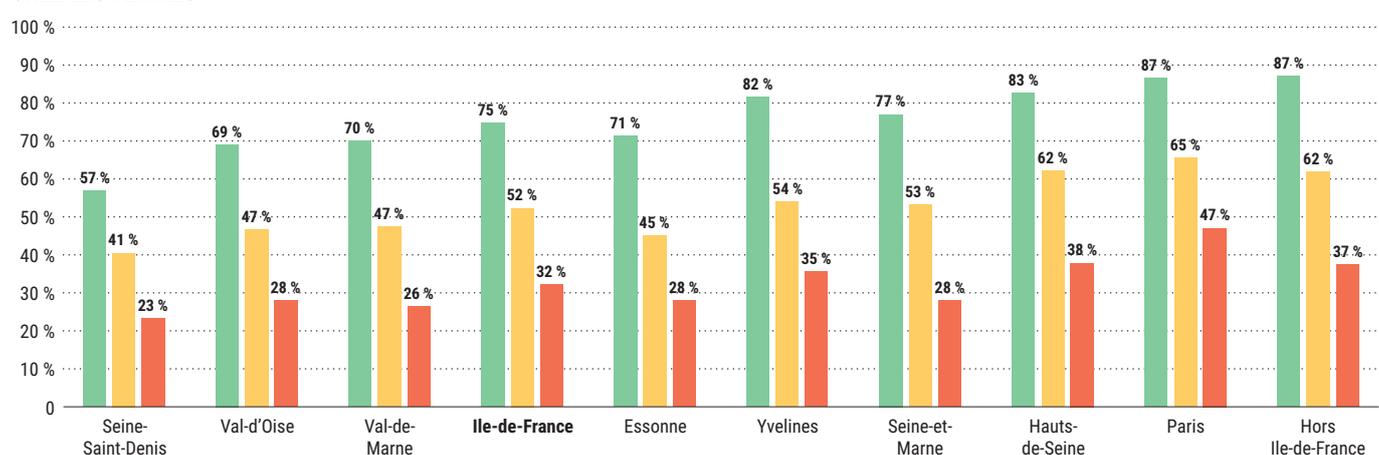
Ces données montrent des différences territoriales qui masquent des disparités sociales. Les types de consommations diffèrent selon les classes sociales, avec des jeunes de catégories sociales élevées qui tendent à davantage consommer et des jeunes socialement plus défavorisés qui en moyenne consomment moins mais pour qui les situations peuvent être plus graves et les addictions plus marquées.

EXPÉRIMENTATION D'ALCOOL, DE TABAC ET DE CANNABIS À 17 ANS EN ILE-DE-FRANCE

CHEZ LES HOMMES



CHEZ LES FEMMES



* Différences département / reste de l'Île-de-France significatives à au moins 5 % (test du Chi-deux)

Source : Escapad 2017, OFDT exploitation ORS Ile-de-France

En Île-de-France,
28 % des 18-30 ans
déclarent ne pas
avoir un sommeil
réparateur en 2017.

Par ailleurs, la notion de « risque » doit être étendue à de nouvelles questions telles que la prévention des rixes et des violences, de nouvelles consommations (protoxyde d'azote par exemple), mais aussi les addictions aux jeux de hasard et d'argent et aux écrans ou encore aux jeux vidéo. La nouvelle édition en 2022 de l'enquête nationale Escapad pilotée par l'OFDT permettra de disposer de données sur ces enjeux.

Au sujet des écrans, l'ORS a analysé leurs effets au travers de l'enquête du réseau Morphée auprès de 2513 collégien-ne-s et lycéen-ne-s francilien-ne-s³⁵. L'Observatoire note que l'usage des écrans (smartphones, tablettes, consoles de jeux) plus d'une heure après le dîner entraîne des troubles du sommeil et que son utilisation nocturne, même brève, engendre des troubles encore plus significatifs. L'enquête révèle qu'un-e adolescent-e sur quatre se connecte la nuit pour envoyer des SMS ou aller sur les réseaux sociaux. Des risques d'irritabilité, d'anxiété, de frustration et de manque d'énergie en journée proportionnels à la durée d'utilisation des écrans en soirée sont soulignées par l'étude. Plusieurs facteurs explicatifs sont mis en évidence : stimulation psychologique, effet d'addiction perturbant le sommeil, lumière bleue néfaste.

« Un sujet récurrent se pose sur les addictions et pratiques à risque. Les jeunes en quartier Politique de la Ville sont en proportion moins nombreux à consommer des substances illicites mais ont plus de mal à en sortir lorsqu'ils consomment. Les risques sont aussi liés à la délinquance et à une certaine violence, des rixes qui sont devenues régulières. »

**Direction de la Démocratie,
des Citoyen-ne-s et des Territoires,
Ville de Paris**

« Notre hypothèse [concernant les résultats de nouvelle enquête Escapad] est que les élèves de 3^e en 2021 ont eu des niveaux d'usage moindres du fait de la pandémie. Les niveaux d'usage montrent néanmoins des inégalités sociales significatives, comme pour le tabac par exemple avec des différences abyssales selon les catégories sociales, donc les baisses ne vont pas concerner tous les jeunes. »

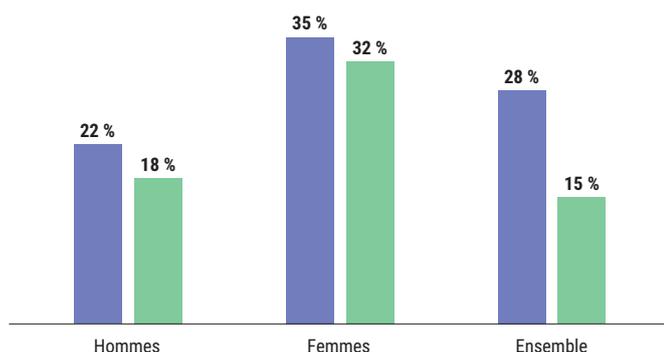
**Direction de la Démocratie,
des Citoyen-ne-s et des Territoires,
Ville de Paris**

Ces résultats sont d'autant plus préoccupants que d'après les données du baromètre santé³⁶, en Île-de-France en 2017, 28 % des 18-30 ans déclaraient ne pas avoir un sommeil réparateur, proche des résultats pour la France (25 %). Les jeunes femmes déclarent davantage que les jeunes hommes que leur sommeil n'est pas réparateur. Il en est de même des jeunes aux faibles ressources.

35 – ORS IDF, Effets des écrans sur le sommeil des adolescents, Résultat de l'enquête du Réseau Morphée auprès des collégiens et lycéens franciliens, 2020.

36 – ORS IDF, Le sommeil des jeunes Franciliens à l'heure du numérique : un enjeu de santé publique largement sous-estimé, 2020.

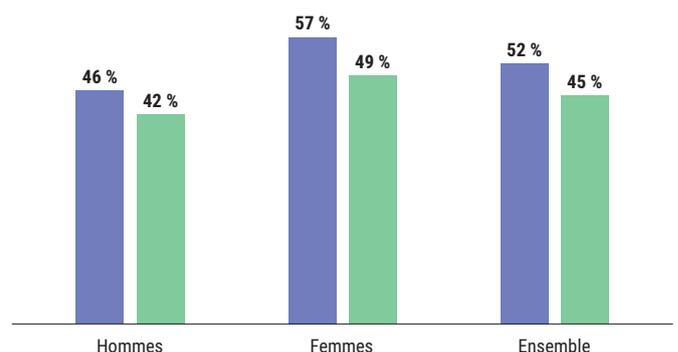
PROPORTION DE PERSONNES DE 18 À 30 ANS DÉCLARANT AVOIR UN SOMMEIL NON RÉPARATEUR, SELON LE SEXE ET LE LIEU DE RÉSIDENCE



Source : baromètre santé 2017 - exploitation ORS

Ile-de-France Hors Ile-de-France

PROPORTION DE PERSONNES DE 18 À 30 ANS DÉCLARANT AVOIR EU DES PROBLÈMES DE SOMMEIL AU COURS DES 8 DERNIERS JOURS SELON LE SEXE ET LE LIEU DE RÉSIDENCE



Source : baromètre santé 2017 - exploitation ORS

Ile-de-France Hors Ile-de-France

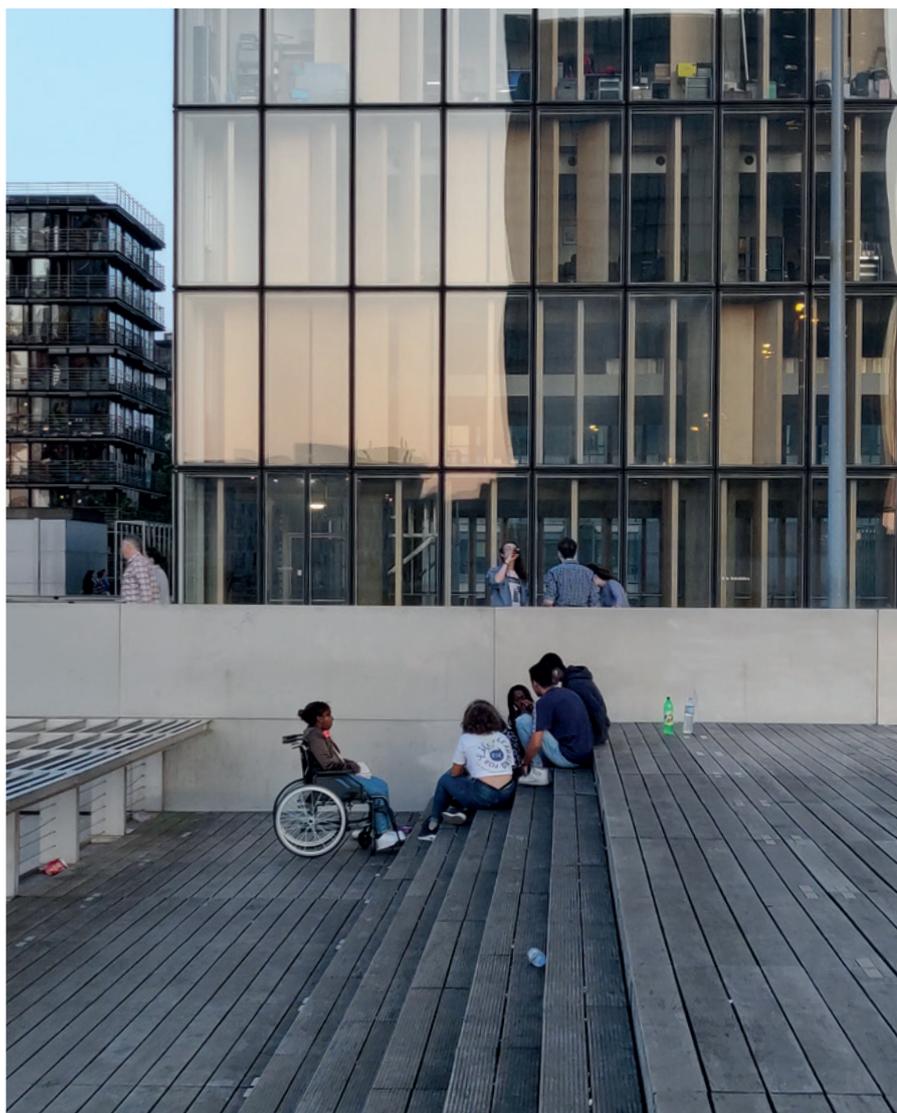
La même année, un peu plus d'un jeune sur deux déclare avoir eu des problèmes de sommeil au cours des huit derniers jours, une proportion plus importante qu'en dehors de la région Île-de-France (52 % contre 45 %).

L'insomnie chronique touche 13 % des jeunes de 18-30 ans (contre 12 % pour le reste de la France) : 20 % des jeunes femmes contre 7 % des jeunes hommes. 29 % des 18-30 ans souffrent d'une dette de sommeil³⁷ en Île-de-France (27 % pour le reste de la France), en particulier les jeunes femmes (36,5 %) par rapport aux jeunes hommes (22 %).

Pour conclure ce focus, il apparaît important de noter que les données et connaissances disponibles appa-

raissent relativement anciennes et ne permettent pas de suivre des tendances faute d'un suivi régulier. Les analyses à une échelle autre que départementale ou régionale sont peu nombreuses compte tenu des échantillons faibles issus des enquêtes nationales.

Des travaux sont en cours pour actualiser les données et proposer des analyses territorialisées. Le baromètre Santé publique France 2021 est en cours de finalisation et pourra être exploité à l'échelle de la région Île-de-France. L'outil cartographique InterSanté Jeunes de l'ORS est en cours d'actualisation. Les données issues de l'enquête Escapad réalisée en 2022 par l'OFDT sont en cours de consolidation pour une éventuelle exploitation conjointe OFDT/Apur à l'échelle du Grand Paris en 2023.



37 – Dette de sommeil = différence de plus de 60 minutes entre le temps de sommeil idéal déclaré et le temps effectif de sommeil en semaine.

38 – Source : Enquête Globale de Transport 2018.

39 – Un déplacement correspond à l'ensemble des trajets pour aller d'un point de départ A à un point d'arrivée B.

La mobilité des jeunes

Les déplacements des jeunes Parisien-ne-s³⁸

Chaque jour, plus de 1 193 000 déplacements³⁹ sont réalisés par des jeunes Parisien-ne-s. Elles-ils représentent 14 % des déplacements effectués par l'ensemble des Parisien-ne-s.

Les transports en commun sont le moyen de déplacement le plus utilisé par les jeunes (49 %). Leur utilisation comme mode de transport principal est bien plus forte que parmi la classe d'âge des 25-74 ans (29 %). La marche à pied est aussi très fréquente (47 %) mais moins que pour les 25-74 ans (57 %).

En revanche, les jeunes recourent proportionnellement moins au vélo (1 % contre 4 % des 25-74 ans) et à la voiture (1 % contre 8 %).

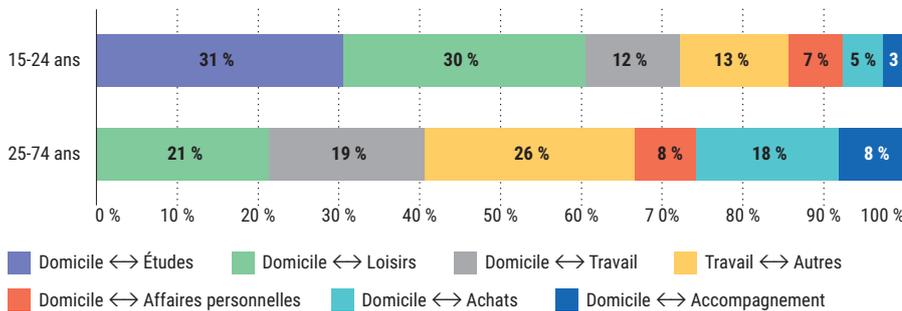
Chez les jeunes, 31 % des déplacements sont motivés par le fait de se rendre sur le lieu d'études et quasiment la même proportion pour les activités de loisirs (30 %).

À l'échelle de la Métropole du Grand Paris, près de 2 650 000 déplacements sont réalisés un jour donné par les jeunes Métropolitain-ne-s. Elles-ils représentent 14 % des déplacements effectués par l'ensemble des métropolitain-ne-s. Les jeunes Parisien-ne-s effectuent 45 % de ces déplacements.

Les transports en commun sont aussi privilégiés par les jeunes Métropolitain-ne-s lors de leurs déplacements (49 %). En revanche, la marche est moins fréquente (42 %) et la voiture plus utilisée (7 %).

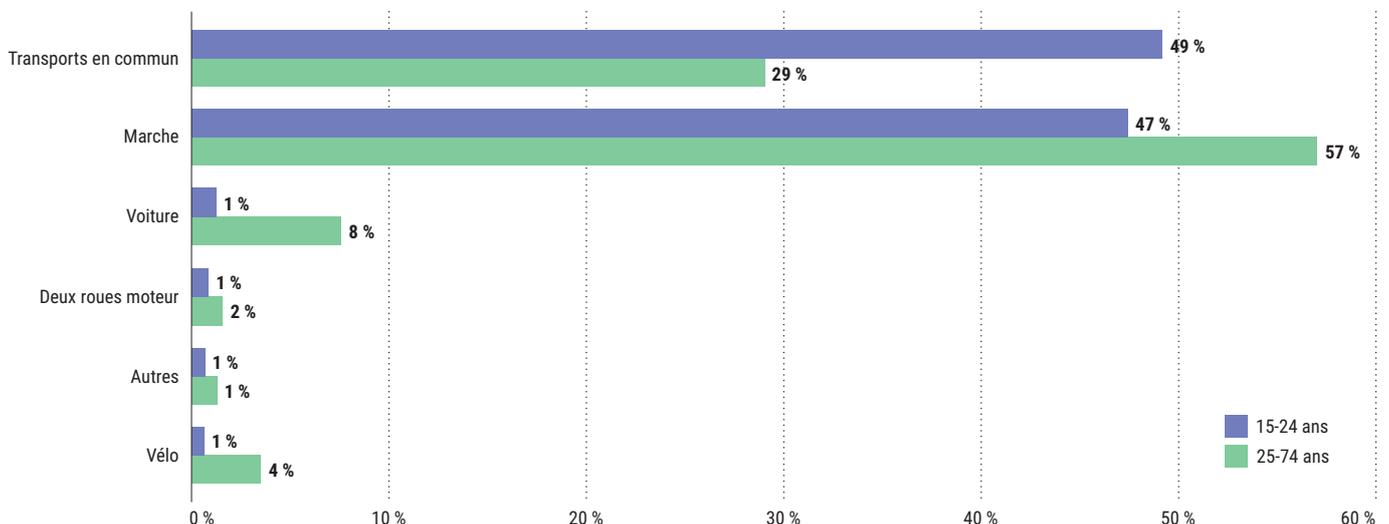
Leurs déplacements sont plus souvent motivés par le fait de se rendre sur leur lieu d'études (38 %) et moins pour la pratique de loisirs (24 %).

RÉPARTITION DES DÉPLACEMENTS DES JEUNES PARISIEN-NE-S PAR MOTIF PRINCIPAL COMPARÉE AUX 25-74 ANS



Source : EGT H2020-Île-de-France Mobilités-OMNIL-DRIEA - Résultats partiels 2018-OMNIL-DRIEA - Résultats partiels 2018 - Traitement Apur

MOYENS DE DÉPLACEMENTS PRINCIPAL DES PARISIEN-NE-S DE MOINS DE 25 ANS COMPARÉS À CEUX DES 25-74 ANS



Source : EGT H2020 - Ile-de-France Mobilités - OMNIL - DRIEA - Résultats partiels 2018 - Traitement Apur

Le Vélib'

Le Vélib', déployé à partir de 2007 sur le territoire parisien, est particulièrement apprécié des jeunes. Au 18 mars 2021, **120 955 jeunes de 18-24 ans disposent d'un abonnement Vélib' et représentent près du tiers (32 %) des abonné-e-s**⁴⁰.

Les femmes sont autant représentées que les hommes parmi les abonné-e-s à Vélib'.

Plus d'un abonnement sur deux est détenu par un-e jeune Parisien-ne (56 %).

Analysées sur une semaine en mars 2021⁴¹, les jeunes ont effectué **près de 173 800 prises Vélib', soit 28 % de l'ensemble des prises Vélib' à Paris**. Plus de deux-tiers de ces prises l'ont été par des jeunes Parisien-nes (76 %). Les femmes représentent 28 % de l'ensemble des prises effectuées (27 % parmi les jeunes Parisien-ne-s).

C'est dans le Quartier Latin, quartier à forte attractivité étudiante, que la part des prises Vélib' des jeunes dans la totalité des prises est la plus élevée (34 %).

Dans Paris Centre et dans les 13^e et 14^e arrondissements, les jeunes utilisent également de manière fréquente

les Vélib', avec de nombreux déplacements, mais elles-ils représentent une part plus limitée de l'ensemble des prises Vélib'.

À noter que le nombre de prises Vélib' se relie pour les jeunes comme pour l'ensemble de la population à différents critères dont la densité de la population présente, le nombre de bornes et le nombre de vélos disponibles.

Analysé heure par heure sur une journée type⁴² et avec plus de 3 360 prises Vélib', **c'est entre 8 h et 9 h que le nombre de prises réalisées par des jeunes est le plus important, tout comme entre 18 h et 19 h (plus de 4 150).**

À partir de cette approche temporelle des prises Vélib' par les jeunes, différents lieux de vie de jeunes peuvent être identifiés.

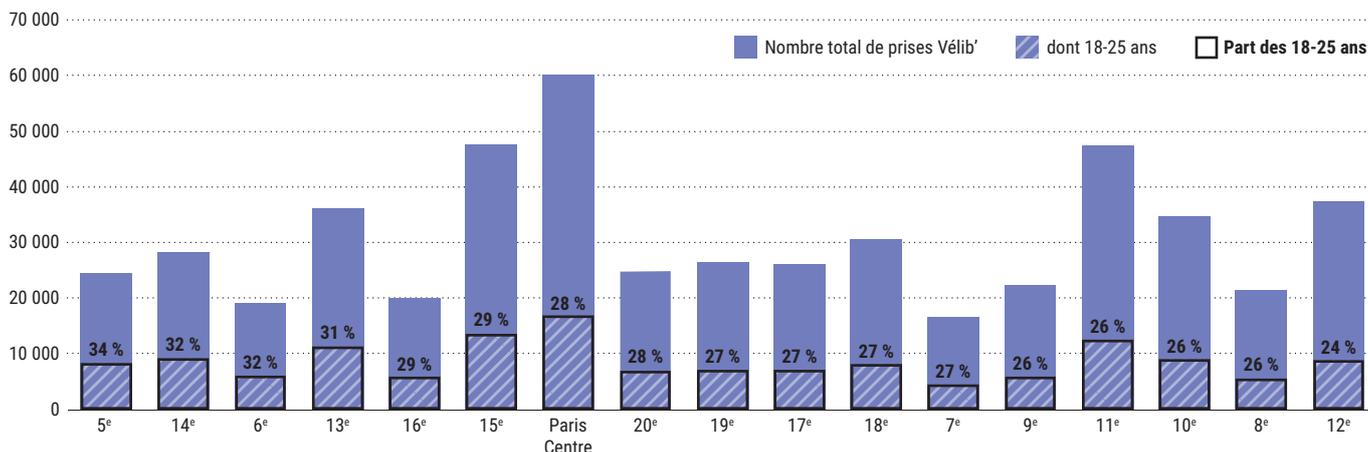
Ainsi, le matin, la part des prises est plus élevée dans leur quartier de résidence (11^e, 13^e, 15^e, 17^e et 20^e), en fin de journée dans les quartiers d'études ou de travail (Paris Centre, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e). Enfin, dans la soirée, des lieux de sortie sont identifiables, notamment dans le centre de Paris, le quartier d'Oberkampf ou de Bastille dans le 11^e, sur les Grands Boulevards dans le 10^e.

40 – Cette analyse s'appuie sur des données transmises par Autolib' & Vélib' Métropole et porte sur les abonnements actifs à la date du 18 mars 2021.

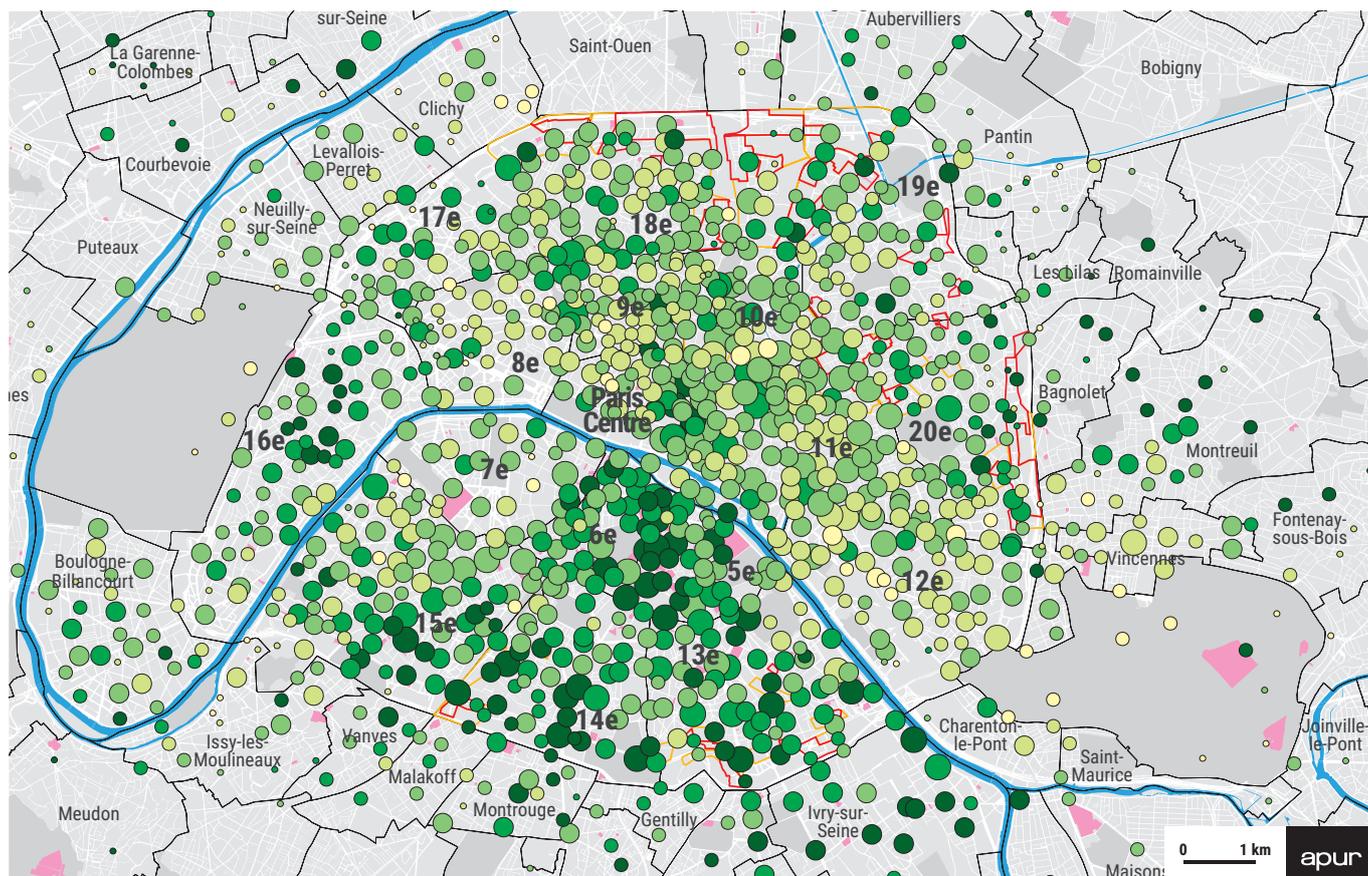
41 – Du 15 au 21 mars 2021.

42 – 18 mars 2021.

NOMBRE DE PRISES VÉLIB' LA SEMAINE DU 15 AU 21 MARS 2021 ET PART DES 18-25 ANS DANS L'ENSEMBLE DES PRISES VÉLIB'

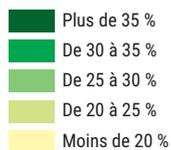


Source : Autolib' et Vélib' Métropole

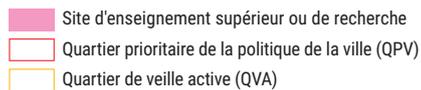
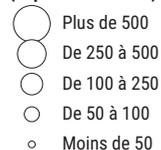


PRISES VÉLIB' PAR LES JEUNES DE 16 À 25 ANS (semaine du 15 au 21 mars 2021)

Part des prises Vélib' par des jeunes de 16 à 25 ans, dans le total des départs de location



Nombre de prises Vélib' par des jeunes de 16 à 25 ans (départ de location)



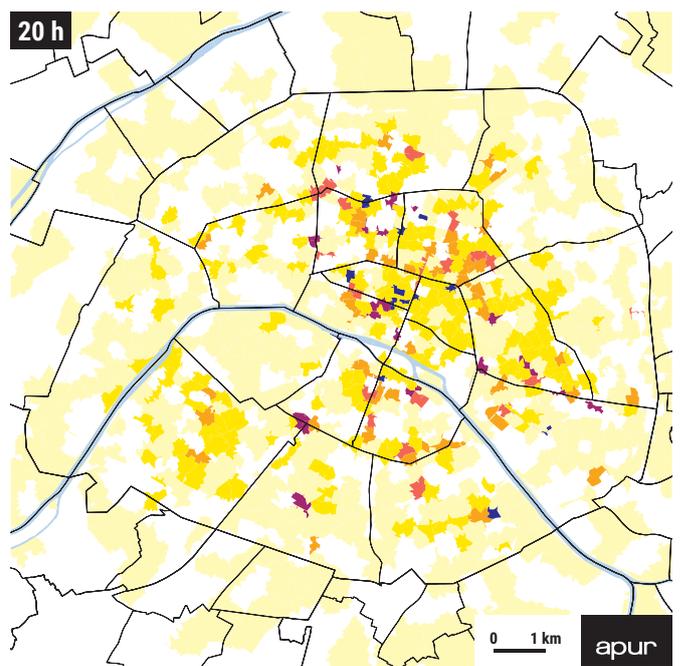
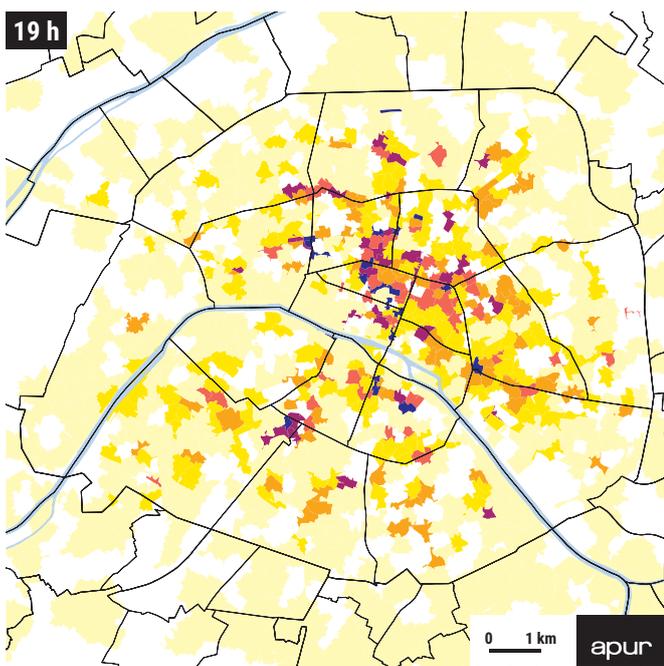
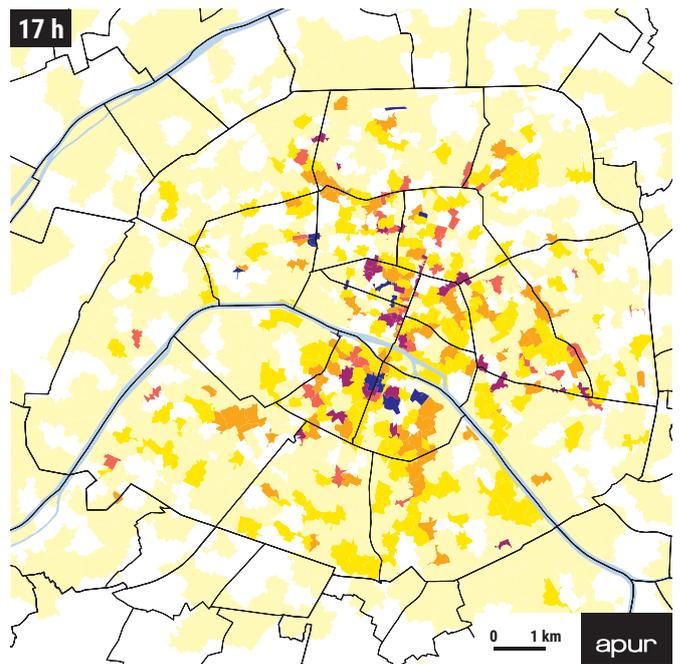
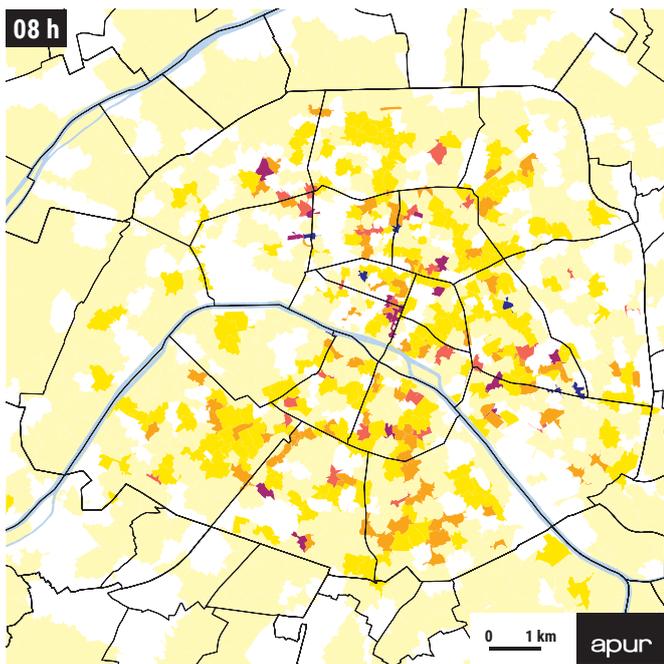
Source : Autolib' et Vélib' Métropole - semaine du 15 au 21/03/2021, Bd Équipement (Apur) - 2021

Note de lecture :

La semaine du 15 au 21 mars 2021, 173 792 prises Vélib' ont été réalisées par des jeunes âgés de 16 à 25 ans. Cela représente 28 % de l'ensemble des prises Vélib' enregistrées cette même semaine.



© Guillaume Bontemps - Ville de Paris



**DENSITÉ DE PRISES DE VÉLIB'
PAR LES JEUNES (18-25 ANS)
LE 18 MARS 2021**

Nombre de prises / Surface (Ha)
de la zone d'influence de la station

- 0,25 et moins
- 0,26 - 0,50
- 0,51 - 0,75
- 0,76 - 1,00
- 1,10 - 1,50
- 1,60 et plus

Source : Syndicat Autolib' Vélib' Métropole, BDTopo IGN 2020

Vélib' Métropole propose des abonnements à des prix attractifs pour les étudiants boursiers et les jeunes de moins de 27 ans (à partir de 1,55 €/mois), sur présentation d'un justificatif. Par ailleurs, la Ville de Paris a mis en place un dispositif de remboursement pour les jeunes domicilié-e-s à Paris et titulaires d'un abonnement Vélib' Métropole « V-Plus jeune » (usagers réguliers âgé-e-s de 14 à 18 ans). Ce remboursement est cumulable avec le remboursement d'un abonnement Imagine'R.

Les déplacements en transport en commun via la carte Navigo

L'Enquête Globale de Transport de 2018 montre que les jeunes Parisien-ne-s privilégient les transports en commun lors de leurs déplacements (49 % des déplacements des 15-24 ans s'effectuent en transport en commun).

L'analyse des validations de Pass Navigo en télébillétique permet de mettre en évidence les lieux fréquentés à la fois par les jeunes scolarisés dans l'enseignement primaire et secondaire⁴³ et les étudiant-e-s âgé-e-s de moins de 26 ans⁴⁴. Compte tenu du volume important d'entrées enregistrées dans les transports en commun et à l'image des déplacements en Vélib', une journée type a été retenue pour la réalisation de la chronotopie.

Le 15 mars 2021, un peu plus de 681 400 entrées de jeunes ont été enregistrées dans les stations de métro ou de RER. Cela représente près d'un quart (23 %) de l'ensemble des entrées par télébillétique cette même journée⁴⁵.

Parmi les jeunes, les étudiant-e-s utilisent plus souvent le métro et le RER dans leurs déplacements que les élèves de primaire ou du secondaire. **Les étudiant-e-s concentrent 61 % des entrées de jeunes** contre 39 % pour les élèves peut-être moins éloignés de leur lieu d'enseignement et privilégiant ainsi la marche à pied.

Le matin, les étudiant-e-s comme les plus jeunes quittent leur lieu de résidence pour se rendre sur leur lieu d'études. **Pour les étudiant-e-s les lieux de résidence se concentrent au cœur du Grand Paris et plus particulièrement au centre de Paris, à proximité des universités. Nanterre, située au nord ouest du Grand Paris compte aussi un nombre important d'étudiant-e-s résidant à proximité.**

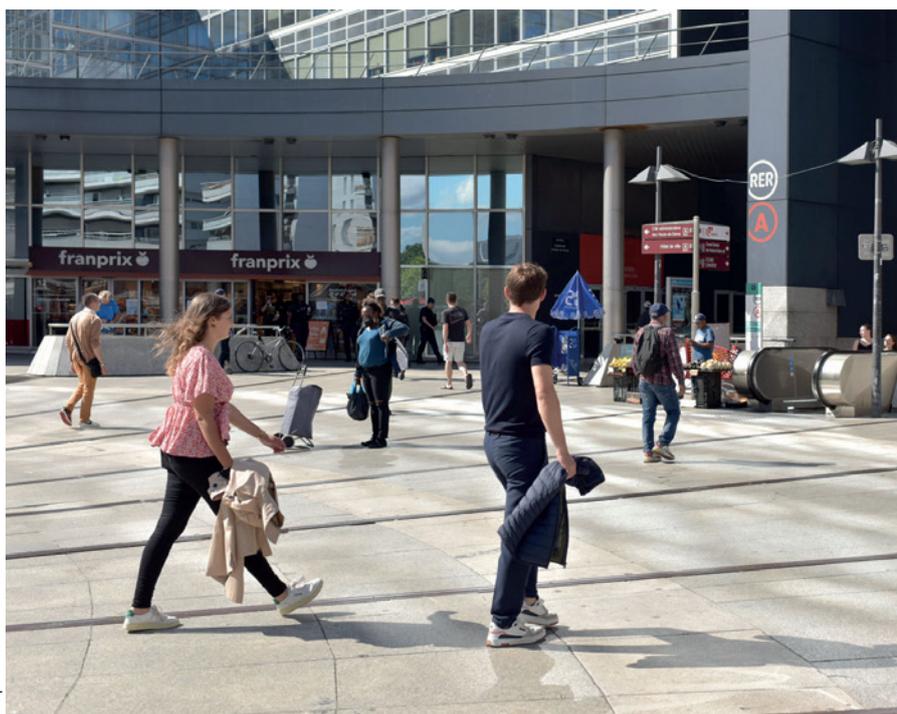
Les élèves, qui utilisent les transports en commun pour se rendre sur leur lieu d'enseignement, sont moins présents au cœur de Paris et résident davantage dans les arrondissements, plus familiaux, notamment les arrondissements du nord-est et le 15^e.

En fin de journée, entre 18 h et 19 h, de fortes concentrations d'étudiant-e-s s'observent dans les grandes gares parisiennes Saint-Lazare (8^e), Gare de Lyon (12^e) et stations de RER, proches de quartiers animés : Châtelet-Les-Halles (Paris Centre), Nation (11^e). Un nombre important d'entrées est aussi enregistré à Puteaux à la station La Défense Grande Arche. Les plus jeunes, les élèves de primaire ou du secondaire sont aussi plus nombreux dans les quartiers de gare : Saint-Lazare (8^e), Gare du Nord (10^e) mais aussi au centre de Paris, dans le 6^e, à Notre-Dame-des-Champs et Saint-Placide.

⁴³ – Bénéficiaires du Forfait Imagine R scolaire.

⁴⁴ – Bénéficiaires du Forfait Imagine R étudiant.

⁴⁵ – Un même individu peut effectuer plusieurs entrées dans les stations de métro ou de RER au cours d'une journée.



© Apur – David Boureau

RER Nanterre-Préfecture esplanade Charles de Gaulle à Nanterre

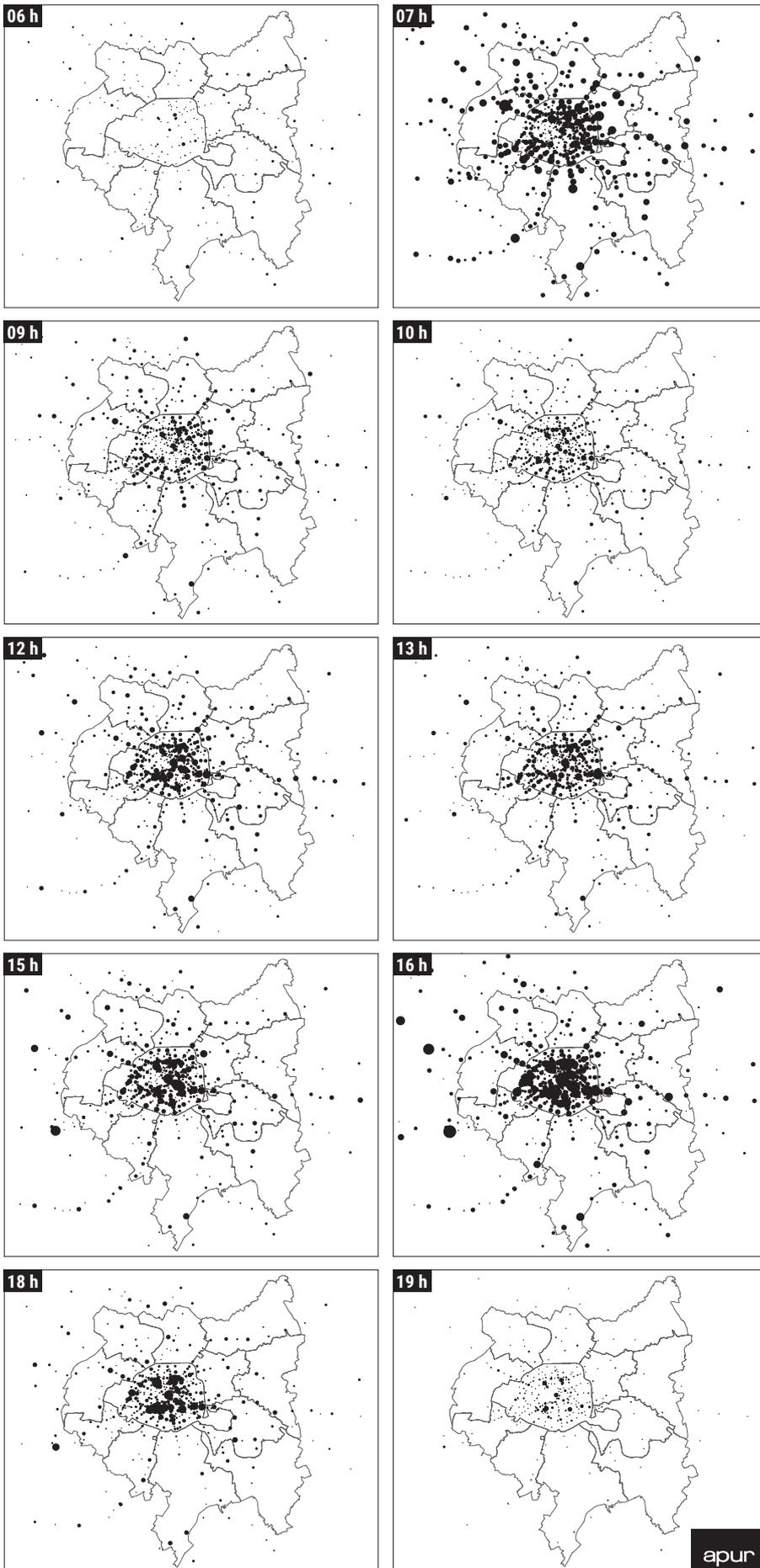
VOLUMES DE VALIDATIONS DES TITULAIRES DU FORFAIT IMAGINE'R SCOLAIRES PAR HEURE, LE 15 MARS 2021

La carte Imagine'R scolaire s'adresse aux élèves de l'enseignement primaire, secondaire et aux apprentis (hors contrat de professionnalisation) résidant en Île-de-France. La Ville de Paris permet aux jeunes domicilié-e-s à Paris le remboursement de ce forfait (350 €/an). Ce remboursement est cumulable avec le remboursement d'un abonnement Vélib' Métropole.

Volumes de validations

• 1 • 10 • 100

Source : IDFM, traitements Apur



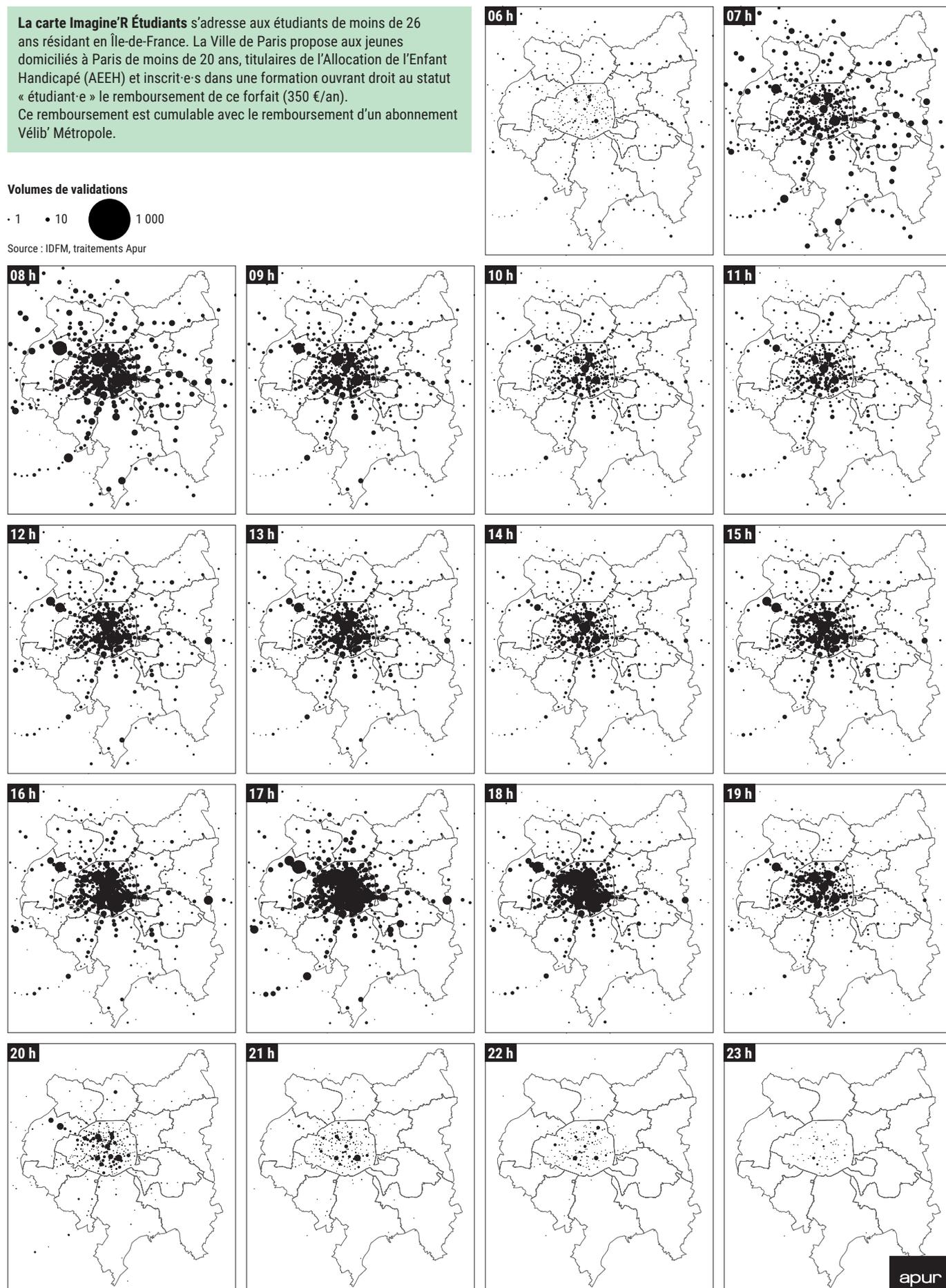
VOLUMES DE VALIDATIONS DES TITULAIRES DU FORFAIT IMAGINE'R ÉTUDIANTS PAR HEURE, LE 15 MARS 2021

La carte Imagine'R Étudiants s'adresse aux étudiants de moins de 26 ans résidant en Île-de-France. La Ville de Paris propose aux jeunes domiciliés à Paris de moins de 20 ans, titulaires de l'Allocation de l'Enfant Handicapé (AEEH) et inscrit-e-s dans une formation ouvrant droit au statut « étudiant-e » le remboursement de ce forfait (350 €/an). Ce remboursement est cumulable avec le remboursement d'un abonnement Vélib' Métropole.

Volumes de validations

• 1 • 10 • 1 000

Source : IDFM, traitements Apur



L'engagement citoyen des jeunes à Paris

D'après l'enquête « Conditions de vie et aspirations des Franciliens en 2021 »⁴⁶, les jeunes Francilien-ne-s s'engagent plus en tant que bénévoles que les autres classes d'âge: « deux jeunes sur cinq, soit près de deux fois plus que leurs aînés ». Pour 41 %, cet engagement est régulier.

Le Service Civique

Le Service Civique est un engagement volontaire au service de l'intérêt général ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans et jusqu'à 30 ans en cas de handicap, sans condition de diplôme ni d'expérience.

Indemnisé à hauteur de 600,94 € par mois, il peut être effectué auprès d'associations, de collectivités territoriales, de services de l'État ou d'établissements publics sur une période de 6 à 12 mois en France ou à l'étranger.

En 2021, près de 7 600 jeunes⁴⁷ ont effectué un Service Civique sur le territoire parisien, parmi les 145 000 missions de Service Civique réalisées sur l'ensemble du territoire national. À l'échelle de Paris et des départements

de la petite couronne, la Capitale représente plus de la moitié (52 %) des 14 500 volontaires en Service Civique.

Comparé aux deux années précédentes, le nombre de volontaires est plus élevé en 2021.

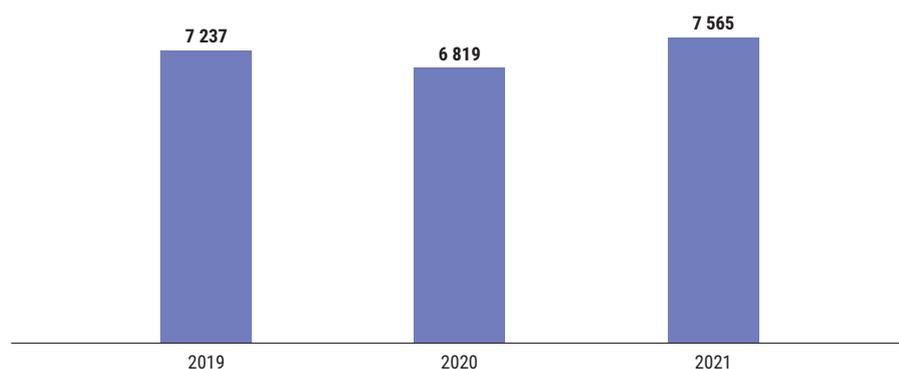
Les jeunes en Service Civique à Paris ont en moyenne 21 ans et sont 83 % à résider en Île-de-France dont 39 % à Paris.

Parmi ces jeunes en mission de Service Civique sur le territoire parisien en 2021, les femmes sont surreprésentées et représentent plus de deux-tiers (67 %) des volontaires. Elles sont aussi plus nombreuses dans les autres départements franciliens mais dans une moindre mesure (60 % dans les Hauts-de-Seine, 57 % en Seine-Saint-Denis et 50 % dans le Val-de-Marne).

Un peu plus de la moitié des volontaires en mission à Paris a un statut d'étudiant-e (52 %), plus d'un quart (26 %) sont inactif-ve-s (hors étudiant-e-s), tandis que 19 % sont demandeurs d'emploi et 4 % salariés. Paris se distingue avec une surreprésentation des étudiant-e-s parmi les

Le Service Civique est un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans et jusqu'à 30 ans en cas de handicap, sans condition de diplôme ni d'expérience.

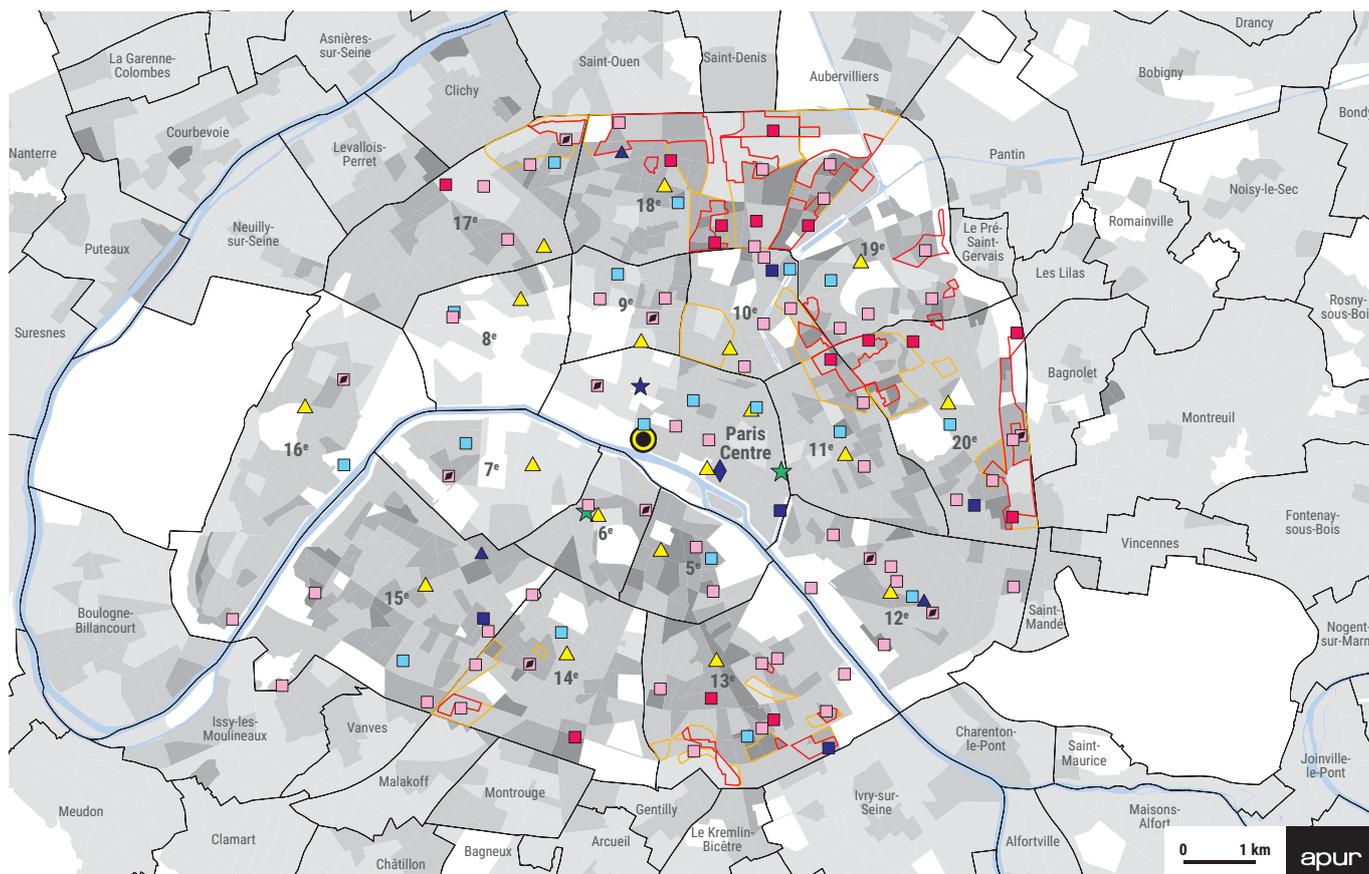
NOMBRE DE VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE À PARIS EN 2019, 2020 ET 2021



Source : Agence du Service Civique - Traitement Apur

⁴⁶ – Menée par l'Institut Paris Région (IPR).

⁴⁷ – Agence du Service Civique.



ENGAGEMENT CITOYEN

Type de structure

- Centre Paris Anim'
- Centre Paris Anim' (annexe)
- Espace Paris Jeunes
- Maison de Vie Associative et Citoyenne
- Association
- Kiosque citoyen
- Académie du Climat
- Fabrique de la Solidarité
- Mairie d'arrondissement
- Maison des Initiatives Étudiantes
- QJ (Quartier Jeunes)

Nombre de jeunes de 16 à 25 ans à l'hectare

- Plus de 150
- De 100 à 150
- De 50 à 100
- Moins de 50

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Source : Mission Jeunesse et citoyenneté, DJS - 2021, recensement de la Population (Insee) - 2018

volontaires (44 % dans les Hauts-de-Seine, 49 % en Seine-Saint-Denis, 50 % dans le Val-de-Marne, et 35 % à l'échelle nationale). Par ailleurs, 1,4 % des jeunes volontaires à Paris sont en situation de handicap⁴⁸, contre 1,8 % à l'échelle nationale en 2021.

Des missions de Service Civique sont proposées par la Ville de Paris. En 2020-2021⁴⁹, un peu plus 460 volontaires ont été accueillis au sein des services de la Ville de Paris. Comparé aux années précédentes, le nombre de Services Civiques réalisés au sein de la Ville de Paris est plus élevé en 2020-2021 (349 en 2018-2019, 381 en 2019-2020).

En 2020-2021, plus de la moitié (58 %) des personnes volontaires au sein des services de la Ville de Paris sont des femmes, elles-ils sont âgé-e-s en moyenne de 21 ans et 44 % d'entre elles disposent d'un diplôme supérieur

au Bac. Plus de la moitié (55 %) sont étudiant-e-s et 17 % bénéficient d'une bourse.

S'agissant de leur lieu de résidences, 42 % habitent Paris et 54 % une autre commune de l'Île-de-France.

Plusieurs structures parisiennes accompagnent les jeunes dans leur engagement citoyen (Centres Paris Anim', associations, Mairies, Quartier Jeunes...). Elles sont présentes sur l'ensemble du territoire parisien mais plus particulièrement dans les arrondissements du croissant est de Paris (12^e, 13^e, 18^e et 19^e).

⁴⁸ – La situation de handicap est appréciée au regard d'une décision de la MDPH ou d'un plan personnalisé de santé via l'Education nationale (plus large que AAH ou RQTH).

⁴⁹ – Les données du service civique au sein de la Ville de Paris sont disponibles par année scolaire/universitaire.



Le Conseil Parisien de la Jeunesse

Créé en 2003, le Conseil Parisien de la Jeunesse (CPJ) est une instance de participation citoyenne qui permet aux jeunes Parisien-ne-s d'être partie prenante de la définition et de la mise en œuvre des politiques de la Ville de Paris.

Depuis 2014, le CPJ est composé de 100 jeunes (50 hommes et 50 femmes) âgé-e-s de 15 à 30 ans et désigné-e-s pour un mandat de 2 ans non renouvelable. Ces jeunes habitent, étudient, travaillent ou ont une activité sociale régulière à Paris.

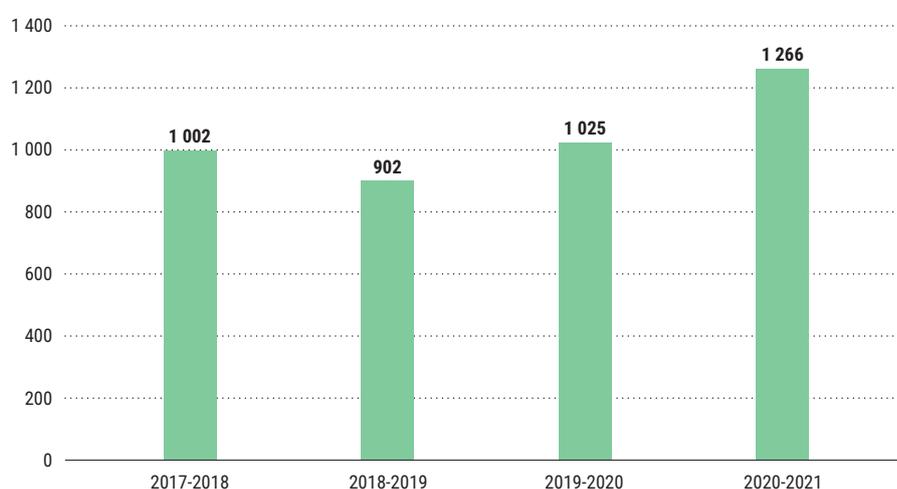
Chaque année un appel à candidature est lancé par la Ville afin de pourvoir au remplacement des sièges vacants (membres arrivé-e-s en fin de mandat, atteint-e-s par la limite d'âge ou démissionnaires). Le cas échéant, les candidat-e-s sont départagé-e-s par un tirage au sort réalisé en public par un-e huissier-ère de justice.

En octobre 2020, près de 1 300 personnes ont candidaté pour intégrer la promotion 2020/2021 du Conseil Parisien de la Jeunesse. Comparée aux autres années, cette promotion est marquée par une hausse de 240 candidatures.

62 % des candidat-e-s indiquent avoir eu connaissance de cette instance via les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) et 16 % par le « bouche-à-oreille ».

Parmi les personnes qui ont candidaté sur la promotion 2020/2021, les hommes sont surreprésentés (59 %) et près de la moitié (47 %) est âgé-e de 21 à 24 ans. Cette tranche d'âge est surreprésentée par rapport aux promotions précédentes où elle ne représentait qu'environ un tiers des candidatures. Ensuite, les jeunes âgé-e-s de 25 à 30 ans représentent 31 % des candidatures et les 18-20 ans, 17 %.

NOMBRE DE CANDIDATURES AU CONSEIL PARISIEN DE LA JEUNESSE ENTRE 2017 ET 2021



Source : Ville de Paris, DDCT 2021 - Traitement Apur

Plus de la moitié (57 %) des candidat-e-s en 2020/2021 sont des étudiant-e-s et les jeunes salarié-e-s ou en activité représentent plus d'un tiers des candidatures (35 %). Comparée aux promotions précédentes, la part des étudiant-e-s a nettement augmenté et est devenue majoritaire (49 % en 2019/2020, 41 % en 2018/2019). Enfin, 80 % des candidat-e-s vivent à Paris.

Au moment de déposer leur candidature, les jeunes sont invité-e-s à préciser les sujets qui, selon eux, sont à travailler prioritairement par le CPJ.

Au sein de la promotion 2020-2021, trois sujets ressortent nettement et comptent plus de 200 occurrences : le logement (283 fois), les étudiant-e-s et leurs conditions de vie (224 fois) et la culture (222 fois). Les candidat-e-s ont également évoqué plus d'une centaine de fois l'écologie et l'environnement (164 fois), la précarité (149 fois), les transports (140 fois), la mobilité (120 fois) et la crise sanitaire (103 fois).

Les candidats des promotions 2017-2018 et 2018-2019 évoquaient majoritairement des sujets de préoccupation liés au logement, également aux transports suivis de la culture et de l'emploi. La crise sanitaire a eu pour effet de mettre en lumière d'autres situations difficiles comme les conditions de vie, parfois précaires, des étudiant-e-s.

Analysés par genre (« je me définis comme »), le logement, les étudiant-e-s, la culture et l'écologie demeurent en tête des occurrences quel que soit le genre de la personne qui candidate sur la promotion 2020-2021. Les hommes indiquent ensuite les transports tandis que les femmes priorisent le sujet de la précarité avant celui des transports.

SELON VOUS, SUR QUELS SUJETS LE CONSEIL PARISIEN DE LA JEUNESSE DEVRAIT-IL TRAVAILLER EN PRIORITÉ ?



Source : Candidatures 2020-2021 au Conseil Parisien de la Jeunesse, Ville de Paris - Traitement Apur

Le budget participatif : 92 projets déposés par les jeunes Parisien-ne-s de 15 à 24 ans en 2021

Lancé en 2014, le budget participatif de Paris constitue l'un des outils principaux permettant de décider, de façon participative, d'un quart des investissements de la Ville de Paris. Tous les habitants peuvent présenter leur projet, sans condition d'âge ni de nationalité, sous réserve de quelques règles parmi lesquelles la recevabilité et la faisabilité du projet.

En 2021, un peu plus de 16 300 jeunes âgé-e-s de 15 à 24 ans ont participé au vote du budget participatif, soit 16 % de l'ensemble des votants. Parmi les 2 356 projets proposés au budget participatif, 92 ont été soumis par les 15-24 ans, soit 4 % des projets.

Comparée à l'année 2017, la part des jeunes votants a peu évolué tandis que la part des projets qu'ils ont présentés a diminué de moitié suivant une tendance générale liée au type de projets pouvant être éligibles au Budget Participatif. Cela s'explique par la révision, entre les deux périodes, des critères de recevabilité afin de tendre à des projets plus robustes et donc réalisables, souvent portés par un collectif d'habitants ou une association.

De la même manière, les sujets relatifs à l'aménagement des quartiers (végétalisation, apaisement des circulations, mise en accessibilité) sont désormais intégrés à la démarche « Embellir votre quartier ».

La phase de dépôt de projets du Budget Participatif 2021 a été par ailleurs marquée par des contraintes sanitaires liées à la Covid, empêchant un certain nombre d'actions d'aller-vers et d'ateliers d'émergence qui permettent habituellement de mobiliser des jeunes.

L'environnement demeure le thème principal abordé par les 15 à 24 ans dans les projets qu'ils ont soumis

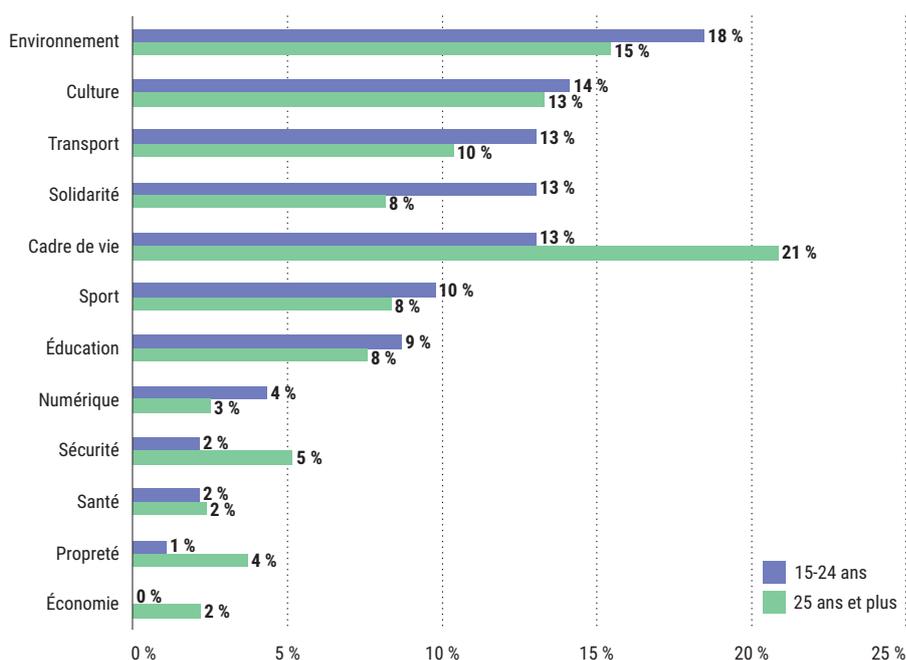
(18 % contre 15 % des 25 et plus), comme en 2017 alors que les autres classes d'âge ont plus souvent mis en avant le cadre de vie (21 % contre 13 % des 15-24 ans). Ensuite, et comparés aux 25 ans et plus, les jeunes de 15 à 24 ans ont plus souvent proposé des projets en lien avec la solidarité (13 % contre 8 % des 25 ans et plus) et les transports (13 % contre 10 % des 25 ans et plus).

RÉPARTITION PAR CLASSES D'ÂGE DES VOTANTS ET DES PROJETS SOUMIS AU BUDGET PARTICIPATIF

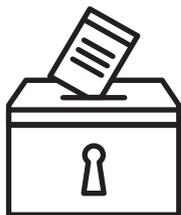
Classe d'âge	Nombre de projets présentés	Répartition des projets présentés	Nombre de votants	Répartition des votants
Moins de 15 ans	27	1 %	8 718	8 %
15-24 ans	92	4 %	16 303	16 %
25-39 ans	811	34 %	28 883	28 %
40-54 ans	811	34 %	24 214	24 %
55-64 ans	268	11 %	10 084	10 %
65-74 ans	243	10 %	8 722	8 %
75 ans ou plus	86	4 %	5 541	5 %
Non renseigné	18	1 %	353	0 %
Ensemble	2 356	100 %	102 818	100 %

Source : Ville de Paris, DDCT 2021 - Traitement Apur

RÉPARTITION DES PROJETS PROPOSÉS SELON LA THÉMATIQUE



Source : Ville de Paris, DDCT 2021 - Traitement Apur



58 %

des jeunes de 18 à 25 ans sont inscrits sur les listes électorales parisiennes en 2021

L'enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations des Franciliens 2021 » a aussi mis en lumière l'implication des jeunes sur les sujets sociaux et environnementaux. Ainsi, parmi les répondant-e-s à cette enquête, âgé-e-s de 18 à 34 ans, 27 % citent la lutte contre la précarité et la pauvreté parmi les deux plus importantes questions de société (contre 19 % des 34 ans et plus), 21 % l'éducation (contre 18 %) à égalité avec la réduction du dérèglement climatique (comme les 34 ans et plus).

Inscription sur les listes électorales

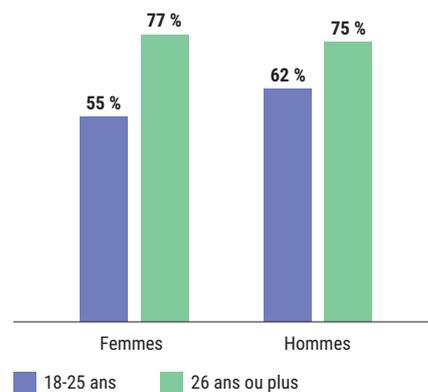
En 2021, près de 159 380 jeunes de 18 à 25 ans sont inscrit-e-s sur les listes électorales parisiennes.

Cela représente **un taux d'inscription de 58 %, plus élevé qu'en 2017 (51 %).**

La part des jeunes inscrit-e-s demeure bien inférieure à celle des 26 ans et plus qui s'élève en 2021 à 76 %, comme en 2017. Le taux d'inscription varie selon le sexe, de 55 % pour les femmes de 18 à 25 ans à 62 % des hommes du même âge. En revanche, et concernant les jeunes âgé-e-s de plus de 26 ans, le taux d'inscription est proche entre les deux sexes voire légèrement plus élevé pour les femmes (77 % pour les femmes et 75 % pour les hommes).

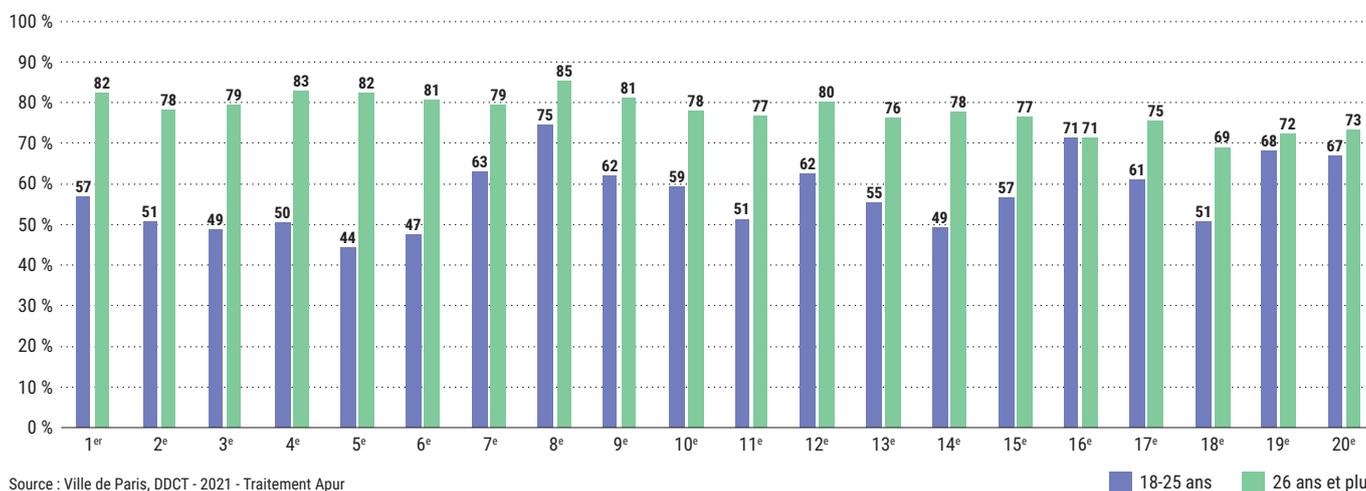
De manière générale, **la proportion importante d'étudiant-e-s venu-e-s de province qui résident à Paris explique en partie ce faible taux d'inscrits chez les jeunes.** Ceux-ci conservent des attaches avec le logement familial et restent souvent inscrit-e-s sur les listes électorales de la commune de résidence de leurs parents. Le plus faible taux d'inscrits que l'on observe dans les arrondissements étudiants (Quartier Latin) confirme cette hypothèse.

TAUX D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES PARISIENNES PAR SEXE ET ÂGE



Source : Ville de Paris, DDCT - 2021 - Traitement Apur

TAUX D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES PAR ARRONDISSEMENT ET PAR ÂGE (EN %)



Source : Ville de Paris, DDCT - 2021 - Traitement Apur

se rendre à la bibliothèque figurent parmi les pratiques les plus répandues chez les jeunes. Les résultats du baromètre montrent néanmoins des disparités sociales avec davantage de sorties culturelles chez les jeunes « les mieux dotés socioéconomiquement ». L'enquête révèle deux principaux freins d'accès aux sorties culturelles : **le coût évoqué en moyenne par un jeune sur deux** (et par 59 % de jeunes au chômage) et **le manque de temps** (évoqué par 43 % des jeunes).

À ce titre, plusieurs dispositifs pour renforcer l'accès à la culture des jeunes peuvent être cités, tels que le « Pass Jeunes » mis en œuvre par la Ville de Paris qui s'adresse au 15-25 ans, le Pass Culture, dispositif expérimental généralisé par la DRAC en 2021 pour les jeunes de 15 à 18 ans ou encore l'opération « Jeunes en librairie » mise en place dans le cadre du plan de relance pour le livre, qui s'adresse aux jeunes collégiens et lycéens.

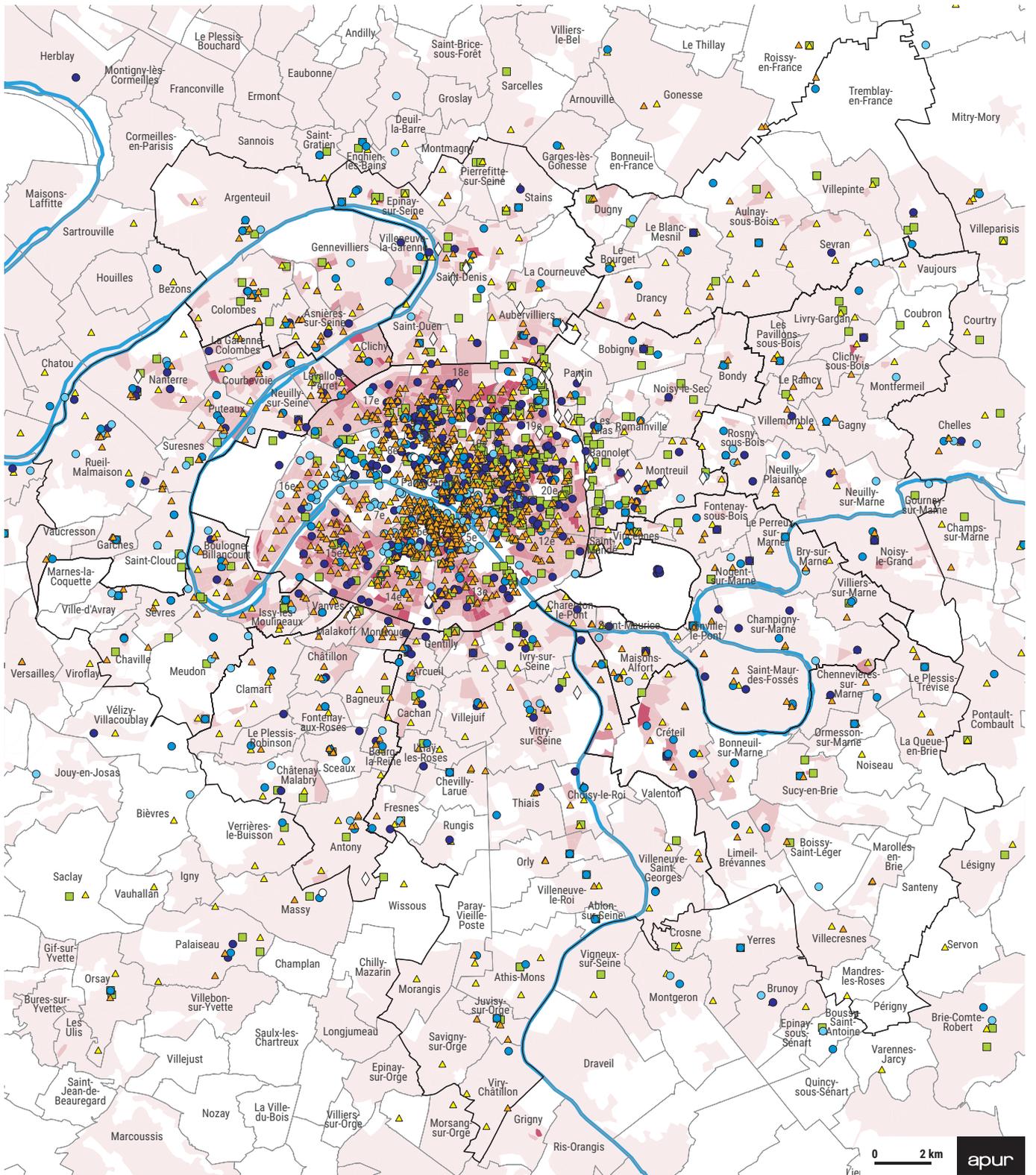
48 – Apur, *Atlas des lieux culturels du Grand Paris*, octobre 2022.

49 – Injep, « *De spectateurs à créateurs : multiplicité des pratiques culturelles et artistiques des jeunes* », décembre 2019.



Entrée du Parc des Anciennes Maries à Nanterre

© Apur – David Boureau



LA CULTURE

Type d'équipement

- ▲ Bibliothèque
- ▲ Librairie
- Salle de concert / spectacle, café-musique
- Opéra
- Musée
- Cinéma
- Théâtre
- ◇ Tiers-lieu

Nombre de jeunes de 16 à 25 ans à l'hectare

- Plus de 150
- De 100 à 150
- De 50 à 100
- Moins de 50

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018, Apur - 2022

50 – Ne sont comptabilisées dans les licences que les adhésions à une fédération qui donnent lieu au paiement d'une cotisation annuelle. Source Injep.

51 – Apur, *Les jeunes à Paris – Synthèse des travaux 2012*, juin 2013.

52 – Apur, *Paris Projet n° 44 – Équipements et services publics 2030*, mars 2020.

53 – Ifop pour le Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, « *Les Jeunes et Paris 2024* », septembre 2018.

LES PRATIQUES LIBRES (NATURE ET SPORT)

Type d'équipement

- Terrain d'éducation physique
- Aire de jeux, terrain de proximité
- Stade, parc sportif, plaine de jeux
- Parc, jardin, square
- Espace vert des grandes institutions
- bois, forêt

Nombre de jeunes de 16 à 25 ans à l'hectare

- Plus de 150
- De 100 à 150
- De 50 à 100
- Moins de 50

Les emprises des principaux équipements ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018, Bd Équipement (Apur) - 2022

Sur le plan sportif, **les jeunes pratiquent plus souvent une activité sportive que les autres classes d'âge notamment en Île-de-France**. En 2021, 61 % des licences ont été délivrées à des jeunes âgé-e-s de moins de 25 ans⁵⁰ en Île-de-France (contre 58 % en France Métropolitaine). C'est la tranche d'âge des 10-14 ans qui compte le plus de licences (26 % des licences délivrées).

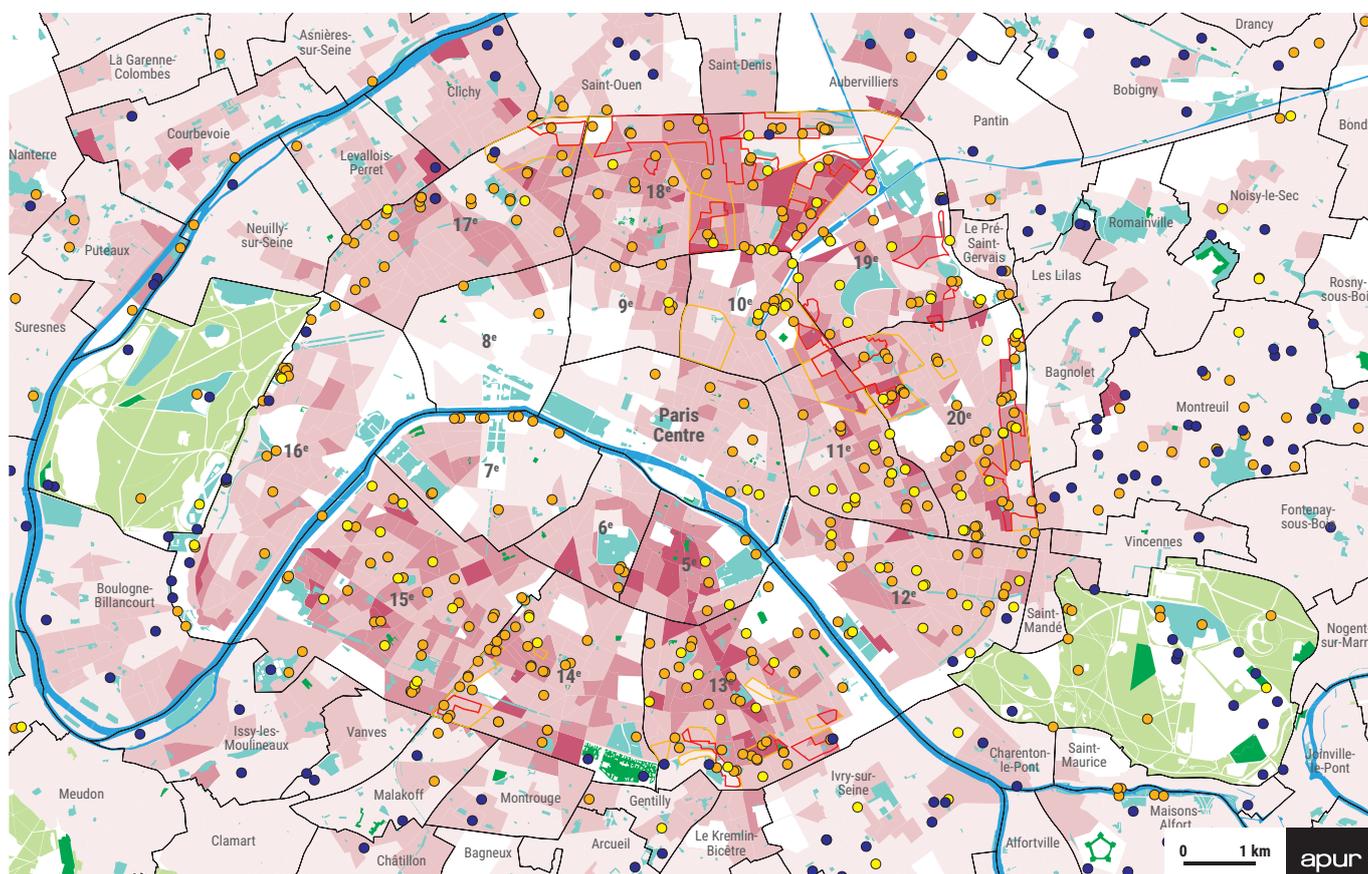
À l'adolescence, **la pratique sportive en club tend à décliner**. Ainsi, 23 % des jeunes âgé.e.s de 15 à 24 ans sont licenciés, contre 37 % des moins de 15 ans. Ce décrochage est encore plus marqué chez les jeunes femmes : 17 % des femmes âgées de moins de 25 ans disposent d'une licence sportive en 2021 contre 29 % des hommes de cette même classe d'âge.

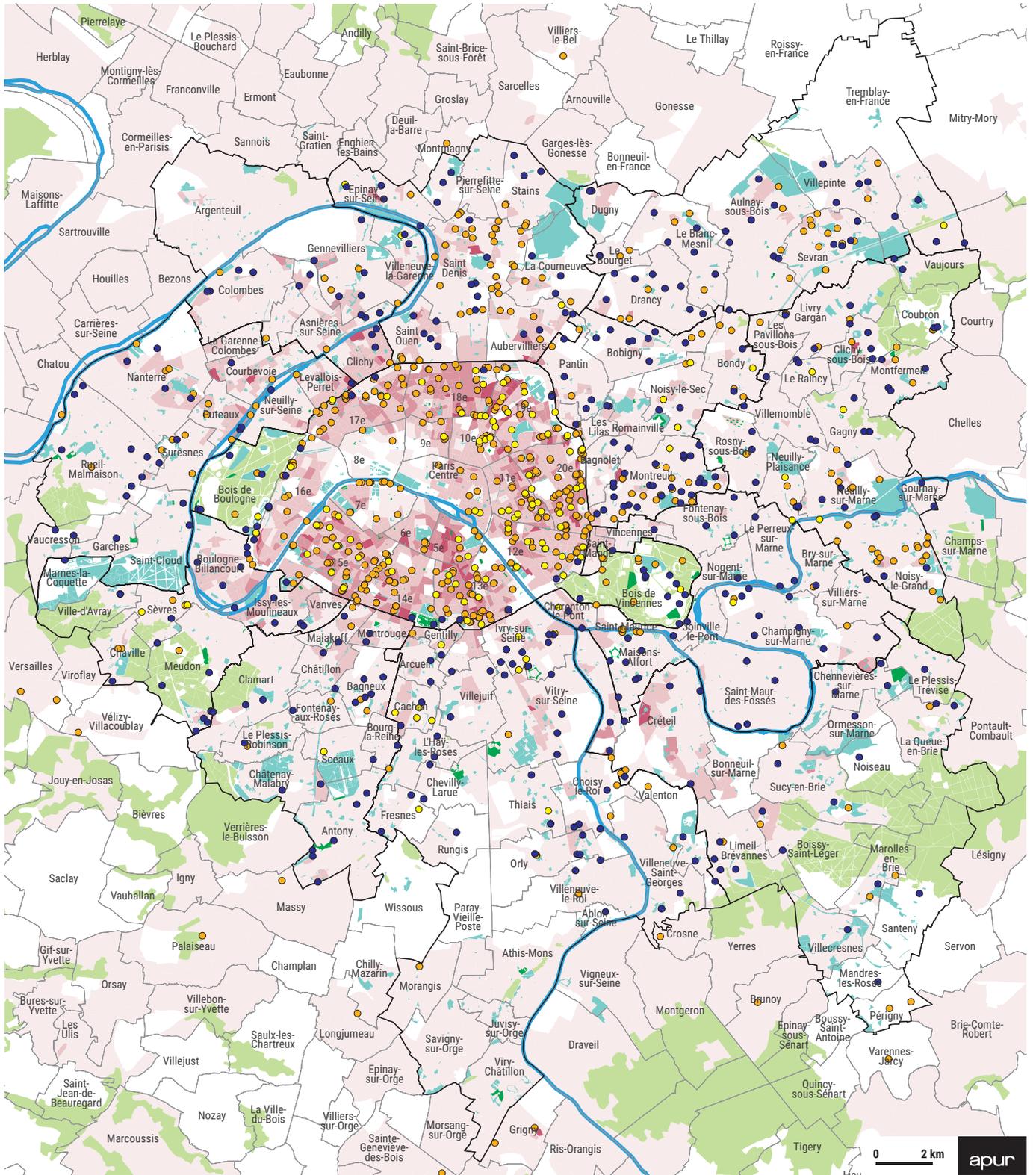
Certains jeunes développent, à cette période, des pratiques plus spontanées, seul-e-s ou en groupe⁵¹. À cet effet, **les équipements sportifs en libre accès favorisant une pratique sportive**

gratuite, flexible et de proximité, sont particulièrement appréciés par cette classe d'âge. Ces équipements se sont largement développés à Paris et à l'échelle de la Métropole du Grand Paris ces dernières années.

En 2020, 12 000 équipements sportifs⁵², espaces et sites de pratique sont répertoriés par le ministère des Sports dans le Grand Paris, soit 170 équipements pour 100 000 habitants. Ce ratio est plus faible à Paris avec 107 équipements sportifs pour 100 000 habitants. La géographie des équipements sportifs montre une présence diffuse dans les arrondissements périphériques, notamment dans les 12^e, 13^e, 15^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements.

Par ailleurs, les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 constituent un levier important pour promouvoir l'activité physique, favoriser l'emploi et plus largement mobiliser les jeunes autour de cet événement pour lequel une majorité de cette classe d'âge exprime une forte adhésion⁵³.





LES PRATIQUES LIBRES (NATURE ET SPORT)

Type d'équipement

- Terrain d'éducation physique
- Aire de jeux, terrain de proximité
- Stade, parc sportif, plaine de jeux
- Parc, jardin, square
- Espace vert des grandes institutions
- bois, forêt

Nombre de jeunes de 16 à 25 ans à l'hectare

- Plus de 150
- De 100 à 150
- De 50 à 100
- Moins de 50

Les emprises des principaux équipements ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018, Apur - 2022



© Apur - David Boureau

CONCLUSION

Près de 315 000 jeunes de 16 à 25 ans vivent à Paris, soit 14 % de la population parisienne. Cette part est un peu plus élevée que dans la Métropole du Grand Paris (13,2 %), qu'en Île-de-France (12,8 %) et plus largement qu'en France métropolitaine (11,6 %). À l'échelle de la Métropole du Grand Paris, les jeunes de 16 à 25 ans représentent un groupe de près d'un million de personnes.

En effectif, **les arrondissements parisiens les plus peuplés et les plus familiaux accueillent le plus de jeunes, notamment au nord et à l'est** (18^e, 19^e et 20^e) ainsi qu'au sud dans le 13^e et le 15^e. D'autres villes du Grand Paris accueillent un nombre de jeunes : Saint-Denis (16 230 jeunes de 16 à 25 ans), Boulogne-Billancourt (14 370) et Nanterre (14 220).

Outre les jeunes qui en sont originaires, Paris est marquée par de nombreuses arrivées de jeunes venus s'y installer pour poursuivre leurs études ou débiter leur carrière professionnelle. **Avec plus d'arrivées que de départs, cette classe d'âge est la seule à connaître un solde migratoire positif permettant à la population jeune de se maintenir à Paris et plus largement dans le Grand Paris.** À Paris, 46 % des jeunes âgé-e-s de 16 à 25 ans ne sont pas nés dans la capitale ni en Île-de-France (contre 36 % des jeunes dans le Grand Paris).

À ces jeunes résidents, s'ajoutent des flux quotidiens de jeunes qui se rendent à Paris dans le cadre de leurs études, de leur travail ou pour les loisirs. Ces flux quotidiens entraînent un doublement de la population jeune présente chaque jour sur le territoire parisien.

Les jeunes Parisien-ne-s ont des profils très variés. Parmi eux, la population jeune étudiante est plus nombreuse (69 % contre 65 % dans le Grand Paris) et les femmes sont majoritaires (54 % des jeunes de 16-25 ans). Si la part des jeunes actif-ve-s Parisien-ne-s est similaire à celle observée dans le Grand Paris (22 %) leurs caractéristiques diffèrent. Les femmes y sont surreprésentées (53 %) de même que les jeunes diplômé-e-s de l'enseignement supérieur (73 % contre 55 %) et ceux occupant un poste de cadre (40 % contre 25 %). Les jeunes ni en emploi ni en étude (NEET) représentent 9 % des jeunes Parisien-ne-s contre 14 % à l'échelle de la métropole.

Les jeunes Métropolitain-ne-s sont proportionnellement plus nombreux à vivre encore chez leurs parents (61 % contre 45 % à Paris). Cet accès à l'autonomie plus précoce à Paris est favorisé par une arrivée plus importante de jeunes venus s'installer dans la capitale afin de poursuivre leurs études ou travailler. **Observée sur une période plus longue, la part des jeunes vivant dans un logement autonome est en recul à Paris**

comme dans la Métropole du Grand Paris. Cela touche très nettement les jeunes natif·ve·s, traduisant de plus grandes difficultés à décohabiter.

Le plus souvent, c'est l'entrée dans la vie active qui favorise la décohabitation. Mais pour les jeunes, l'entrée sur le marché de l'emploi commence régulièrement par des statuts précaires ou des contrats de courte durée. À Paris, les conditions de travail des jeunes sont un peu meilleures grâce à un niveau de qualification plus élevé. Néanmoins, et à niveau de diplôme équivalent, des écarts sont observés entre les jeunes femmes et les jeunes hommes. En moyenne, les femmes disposent plus souvent d'un contrat à durée déterminée que les hommes (alors même qu'elles sont davantage diplômées de l'enseignement supérieur). Les jeunes sont aussi plus souvent touché·e·s par le chômage que l'ensemble des actif·ve·s.

Cette étude met en lumière différents effets de la crise auprès de jeunes, à un âge de transition, entre émancipation et prise d'autonomie.

En 2020, la crise a eu de forts effets sur l'emploi des jeunes, notamment les moins diplômé·e·s. Toutefois, la reprise rapide de l'emploi observée depuis 2021 bénéficie tout particulièrement aux jeunes, notamment à Paris. La crise a eu pour autres conséquences de faire apparaître de nouvelles aspirations en matière d'emploi, liées à

la rémunération et à l'intérêt pour le travail, avec un souhait plus affirmé de pouvoir concilier vie professionnelle et vie privée.

Dans ce contexte, le souhait de s'investir et de s'engager demeure fort par les jeunes à Paris.

L'année 2020/2021 est marquée par une hausse des candidatures au Conseil Parisien de la Jeunesse (CPJ). Plus de la moitié des candidatures sont portées par des hommes (59 %) et plus de la moitié par des étudiant·e·s (57 %). Les candidats placent le logement, les conditions de vie des étudiants et la culture parmi les trois sujets à travailler de manière prioritaire par le CPJ. Le nombre de jeunes en mission de Service Civique en 2021 dépasse également légèrement le niveau d'avant crise. Parmi les volontaires, les femmes sont surreprésentées (68 %) de même que les étudiant·e·s (48 %). Toutefois des données plus récentes montrent une baisse du nombre de volontaires et de candidatures au CPJ.

En 2020, un peu plus de 16 300 jeunes de 15 à 24 ans, se sont exprimé·e·s en votant au Budget participatif de la Ville de Paris et 92 projets ont été déposés par des jeunes. Comparés aux projets déposés par des personnes âgées de plus de 25 ans, les plus jeunes ont plus souvent proposé des projets en lien avec l'écologie et la culture que les autres classes d'âges.





ANNEXES

Portraits de publics spécifiques

Cette partie se compose de quelques focus permettant de disposer d'éléments de connaissance sur des publics particuliers : les jeunes Parisien-ne-s âgé-e-s de 11 à 15 ans, les jeunes des quartiers politique de la ville, les jeunes sans-abri à Paris ou encore les jeunes Parisien-ne-s âgé-e-s de 26 à 30 ans. Une dernière entrée permet de présenter les équipements et services à destination des jeunes financés par la Ville de Paris et la Caf de Paris.

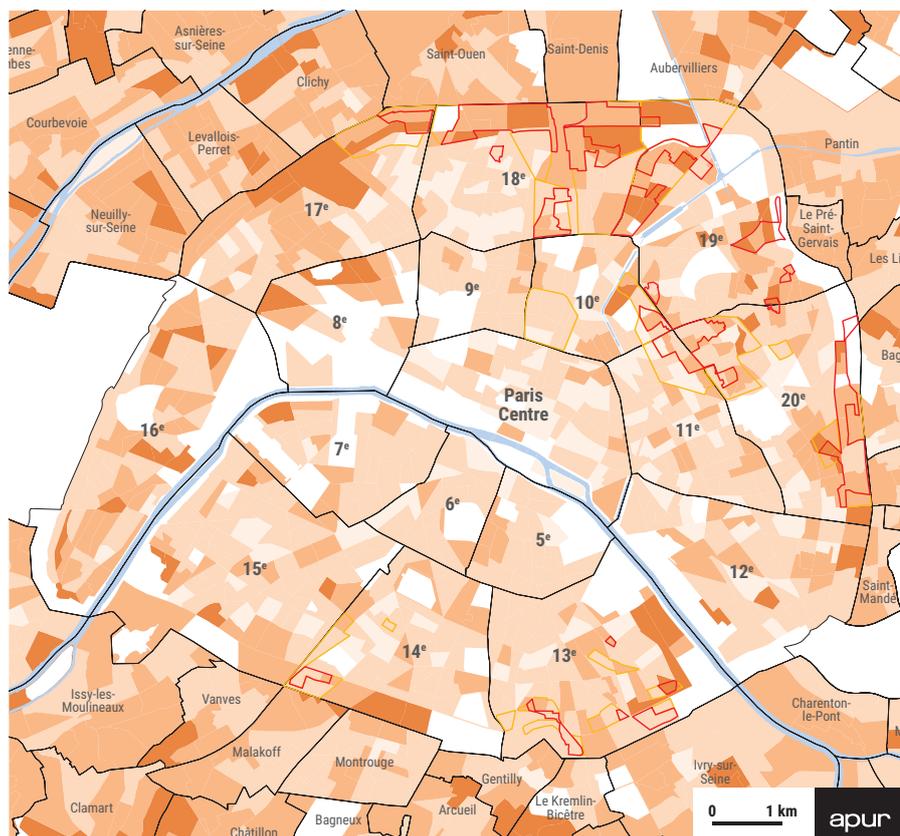
Les jeunes Parisien-ne-s âgé-e-s de 11 à 15 ans

Au 1^{er} janvier 2018, **un peu plus de 97 260 jeunes âgé-e-s de 11 à 15 ans vivent à Paris. Ils représentent 4,5 % de la population parisienne.** Leur proportion est légèrement inférieure à celle observée à l'échelle de la Métropole du Grand Paris (5,7 %), en Île-de-France (6,3 %) et en France métropolitaine (6,2 %).

Cette population jeune se concentre principalement dans certains quartiers des arrondissements les plus familiaux (15^e, 16^e, 19^e et 20^e), ainsi que dans les quartiers de la politique de la ville.

En dix ans, le nombre de jeunes Parisien-ne-s âgé-e-s de 11 à 15 ans, augmente légèrement avec un taux d'évolution de +0,2 % en moyenne chaque année, soit près de 206 jeunes supplémentaire.

Néanmoins, entre 2013 et 2018, une diminution s'amorce et le nombre de jeunes de 11 à 15 ans diminue de 0,6 % par an. Ce constat est à mettre en lien avec l'évolution des naissances. En effet, les jeunes âgé-e-s de 11 à 15 ans en 2018, correspondent aux générations nées entre 2003 et 2007, période où la natalité s'est légèrement rétractée à Paris après la forte hausse du début des années 2000.



JEUNES ÂGÉ-E-S DE 11 À 15 ANS

Part de jeunes de 11 à 15 ans, dans la population totale

- Plus de 7 %
- De 5 à 7 %
- De 3 à 5 %
- Moins de 3 %

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018

DENSITÉ DE JEUNES ÂGÉ·E·S DE 11 À 15 ANS

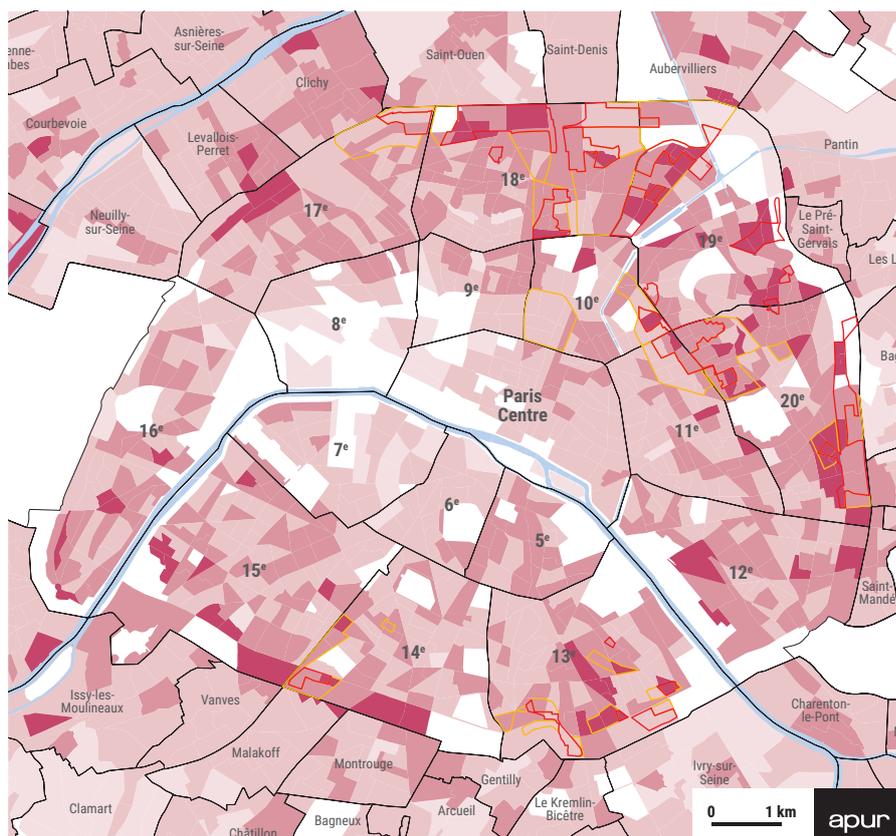
Nombre de jeunes de 11 à 15 ans à l'hectare

- Plus de 50
- De 25 à 50
- De 10 à 25
- Moins de 10

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018



À l'échelle de la Métropole du Grand Paris le nombre de jeunes augmente (+0,7 %/an), tout comme en Île-de-France (+0,9 %/an) et en France métropolitaine (+0,8 %/an).

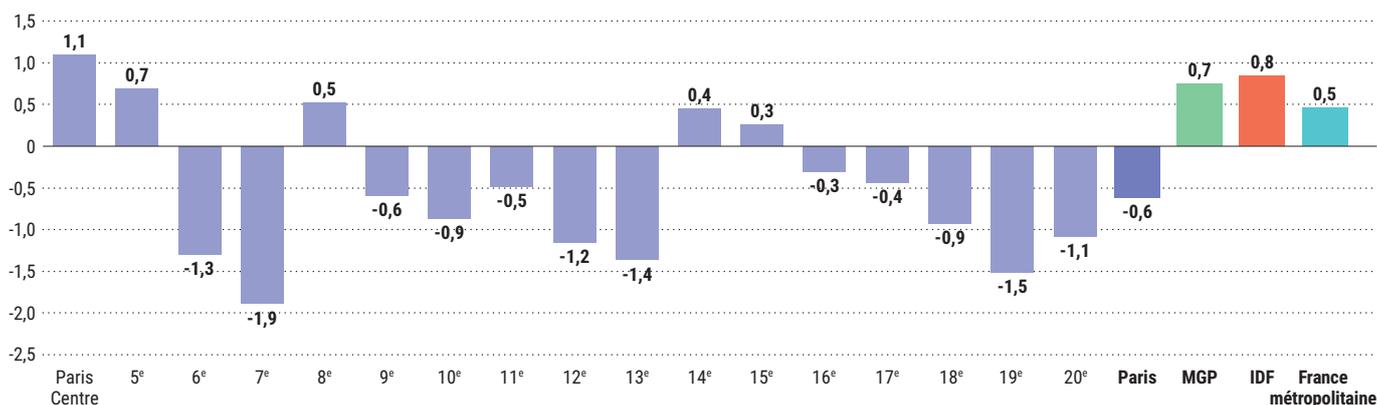
Parmi les Parisien-ne-s âgé-e-s de 11 à 15 ans les filles sont autant représentées que les garçons.

Plus de deux-tiers des jeunes âgé-e-s

de 11 à 15 ans (69 %) vivent au sein d'une famille composée d'un couple et 28 % au sein d'une famille monoparentale. Comparée à l'Île-de-France et à la Métropole du Grand Paris, la part des jeunes âgé-e-s entre 11 et 15 ans vivant au sein d'une famille monoparentale est plus élevée à Paris (28 % contre respectivement 25 % et 27 %).

Par ailleurs, près de 18610 jeunes

TAUX D'ÉVOLUTION DES 11-15 ANS ENTRE 2013 ET 2018



Source : Recensement de la population (Insee) - 2013 et 2018

âgé-e-s de 11 à 15 ans résident dans un quartier de la politique de la ville⁵¹, soit 19 % des jeunes de cette classe d'âge. Un peu plus de 9 680 habitent dans un quartier prioritaire (QPV, 10 %) et près de 8 930 dans un quartier en veille active (QVA, 9 % des 11-15 ans). **Un tiers de ces jeunes vit au sein d'une famille monoparentale.**

Conformément à la loi française qui rend la scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans, la quasi-totalité des jeunes de 11-15 ans est scolarisée (98 %) à Paris comme dans Métropole du Grand Paris ou en Île-de-France.

À la rentrée 2020/2021, 22 % des collégien-ne-s parisien-ne-s sont inscrit-e-s dans un des 30 collèges parisiens en Éducation prioritaire. 4 % des collégien-ne-s sont en situation de handicap à Paris (contre 3 % en Île-de-France et 4 % en France). Parmi ces élèves, 70 % sont scolarisés dans une classe ordinaire, soit une proportion un peu plus élevée qu'en Île-de-France (67 %) et en France (68 %).

En 2019, le taux de réussite au Diplôme national du brevet est supérieur à Paris (89 %) comparé au niveau régional (86 %) et national (86 %). À Paris, 58 % des moins de 17 ans ont leurs deux parents diplômés de l'enseignement supérieur, proportion nettement supérieure à ce que l'on observe en Île-de-France (37 %) et en France (29 %).

Lors d'une enquête menée par l'Apur auprès des familles parisiennes en juin 2021⁵², interrogées sur les sujets qui les préoccupent le plus, **les familles d'adolescents ont répondu être particulièrement préoccupées par la scolarité de leurs enfants (79 % des répondants avec enfants de 11-14 ans), la qualité de la communication avec eux (60 %) et la gestion des écrans (54 %).**

Les jeunes des quartiers politique de la ville à Paris

À Paris, la géographie prioritaire, qui a été définie dans le cadre du Contrat de Ville 2015-2022, comprend deux niveaux d'intervention déterminés à partir du

critère unique de la concentration de la pauvreté et les quartiers du précédent contrat urbain de cohésion sociale qui restent observés au titre de quartiers de veille active.

La géographie de la politique de la ville à Paris rassemble au total 360 000 habitants, soit 17 % de la population parisienne au 1^{er} janvier 2018. Parmi ces habitants, **50 930 sont âgé-e-s de 16 à 25 ans, soit 14 % de la population de ces quartiers et 16 % des jeunes vivant à Paris.**

Un peu moins de la moitié de ces jeunes (47 %) vit dans un quartier défini comme prioritaire⁵³ et un peu plus de la moitié (53 %) au sein d'un quartier en veille active⁵⁴. Comparé à 2008, leur nombre est demeuré stable mais à partir de 2013, il diminue de 0,3 % par an, soit à un rythme légèrement en deçà de ce qui est observé sur l'ensemble du territoire parisien (-0,7 % par an).

Si à l'échelle de Paris les femmes sont plus nombreuses que les hommes (respectivement 54 % et 46 %), au sein de la population jeune installée dans les quartiers de la politique de la ville, elles le sont légèrement moins (49 % et 51 %).

Bien que majoritaire, la population étudiante est un peu moins présente dans les quartiers prioritaires que dans l'ensemble du territoire parisien (63 % contre 69 % à Paris). À l'inverse, les jeunes actif-ve-s y sont légèrement surreprésenté-e-s (47 % contre 45 %). Cependant, elles-ils sont plus souvent confronté-e-s à des difficultés d'insertion professionnelles et sociales que l'ensemble des jeunes Parisien-ne-s. **Le chômage touche ainsi un jeune sur quatre dans ces quartiers contre moins d'un sur cinq sur l'ensemble du territoire parisien (18 %).**

De manière générale et parmi la population non étudiante, les diplômé-e-s de l'enseignement supérieur sont

Les familles d'adolescents répondent être particulièrement préoccupées par la scolarité de leurs enfants, la qualité de la communication avec eux et la gestion des écrans.

(enquête Apur juin 2021)

51 – Les quartiers de veille active (QVA) font partie de la géographie prioritaire, mais n'ont pas été identifiés par l'Etat à partir du critère unique de revenu par habitant. Ils ont donc un statut moins prioritaire que les quartiers de la politique de la ville (QPV) et bénéficient de moins de moyens.

52 – *Familles, modes d'accueil et parentalité à Paris*, avril 2022, Apur.

53 – Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont des territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Leur liste et leurs contours ont été élaborés par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

54 – Quartiers qui relèvent, au 31 décembre 2014, d'un zonage de la politique de la ville et qui ne présentent pas les caractéristiques d'un quartier prioritaire de la politique de la ville à compter du 1^{er} janvier 2015. Ils font l'objet d'un dispositif de veille active mis en place par l'Etat et les collectivités territoriales.

50 930

jeunes Parisien·ne·s
vivent dans un quartier
de la politique de la ville
(16 % des 16 à 25 ans)

sous-représenté·e·s dans les quartiers de la politique de la ville de Paris (44 % contre 63 % à Paris) à l'inverse des jeunes ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET) dont la proportion est près de deux fois plus élevée (15 % contre 9 % à Paris).

Dans ces quartiers, les jeunes âgé·e·s de 16 à 25 ans vivent majoritairement chez leurs parents (58 % contre 45 % des jeunes Parisien·ne·s dans leur ensemble).

Parmi les jeunes Parisien·ne·s vivant chez leurs parents dans un quartier prioritaire, deux-tiers vivent dans un logement du parc social, soit près de deux fois plus que l'ensemble des 16-25 ans vivant chez leurs parents (37 %). En termes de surface et de nombre de pièces composant leur logement, les 16-25 ans habitant chez leurs parents dans un quartier de la politique de la ville vivent dans un logement plus petit : pour 63 % le logement a une surface inférieure à 80 m² (contre 48 % de l'ensemble des 16-25 ans vivant chez leurs parents) et 52 % vivent dans un 4 pièces ou plus (contre 62 %).

Près de la moitié (49 %) se trouvent en situation de sur occupation de leur logement (contre 15 % des

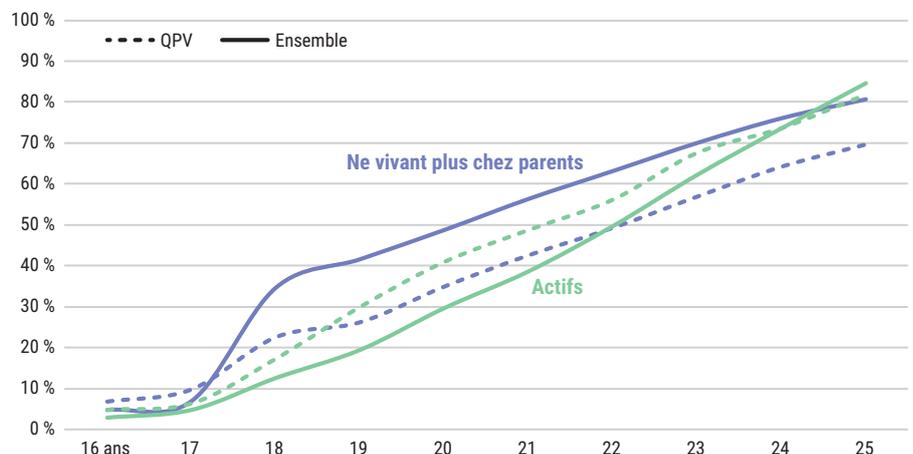
jeunes autonomes vivant dans un quartier de la politique de la ville et 34 % de l'ensemble des jeunes vivant chez leurs parents).

Parmi les 16-25 ans vivant dans un quartier de la politique de la ville, 40 % occupent leur propre logement. Le plus souvent leur logement est composé d'une pièce (40 %) et la surface est inférieure à 30 m². Comparés à l'ensemble des 16-25 ans autonomes, ceux vivant dans un quartier prioritaire se distinguent par une présence trois fois plus élevée dans un logement du parc social (15 % contre 5 %).

Favorisée par l'entrée dans la vie active, la décohabitation est en moyenne plus tardive dans les quartiers de la politique de la ville (22 ans) alors qu'à l'échelle de Paris, elle précède de peu ou accompagne le premier emploi. À l'âge de 25 ans, 30 % des jeunes de 16 à 25 ans habitant dans un quartier prioritaire vivent encore chez leurs parents contre 19 % de l'ensemble des 16-25 ans à Paris.

Ces quartiers comptent un grand nombre d'équipements publics qui s'adressent aux jeunes. La grande majorité des Espaces Paris jeunes y sont implantés ou se trouvent à proximité.

L'ENTRÉE DANS LA VIE ACTIVE CONDITIONNE LA DÉCOHABITATION POUR LES 16-25 ANS DANS LES QPV



Source : Recensement de la population (Insee) - 2018

Les jeunes sans-abri à Paris

Dans le cadre de la 5^e édition de la Nuit de la solidarité, dans la nuit du 20 au 21 janvier 2022, 355 équipes de volontaires composées de plus de 2000 professionnel-le-s du social et de bénévoles, ont sillonné les rues de Paris afin d'aller à la rencontre des personnes sans-abri pour les dénombrier et leur proposer de répondre à un questionnaire.

Lors de cette nuit, 2 598 personnes sans solution d'hébergement ont été décomptées, dont un peu plus d'une centaine (112) âgées de moins de 25 ans.

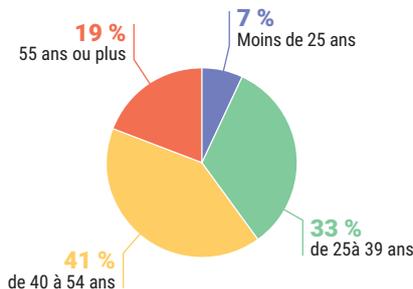
Ce jeune public sans-abri représente 7 % des personnes interrogées au cours de la nuit dont l'âge a pu être déterminé. Comparé aux deux éditions précédentes, le nombre de jeunes décomptés lors de l'opération Nuit de la Solidarité s'est réduit de moitié (269 en 2021 et 262 en 2020).

Parmi les jeunes rencontrés en 2022, 87,5 % sont des hommes et 12,5 % des femmes. **Les femmes sont davantage représentées au sein de cette population de jeunes sans-abri** puisqu'elles représentent 10 % de l'ensemble des personnes rencontrées lors de cette Nuit de la Solidarité.

54 % de ces jeunes sans-abri déclarent dormir à la rue, 20 % dans une tente isolée ou dans un campement et 10 % ne savent pas où passer la nuit (contre respectivement 49 %, 17 % et 7 % de l'ensemble des personnes décomptées).

Compte tenu de leur jeune âge, cette situation de rue est plus récente et inédite comparée à l'ensemble des personnes rencontrées. Ainsi, 31 % n'ont pas de logement personnel depuis moins de 6 mois (contre 23 % de l'ensemble des personnes décomptées) et pour 58 %, il s'agit de leur premier épisode de rue (contre 37 % de l'ensemble des personnes rencontrées).

ÂGE DES PERSONNES RENCONTRÉES SANS SOLUTION D'HÉBERGEMENT À PARIS



Source : Nuit de la Solidarité 2022, Ville de Paris - Traitement Apur

Pour autant, près de la moitié des jeunes sans-abri (48 %) indique vivre à la rue depuis au moins un an (contre 60 % pour l'ensemble) et cette proportion s'est accrue depuis deux ans (29 % de moins de 25 ans sans logement personnel lors de la Nuit du 25 mars 2021 et 28 % lors de la Nuit du 30 janvier 2020).

Le plus souvent, cette situation coïncide avec une arrivée à Paris sans logement (52 % contre 34 % de l'ensemble des personnes décomptées) et pour 20 % cela fait suite à une expulsion de chez un tiers (contre 10 % de l'ensemble).

Avant d'être à Paris, 56 % des jeunes sans-abri rencontrés indiquent qu'ils vivaient à l'étranger (contre 41 % pour l'ensemble des personnes sans-abri, toutes classes d'âge confondues).

Près d'un quart (23 %) des jeunes sans-abri déclarent ne disposer d'aucune ressource et 18 % vivent de la mendicité. Compte tenu des conditions d'octroi à certains compléments de revenus en termes d'âge (RSA versé aux plus de 25 ans) ou d'activité salariée (Prime d'activité versée aux actif-ve-s), ils sont très peu nombreux à répondre percevoir des prestations sociales ou des minima sociaux (5 % contre 16 % pour l'ensemble des personnes décomptées).

Interrogés sur leur état de santé, les jeunes s'estiment davantage en « bonne

Près d'un quart (23 %) des jeunes sans-abri déclarent ne disposer d'aucune ressource et 18 % vivent de la mendicité.

santé » que l'ensemble des personnes sans-abri rencontrées cette nuit-là (respectivement 57 % contre 46 %). Cependant et malgré leur jeune âge, elles-ils sont 26 % à se déclarer en mauvaise santé et ce sentiment s'est amplifié depuis deux ans (19 % en 2021 et 2020).

Les personnes rencontrées lors de l'opération ont aussi été interrogées sur leur niveau de recours aux aides et aux dispositifs qui leurs sont dédiés.

Les jeunes se montrent plutôt éloignés des dispositifs publics mais probablement par méconnaissance.

Elles-ils indiquent un peu moins souvent bénéficier d'un accompagnement par un travailleur social (36 % contre 39 % pour l'ensemble), 61 % répondent ne pas avoir d'adresse pour recevoir leur courrier (contre 45 %) et 65 % précisent ne pas être couverts par l'assurance maladie (contre 52 % pour l'ensemble).

Concernant leur connaissance ou leur accessibilité à certains services ou équipements à disposition des personnes sans-abri, les jeunes indiquent plus de difficultés pour stocker leurs affaires et accéder à Internet (35 % peuvent stocker leurs affaires contre 40 % pour l'ensemble des répondants et 40 % accèdent facilement à Internet contre 48 %). En revanche, elles-ils répondent accéder plutôt facilement aux équipements pour prendre une douche ou à un repas (respectivement 76 % et 69 %) tout comme l'ensemble des personnes rencontrées.

La même nuit, la Nuit de la Solidarité a été expérimentée dans neuf communes volontaires de la Métropole du Grand Paris (Aubervilliers, Bobigny, Bondy, Courbevoie, Gagny, Romainville, Rosny-sous-Bois, Reuil-Malmaison et Saint-Denis). Au total, 487 personnes sans-abri ont été décomptées dans les neuf communes participantes. Parmi les personnes dont l'âge a pu être déterminé, 27 sont âgées de moins de 25 ans, mais ce chiffre est à prendre avec précaution.

Les jeunes Parisien-ne-s âgé-e-s de 26 à 30 ans

L'obtention d'un emploi stable, qui symbolise l'émancipation sociale et familiale, s'effectue en moyenne au-delà de 25 ans. Ainsi, l'âge moyen d'accès à un premier emploi à durée indéterminée s'effectue à 27 ans en 2019⁵⁵.

Au 1^{er} janvier 2018, 223 440 jeunes ont entre 26 et 30 ans et représentent 10 % de la population parisienne contre 7 % en Île-de-France et 8 % dans les communes de la Métropole du Grand Paris.

Depuis 2008, le nombre des 16-30 ans est resté stable à Paris (+0,1 % par an en moyenne), contrairement à la tendance générale qui montre une légère diminution de la population parisienne sur la même période (-0,2 %/an). Cette même stabilité est aussi constatée dans les communes de la Métropole du Grand Paris tandis que leur nombre augmente légèrement de 0,8 % par an en Île-de-France.

Sur le territoire parisien, les 26-30 ans sont plus nombreux-ses dans les arrondissements les plus peuplés (15^e et 18^e), mais leur poids est plus élevé que la moyenne parisienne dans certains quartiers de la rive droite, à Paris Centre et dans les 9^e, 10^e, 11^e et 18^e arrondissements.

La population des 26-30 ans à Paris est essentiellement composée d'actif-ve-s (82 %). Les étudiant-e-s représentent 13 % de cette classe d'âge, soit une part un peu plus élevée qu'en Île-de-France ou dans les communes de la Métropole du Grand Paris (respectivement 9 % et 10 %).

Une large majorité des 26-30 ans actif-ve-s est diplômée de l'enseignement supérieur à Paris : 83 % des 26-30 ans contre 60 % en Île-de-France et 67 % au sein de la Métropole du Grand Paris.

55 – Rapport du Conseil économique, social et environnemental (CESE), avril 2010.

Plus souvent diplômé·e·s de l'enseignement supérieur, ces jeunes Parisien·ne·s sont aussi légèrement moins touché·e·s par le chômage que leurs homologues francilien·ne·s ou métropolitain·ne·s (11 % contre respectivement 13 % et 12 %).

Parmi les 26-30 ans actif·ve·s avec emploi, 75 % ont un CDI et 9 % sont travailleurs indépendants à Paris. Comparée aux actif·ve·s francilien·ne·s et métropolitain·ne·s, la part des 26-30 ans travailleurs indépendants est un peu plus élevée à Paris (6 % en Île-de-France et 7 % dans la Métropole du Grand Paris).

En revanche, la part des actif·ve·s en CDI est inférieure à la moyenne parisienne dans les quartiers de la politique de la ville 73 % des actif·ve·s en CDI et 14 % avec un contrat court (contre 11 % sur l'ensemble de Paris).

En décembre 2020, près de 35 000 parisien·ne·s âgées de 25 à 29 ans perçoivent un complément de revenu versé par la Caf (Revenu de Solidarité Active, Prime d'Activité, Allocation Adulte handicapé). Elles-ils représentent 15 % des Parisien·ne·s du même âge.

Moins souvent natif·ve·s de la région (59 % des 26-30 ans parisien·ne·s), 88 % disposent de leur propre logement à Paris contre 84 % dans la Métropole du Grand Paris et 81 % en Île-de-France. Elles-ils vivent plus souvent en couple sans enfant (34 % contre 27 % en Île-de-France et 29 % dans la Métropole du Grand Paris) ou seul·e·s (34 % contre 22 % en Île-de-France et 25 % dans la Métropole du Grand Paris). **Les familles avec enfants ne représentent que 7 % des 26-30 ans vivant à Paris alors que cette configuration familiale est bien supérieure dans la Métropole du Grand Paris (19 %) et en Île-de-France (24 %).**

Les jeunes nouvellement entrés dans le dispositif RSA

La Direction des Solidarités (DSOL) et la Caf de Paris se sont associées pour réaliser un suivi de cohorte des nouveaux bénéficiaires du RSA sur deux ans. Cette enquête, débutée en 2021, vise à retracer les trajectoires et identifier les déterminants qui facilitent ou complexifient l'insertion socioprofessionnelle dans un contexte de crise sanitaire.

Au total, 1 400 personnes entrées dans le dispositif RSA de septembre 2020 à février 2021 ont fait l'objet d'un recueil d'informations par questionnaire ou de collecte de données sociodémographiques.

Les personnes âgées de moins de 30 ans représentent 42 % des nouveaux bénéficiaires du RSA (contre 32 % de 30-44 ans, 19 % de 45-59 ans et 7 % de 60 ans ou plus). Parmi ces jeunes, la moitié ne dispose pas d'un logement personnel tandis que leurs aînés sont plus souvent locataires ou sous locataires d'un logement.

Près de la moitié des jeunes suivis par la cohorte est titulaire d'un Bac + 5 ou plus (contre 31 % de l'ensemble des personnes suivies) et à l'inverse, seuls 9 % ne sont pas diplômés (contre 15 %).

Avant de bénéficier du RSA, un jeune sur trois n'avait jamais travaillé (contre 20 % pour l'ensemble) et plus d'un sur trois (38 %) disposait d'un contrat de travail de courte durée de type CDD ou Intérim (contre 34 %).

Interrogés sur leur projet professionnel, les jeunes recherchent majoritairement un emploi dans leur secteur d'activité (40 %) et sont un peu moins enclins que leurs aînés à rechercher « tout type d'emploi » (16 % contre 25 % des 30-44 ans et 23 % des 45-59 ans). Enfin, ils sont 21 % à indiquer ne pas chercher d'emploi dans l'immédiat et au moment de l'enquête.

PERSONNES ÂGÉES DE 26 À 30 ANS

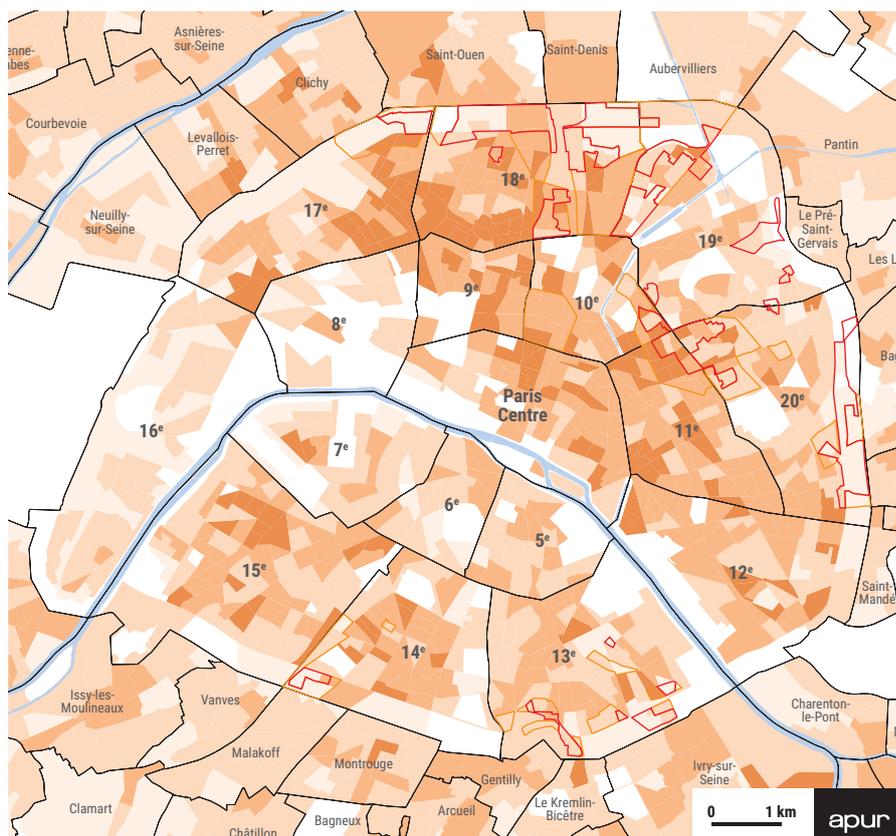
Part de personnes de 26 à 30 ans, dans la population totale

- Plus de 14 %
- De 10 à 14 %
- De 6 à 10 %
- Moins de 6 %

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018



DENSITÉ DE PERSONNES ÂGÉES DE 26 À 30 ANS

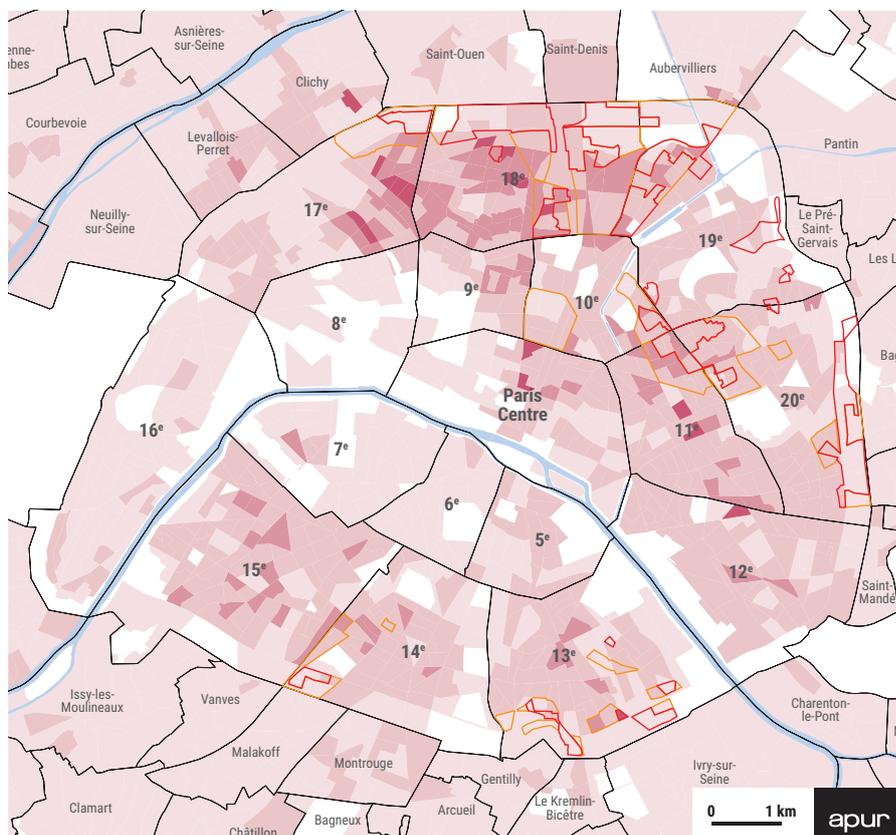
Nombre de personnes de 26 à 30 ans à l'hectare

- Plus de 150
- De 100 à 150
- De 50 à 100
- Moins de 50

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Source : Recensement de la Population (Insee) - 2018



Sélection d'équipements et de services dédiés aux jeunes

En réponse aux besoins des jeunes, des équipements et dispositifs dédiés sont mis en œuvre. Est présentée ici une sélection d'équipements et d'actions, développés par la Ville de Paris et la Caf de Paris. Ces dispositifs sont divers, avec pour certains une portée généraliste (Quartier Jeunes, centres sociaux, Points informations jeunesse...) et d'autres concernent de manière plus spécifique certains publics (Centres internationaux de séjour de Paris, Centre d'initiative pour l'emploi des jeunes...).

Les équipements à vocation généraliste proposent un accueil à l'ensemble des jeunes sur des thématiques assez larges. À l'exception de Quartier Jeunes présent à Paris Centre, ils se répartissent dans plusieurs arrondissements de Paris.

Quartier Jeunes (QJ)

Basé dans les locaux de l'ancienne mairie du 1^{er} arrondissement, QJ est un lieu d'accueil d'abord pour les 16-30 ans de Paris et de l'Île-de-France, avec quelques actions proposées pour de plus jeunes publics, en lien avec les collèges. Ouvert depuis le 1^{er} septembre 2021, il propose un accueil personnalisé pour conseiller et apporter aux jeunes Parisien-ne-s et Francilien-ne-s des réponses dans tous les domaines de la vie quotidienne (emploi, orientation, métier, engagement, santé, accès au droit, logement, vacances, culture, loisirs, sport...).

Il accueille également le CIDJ (Centre d'information et de documentation jeunesse) anciennement implanté dans le 15^e arrondissement et d'autres structures publiques, associatives ou privées

ÉQUIPEMENTS JEUNESSE DE LA VILLE DE PARIS

Type de structure

- Espace Paris Jeunes
- Centre Paris Anim'
- Centre Paris Anim' (annexe)
- ▲ Académie du Climat
- ◆ CIEJ
- TUMO
- ★ Maison des Initiatives Etudiantes
- ✱ PIJ labellisé
- QJ (Quartier Jeunes)
(CIDJ, Kiosque Jeunes, PPE, PAD Jeunes)

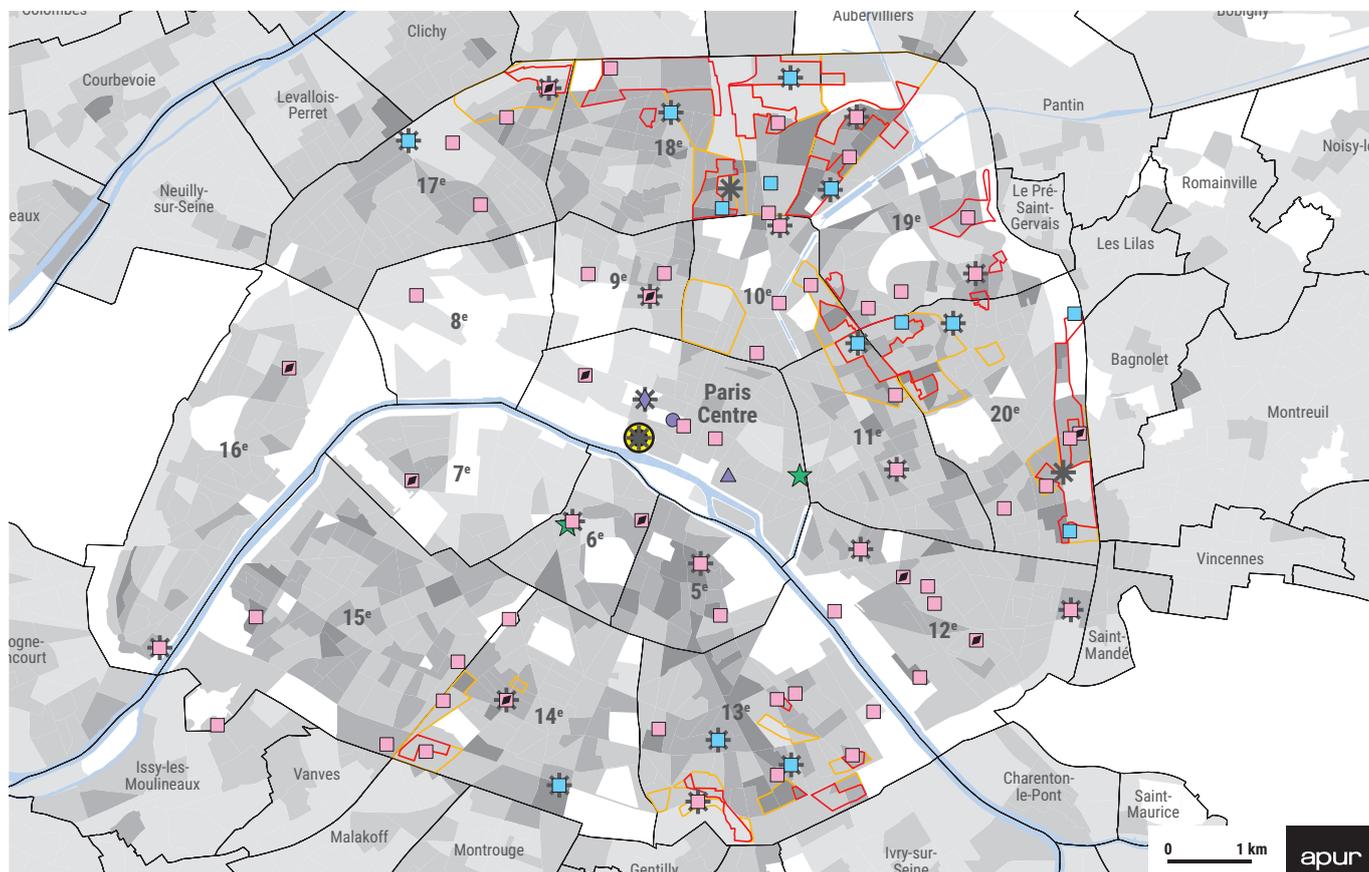
Nombre de jeunes de 16 à 25 ans à l'hectare

- Plus de 150
- De 100 à 150
- De 50 à 100
- Moins de 50

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

- Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Quartier de veille active (QVA)

Sources : Mission Jeunesse et citoyenneté, DJS - 2021, recensement de la Population (Insee) - 2018



(Point d'Accès au Droit Jeunes, Kiosque Jeunes, Point Paris Emploi, etc.). Il met également à disposition des salles de travail partagées en accès libre, ainsi qu'un espace café et une terrasse. La programmation de QJ est évolutive et plusieurs événements sont organisés (insertion et orientation, prévention santé, métiers de la culture, accès aux droits, logement...). Chaque jeudi, une distribution de colis alimentaires pour les moins de 25 ans en situation de précarité est organisée par les Restos du cœur.

culturelles, sportives, scientifiques et de loisirs.

Partie prenante de la vie de l'arrondissement, les Centres Paris Anim' organisent aussi des fêtes de quartiers, des rencontres, des événements qui attirent des parisiens-ne-s de tout âge.

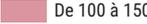
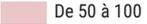
Les CPA sont des équipements municipaux dont la gestion est confiée à des associations d'éducation populaire dans le cadre de délégations de service publics et de marchés publics. 13 CPA sont labellisés Point information jeunesse (PIJ) et ont pour mission d'accueillir et d'informer les jeunes.

STRUCTURES JEUNESSE FINANÇÉES PAR LA CAF DE PARIS

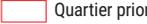
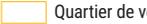
Type de structure

-  PS Jeunes
-  Centre social
-  EVS
-  Promeneur du Net
-  CLAS
-  QJ (Quartier Jeunes)
(CIDJ, Kiosque Jeunes, PPE, PAD Jeunes)

Nombre de jeunes de 16 à 25 ans à l'hectare

-  Plus de 150
-  De 100 à 150
-  De 50 à 100
-  Moins de 50

Les emprises des principaux équipements et espaces verts, ainsi que les IRIS non significatifs apparaissent en blanc.

-  Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
-  Quartier de veille active (QVA)

Sources : Recensement de la Population (Insee) - 2018, CAF de Paris - 2021

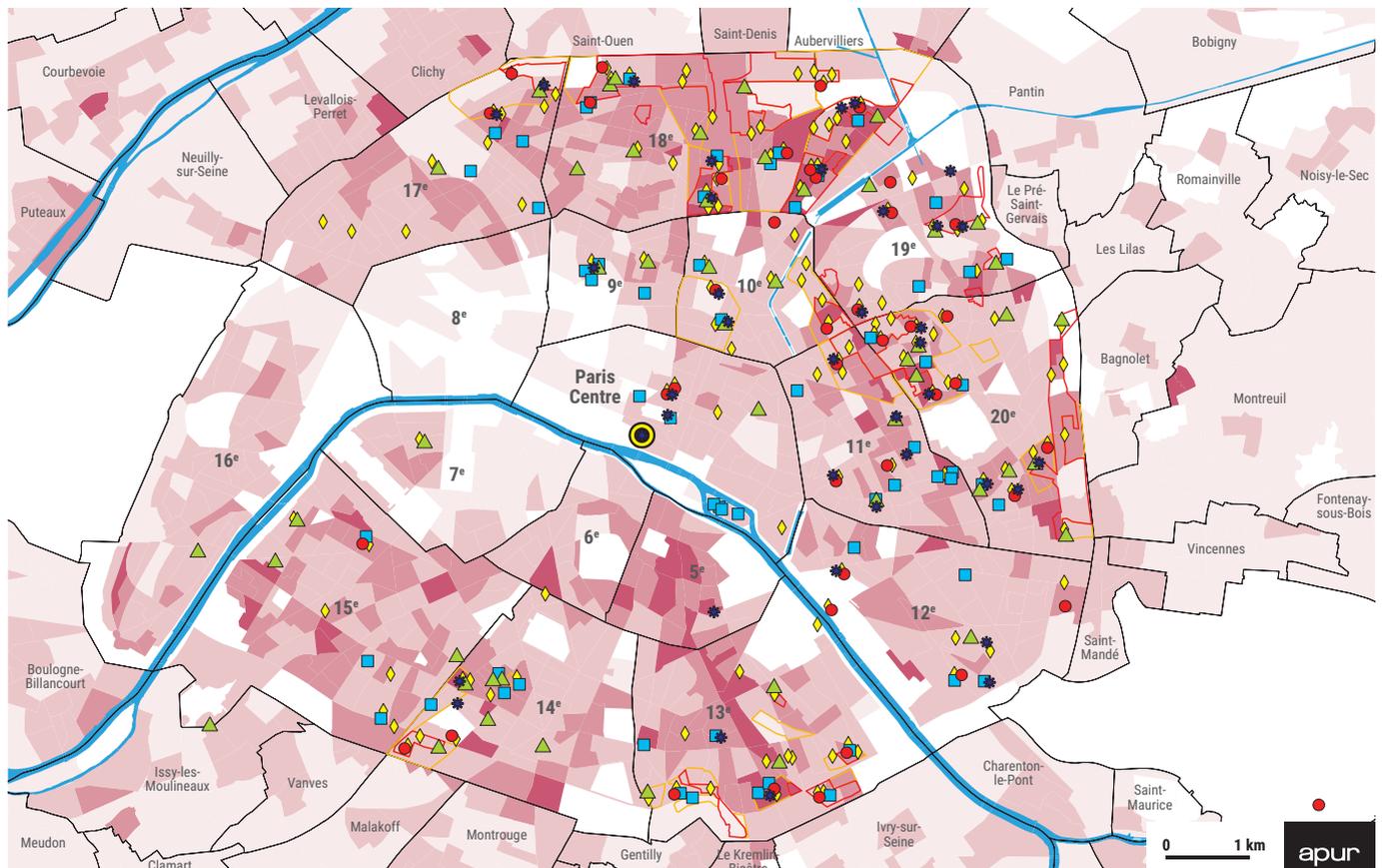
Les Centres Paris Anim' (CPA)

En 2021, 50 Centres Paris Anim' sont présents sur l'ensemble du territoire parisien où chaque arrondissement comprend au moins un CPA.

Ouverts toute l'année et destinés à tous les Parisien-ne-s, quel que soit leur âge, ils proposent aux jeunes des quartiers dans lesquels ils sont implantés un programme spécifique d'activités

Les Espaces Paris Jeunes (EPJ)

Les 15 Espaces Paris Jeunes de la Ville de Paris s'adressent spécifiquement aux jeunes âgé-e-s de 16 à 25 ans avec une attention particulière portée sur l'accueil des jeunes confrontés à des difficultés sociales et économiques. La tranche d'âge du public accueilli est



susceptible d'être étendue dès 11 ans et jusqu'à 30 ans en fonction des besoins spécifiques du quartier d'implantation. Gratuits pour tous les jeunes, ils ont pour objectif de favoriser l'épanouissement et l'accès à l'autonomie des jeunes et proposant un espace d'accueil, d'échange et d'écoute ainsi qu'en accompagnant la co-construction et la réalisation de projets.

En 2021, ces Espaces Paris Jeunes sont présents dans 8 des 17 arrondissements (Paris Centre, 11^e, 13^e, 14^e, 17^e, 18^e, 19^e et 20^e).

D'autres équipements proposent des actions plus thématiques en direction de publics spécifiques (étudiant.e.s, jeunes en recherche d'emploi, arrivant de l'étranger...). Le plus souvent, ces dispositifs sont présents dans un lieu unique :

L'Académie du Climat

Installée dans l'ancienne mairie du 4^e arrondissement, l'Académie du Climat est un lieu d'intelligence collective et d'action dédié aux jeunes de 9 à 25 ans et plus. Elle souhaite donner les moyens de comprendre, d'expérimenter et de se mobiliser sur les défis climatiques. Acteurs du changement de demain, les jeunes trouvent dans l'Académie du Climat les moyens d'agir pour une ville neutre en carbone, résiliente et plus juste. Lieu transformatif pour faire lever sur le réel et bousculer, à la fois les pratiques actuelles individuelles et collectives, l'Académie fait prendre conscience aux jeunes de leur capacité d'action. Elle les accompagne vers la mobilisation.

La Maison des Initiatives Étudiantes (MIE)

La Maison des initiatives étudiantes est le service public de la Ville de Paris qui accompagne gratuitement les étudiant.e.s parisiens.ne.s dans toutes les étapes de leurs projets, qu'ils soient associatifs, entrepreneuriaux ou professionnels, ainsi que dans leur vie

étudiante (logement, santé, études, aides financières, culture, sport...). Les locaux de la MIE se situent dans les 3^e et 6^e arrondissements.

Les Centres internationaux de séjour de Paris (Cisp)

Les Cisp sont des établissements créés par la Ville de Paris et gérés en délégation de service public. Présents sur deux sites (Maurice Ravel dans le 12^e et Kellerman dans le 13^e), leur gestion est confiée à une association et ils assurent l'accueil et l'hébergement de touristes à Paris.

Le Centre d'initiative pour l'emploi des jeunes (Ciej)

Présent à Paris Centre, le Ciej est une structure d'accompagnement au service des jeunes Parisiens de moins de 25 ans. Labellisé Espace public numérique, il accompagne les jeunes pour construire leurs projets, développer leurs compétences pour une insertion durable dans le monde professionnel.

De façon complémentaire, des dispositifs spécifiques sont présents et/ou contribuent à leur financement au sein même des équipements jeunesse :

La prestation de service jeunes (PS jeunes)

La prestation de service jeunes versée par la Caf de Paris contribue au financement du poste d'un.e professionnel.le qualifié.e chargé.e d'accompagner les jeunes dans la réalisation de leurs projets et leurs prises d'initiatives. Cette professionnel.le a trois missions principales : accueillir, aller à la rencontre et mobiliser les jeunes afin de créer un climat propice à la prise d'initiatives ; accompagner les jeunes dans la réalisation de leurs projets et dans leur engagement citoyen ; porter le projet jeunesse de la structure dans une dynamique partenariale.

En 2021, 37 équipements ont reçu une prestation de service jeune.

Les Promeneurs du Net

Les Promeneurs du net sont des professionnel-le-s de la jeunesse dont une partie de leur temps de travail est dédiée à l'accompagnement des familles et surtout des jeunes sur les réseaux sociaux. L'objectif est d'apporter une présence éducative sur le web en proposant un accompagnement numérique sur les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, WhatsApp, Snapchat...) et permettre une facilité dans les échanges, de la prévention. **En janvier 2022, 60 structures sont engagées dans le dispositif Promeneurs du Net.**

RÉFÉRENCES

Publications de l'Apur

Impacts sociaux de la crise à Paris. 2^e note de conjoncture, 2022

<https://www.apur.org/fr/nos-travaux/impacts-sociaux-crise-2e-note-conjoncture>

Les 16-25 ans à Paris. Portrait social et Démographique, 2019

<https://www.apur.org/fr/nos-travaux/16-25-ans-paris-portrait-social-demographique>

Les jeunes Parisiens en difficulté d'insertion – Éléments de profils des jeunes ni en emploi, ni en étude, ni en formation, 2019

<https://www.apur.org/fr/nos-travaux/jeunes-parisiens-difficulte-insertion-elements-profils-jeunes-emploi-etude-formation>

Les 16-25 ans à Paris. Portrait social et démographique, 2015

<https://www.apur.org/fr/nos-travaux/16-25-ans-paris-portrait-social-demographique-edition-2015>

Les jeunes à Paris et l'espace public, 2014

https://www.apur.org/sites/default/files/documents/jeunes_paris_espace_public

Les jeunes à Paris, synthèse des travaux, 2013

<https://www.apur.org/fr/nos-travaux/jeunes-paris>

Les 16-25 ans à Paris. Portrait social et Démographique, 2012

<https://www.apur.org/fr/nos-travaux/16-25-ans-paris-portrait-social-demographique>

Études

GALLAND Olivier, LAZAR Marc, Une jeunesse plurielle. Enquête auprès de 18-24 ans, Institut Montaigne, 2022.

BAILLET Julie, BRICE-MANSENCAL Lucie, HOIBIAN Sandra, BENE Julie, DAHAN Chantal, TIMOTEO Joaquim, De spectateurs à créateurs : multiplicité des pratiques culturelles et artistiques des jeunes, Crédoc, Ijen, 2019

ROBERT Alexie, SULZER Emmanuel, S'installer chez soi, avec quel emploi et quel salaire ?, Céreq Bref, n° 416, 2021.

FOURY Alexandre, DE BEYNE-RICHE Corinne, Aspirations et préoccupations des jeunes Franciliens, Institut Paris Région, 2021.

Les jeunes à Paris et dans la Métropole du Grand Paris

PORTRAIT SOCIAL ET DÉMOGRAPHIQUE

Ce portrait des jeunes à Paris et dans le Grand Paris, réalisé en lien avec la Ville de Paris et avec le soutien de la Caf de Paris, apporte des éléments pour caractériser les jeunes de 16 à 25 ans selon leurs différents profils, les cartographier et mieux connaître leurs conditions de vie et les équipements ou services qui leur sont destinés. Régulièrement actualisée et enrichie, cette étude permet de mesurer les permanences concernant ce public, les points de rupture ou signaux faibles ou émergents.

La population jeune représente près d'un million de personnes à l'échelle du Grand Paris sur un total de 7,1 millions d'habitants. La majorité des 16-25 ans poursuit ses études (69 % à Paris et 65 % dans la Métropole du grand Paris). Près d'un quart d'entre eux (22 %) exerce une activité professionnelle et une plus faible proportion n'est ni en études, ni en formation, ni en emploi (9 % à Paris et 13 % dans la Métropole du Grand Paris). Au-delà des jeunes résidents, la population de jeunes présente en journée, pour travailler ou étudier, est encore plus nombreuse. Ces flux quotidiens entraînent un doublement du nombre de jeunes à Paris, se traduisant par une forte intensité d'usages et une pression sur certains équipements ou espaces publics.

Cette étude souligne l'enjeu du logement qui demeure central avec des difficultés de décohabitation qui se renforcent, particulièrement pour les jeunes natifs ou natives du Grand Paris. Près de la moitié des jeunes de 25 ans né·e·s à Paris (46 %) habitent encore chez leurs parents en 2018, alors qu'ils n'étaient qu'un tiers (32 %) en 1999. Elle met aussi en avant de nouveaux enjeux liés à la crise sanitaire et à ses multiples effets, avec une classe d'âge qui a été fortement affectée. Si la reprise du côté de l'emploi montre des tendances positives, certaines évolutions demeurent plus incertaines. Cette crise a notamment mis en lumière des enjeux en matière de santé mentale, avec des signaux d'alerte des professionnels et une augmentation des demandes d'accompagnement psychologique, de même que l'enjeu de la précarité étudiante et plus globalement des enjeux liés à la situation des jeunes les plus précaires et les moins diplômés. Dans ce contexte de crise, le souhait de s'investir demeure fort pour les jeunes à Paris, autour de sujets de préoccupation qui concernent en particulier le logement, les conditions de vie des étudiants, l'environnement et la culture.

L'Apur, Atelier parisien d'urbanisme, est une association loi 1901 qui réunit autour de ses membres fondateurs, la Ville de Paris et l'État, les acteurs de la Métropole du Grand Paris. Ses partenaires sont :

